

CAHIER DU MAOISME

REVUE MARXISTE-LENINISTE-MAOISTE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Dans ce cahier :

Les prémisses de la guerre populaire dans les pays impérialistes

- **La Commune de Paris**
- **Petite histoire critique du PCF**
- **La résistance anti-fasciste**
- **Mai 68 et les maoïstes**
- **La révolte des banlieues 2005**

**Bilan idéologique, politique et militaire
Leçons à tirer pour l'avenir**

1^{ère} PARTIE : LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES ? [P.4]

- INSURRECTION OU GUERRE POPULAIRE ?
- LA QUESTION DE LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES
- LA GUERRE POPULAIRE A T-ELLE DEJA EU LIEU DANS LES PAYS IMPERIALISTES ?
- LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES EST-ELLE POSSIBLE ?
- LA COMMUNE DE PARIS

2^{ème} PARTIE : BREVE HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE (PCF) [P.12]

- DE LA FIN DE LA GUERRE A LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE
- LA CREATION DU PARTI
- LA LUTTE DE LIGNE AU SEIN DE LA CGT
- LA LIGNE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA LIGNE DE DROITE
- LA BOLCHEVISATION
- LA LIGNE CLASSE CONTRE CLASSE
- LA REORGANISATION DU PCF
- LA MONTEE DE L'EXTRÊME DROITE
- LES RESULTATS ELECTORAUX VONT TRANSFORMER LA LIGNE D'UNION A LA BASE POUR LA LIGNE D'UNION AU SOMMET
- LE VII EME CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
- LA MONTEE DE L'INFLUENCE DU PCF
- PARTICIPER AU GOUVERNEMENT ?
- DESAGREGATION DU FRONT POPULAIRE
- LES ACCORDS DE MUNICH JUSQU'A LA GUERRE
- L'ILLEGALITE ET LA CLANDESTINE.
- REPOUSSEE DE LEGALISME
- REORGANISATION POUR LA LIBERATION NATIONALE
- CREATION DU FRONT NATIONAL
- 22 JUIN 1941, DE LA NATURE DE LA GUERRE ET DU CONTENU DU FRONT
- LA LUTTE ARMEE
- ALLIANCE AVEC LE GENERAL DE GAULLE
- DEUX CONCEPTIONS POUR UN GOUVERNEMENT PROVISoire
- L'INSURRECTION NATIONALE
- DE LA LUTTE ARMEE DE LIBERATION A LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT
- APRES LA CAPITULATION ALLEMANDE
- LE RENFORCEMENT NUMERIQUE DU PCF DU PEUPLE ET L'ELARGISSEMENT DE SA BASE DE MASSE AUX COUCHES NON OUVRIERES ET NON PROLETARIENNES.
- LA POLITIQUE DU PCF ENVERS LE MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE
- VERS LA GUERRE FROIDE
- LA CREATION DU KOMINFORM
- LE REVISIONNISME MODERNE
- LA GUERRE D'ALGERIE
- 1968 - LE REVISIONNISME FACE AU MOUVEMENT DE CONTESTATION
- LE PRINTEMPS DE PRAGUE
- LA PERIODE MARCHAIS
- 1974, DEBUT DE LA CRISE ECONOMIQUE
- 1981 - UNION DE LA GAUCHE - MITTERRAND DEVIENT PRESIDENT
- LA FAILLITE DU REVISIONNISME KHROUCHTCHEVIEV.

3^{ème} PARTIE : LES COMMUNISTES EN DEHORS DU PCF ET NOTRE EPOQUE [P.55]

- LES ASPECTS POSITIFS DES MAOISTES DANS LES ANNEES 1968 EN FRANCE : LA GAUCHE PROLETARIENNE
- LA COMMUNE DE PARIS, LA RESISTANCE ANTIFASCISTE, 1968 ET LA G. P. MONTRENT LA VOIE DE LA GUERRE POPULAIRE CONTRE LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE
- BILAN IDEOLOGIQUE, POLITIQUE ET MILITAIRE, POUR PREPARER L'AVENIR : LA COMMUNE DE PARIS

RESUME [P.66]

MISE A JOUR [P.68]

- LA REVOLTE DES BANLIEUES
- LA LUTTE DES ETUDIANTS ET LYCEENS CONTRE LE C.P.E
- LE DEVELOPPEMENT DU FASCISME MODERNE, DU CORPORATISME SE CONCRETE DANS L'ETAT POLICIER.
- DE LA REVOLTE DES BANLIEUES A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

1^{ère} PARTIE : LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES ?

Au sein des partis comme du Mouvement Communiste, la **lutte idéologique** est une chose saine et permet d'avancer dans la théorie comme dans la pratique. Nous appelons cette lutte, qui est constante, universelle, la lutte de deux lignes.

Aussi avant d'aborder la question de la **guerre populaire dans les pays impérialistes**, il convient de rappeler ce que nous entendons par lutte entre les deux lignes et sur quelles bases scientifiques nous nous appuyons. Nous allons le résumer brièvement car ce n'est pas le sujet dont nous voulons traiter en priorité.

Toute chose dans l'Univers est composée d'éléments qui s'opposent au sein d'une même unité (neutron et électron, positif et négatif, attraction et répulsion etc...) Leur opposition crée un mouvement dynamique. Ainsi s'est formé l'Univers tel que nous le connaissons, dans sa diversité, son expansion. Cette formation est le produit de **la lutte des contraires au sein d'une même unité**, dans la matière, puis par la libération des particules élémentaires qui ont formé les atomes eux-mêmes composés d'éléments sécables. De là se sont formées les galaxies, les étoiles, les systèmes solaires dont le notre. Dans certaines conditions, la vie peut apparaître comme sur la Terre où nous vivons. De différents éléments minéraux sont nés les acides aminés et ainsi de suite jusqu'à nous dans un long mouvement d'évolution et de mutation, allant du simple au complexe. L'homo sapiens sapiens est le produit de l'évolution des espèces. **L'homme est le seul être qui a pu transformer par son travail son environnement et pas seulement s'y adapter.** Par son travail social en progrès constant il a accumulé des connaissances qui ont constitué un acquis reproductible et améliorable sans cesse, ajoutant à l'inné ces acquis non limités, exponentiels.

Ces acquis ont été obtenus par la lutte contre le conservatisme. Les connaissances nouvelles s'appuyant sur les connaissances acquises précédemment, les enrichissant etc...

Le premier bond qualitatif a été le simple passage du bâton utilisé par le singe à la confection de bifaces, d'outils et armes en pierre polie. La maîtrise du feu, des métaux a permis de cuire les aliments, nous permettant de varier notre alimentation et améliorer sensiblement notre métabolisme; La seconde révolution celle du **néolithique** va permettre le passage de la chasse et de la cueillette à l'élevage et l'agriculture. Chaque fois cela s'est accompagné par une modification du comportement, tant dans le domaine culturel, que de l'organisation sociale, de la famille, de la société, et même des conceptions religieuses. La société s'est différenciée, les classes sont apparues et sont entrées en lutte dans leur rapport de production pour l'appropriation du fruit du travail, qui passa de la répartition collective à l'appropriation individuelle, de la filiation maternelle à la filiation paternelle, du communisme primitif à la société esclavagiste, féodale, capitaliste, enfin la société socialiste.

L'accumulation quantitative produit un bond qualitatif. Quand les rapports de production ne correspondent plus au développement de la société, l'ancienne machine doit être brisée et à chaque fois elle l'est par les **forces révolutionnaires** de chaque époque qui tirent la société vers le haut, forces progressistes qui se forment au sein même de l'ancienne société, qui grandissent et deviennent la force d'avenir. **Le prolétariat ne détient aucun moyen de production, il forme la classe la plus nombreuse, il est la force d'avenir.**

Il n'y a rien d'éternel, tout se transforme, rien n'est figé, tout est en mouvement. Les connaissances ne peuvent être conservées telles quelles. Elles évoluent par l'expérience par la lutte entre l'ancien et le nouveau, ce qui permet d'avancer. L'homme fait progresser la science, à travers le processus de production de biens matériels qui lui donnent de nouveaux moyens.

L'homme vit en société de classes dont les intérêts sont opposés. Le capitaliste tâche d'arracher au prolétariat le maximum de **plus-value** (le travail supplémentaire qu'il fournit au capitaliste sans qu'il lui soit payé, le surtravail qui fournit au capitaliste outre des moyens de subsistances personnels, le capital qui va lui permette d'acquérir de nouveaux moyens de productions, d'échanges etc...).

C'est par la lutte que le prolétariat arrive à maintenir son salaire, qu'il peut, quand les affaires du capitaliste vont bien, exiger que ce salaire soit amélioré.

Les capitalistes se font une guerre acharnée pour conquérir de nouveaux marchés, y compris par les armes. Si le prolétariat a la velléité de contester le système, il est réprimé. **En aucun cas la bourgeoisie n'est prête à céder le pouvoir de son plein gré.** L'histoire nous enseigne qu'elle le défend et le défendra griffes et ongles sortis. Elle mènera la guerre pour maintenir ses profits si ceux-ci sont menacés par un autre pays impérialiste. La violence a donc un rôle essentiel dans l'histoire. **L'histoire de la lutte des classes est jalonnée de révoltes, de guerres, de révolutions.**

Aujourd'hui la bourgeoisie a déclaré une véritable guerre au prolétariat. Les différents Etats impérialistes restructurent à tour de bras, liquidant les acquis au prix de la sueur et du sang du prolétariat et plus généralement par les couches populaires. Le prolétariat, à moins de se laisser égorger comme un cochon et d'accepter de servir de chair à canon pour que la bourgeoisie maintienne son taux de profit et son système qui en est garant, n'a plus qu'à répondre à la guerre que lui a déclaré implicitement la bourgeoisie par la guerre révolutionnaire, la guerre populaire pour supprimer les causes de l'exploitation, de l'oppression et pour finir avec la guerre tout court.

La lutte des deux lignes va être le moteur pour la constitution des forces qui vont permettre au prolétariat de se lancer de nouveau à l'assaut du ciel. Cette lutte va traverser toutes les organisations et bien entendu le parti communiste-maoïste lui-même et le mouvement communiste international. Les partis qui le composent sont eux-mêmes traversés par la lutte des contraires, c'est d'ailleurs ce qui les fait progresser ou reculer momentanément ou amorcer un détour pour mieux avancer, ceci quoiqu'en disent les révisionnistes, les sociaux-démocrates.

Nous écartons d'emblée, les partis révisionnistes qui prétendent que le passage pacifique est possible. Ce qui nous intéresse en tout premier lieu, ce sont les organisations, partis qui pensent que la violence est nécessaire pour renverser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, pour conquérir le pouvoir sans lequel tous nos rêves ne sont qu'illusions, sans lequel ne peut être maintenu la dictature du prolétariat.

INSURRECTION OU GUERRE POPULAIRE ?

Il existe plusieurs variantes de la thèse de l'insurrection. Pour certains, elle se résume dans le mot d'ordre de **"grève générale"**. Cette idée en France est très répandue. Nombre de syndicalistes principalement CGT, reprennent ce mot d'ordre, sans se poser la question politique, c'est à dire la question du parti, de la perspective politique ou en la soumettant à cette thèse. La grève générale devant d'après eux, paralyser la bourgeoisie et la faire céder. Cette grève est bien sûr possible, les plus importantes grèves de ce type ont été celles de 1936 et de 1968. La première a débouché sur les **accords de Matignon**, qui ont permis de substantielles avancées sociales. Il en a été de même en 1968 avec les **accords de Grenelle**. Mais dans l'un et l'autre cas, cela n'a pas débouché sur la grève insurrectionnelle. Pourtant dans les deux cas, des actions telles les occupations d'usine, les grèves déclenchées sans préavis, la défense de ces occupations, en **1968**, les barricades et autres initiatives insurrectionnelles ont eu lieu. Les directions syndicales, principalement la direction de la CGT entre les mains des révisionnistes a tout fait pour que cette grève générale ne se transforme pas en grève insurrectionnelle.

L'évidence c'est que si la force politique dominante au sein du mouvement ouvrier, ou qui l'influence, est le réformisme ou le révisionnisme, il ne peut y avoir de **grève insurrectionnelle débouchant sur la révolution**. Dans certaines circonstances historiques on peut obtenir des concessions importantes de la part de la bourgeoisie, qui seront reprises ultérieurement par diverses mesures (impôts, taxes, etc..).

D'autre part, la grève générale sans objectif révolutionnaire a pour effet de détourner les masses de l'objectif de la révolution. Ceci n'est pas du à son état d'esprit comme le prétendent les révisionnistes, mais est de leur responsabilité directe à eux qui ne préparent pas les masses dans la perspective de cet objectif, la révolution, par la prise du pouvoir, puis la destruction de fond en comble de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et son remplacement par la dictature du prolétariat nécessaire pour contraindre la bourgeoisie.

Le révisionnisme ne peut ouvrir cette perspective car la **voie pacifique** qu'il préconise ne veut pas tenir compte de l'existence de cet **appareil d'Etat bourgeois**, en particulier l'appareil répressif, armée-police-justice. Il ne mène pas une lutte conséquente contre les appareils de laminage idéologique, comme l'enseignement, la publicité, les médias, la littérature, le culte des héros des films, à travers le modèle cosmopolite diffusé par l'impérialisme américain. Ainsi il n'arme pas idéologiquement le prolétariat pour qu'il se prépare à l'insurrection finale qui permettra la prise du pouvoir dans tout le pays, le triomphe de la révolution prolétarienne,

Ce qui se cache derrière l'**idée d'insurrection** sans préparation préalable, c'est le **passage pacifique au socialisme**, la thèse kautskiste comme quoi le super capitalisme, ultra impérialisme, va créer de lui-même les conditions d'une crise telle que le prolétariat n'aura plus qu'à cueillir les lauriers, par la grève générale, pour les uns, par l'insurrection pour les autres. Toutes ces positions reflètent soit des positions révisionnistes, soit les illusions de la petite bourgeoisie révolutionnaire.

Les tenants de l'insurrection s'insurgent contre l'idée de la guerre populaire, parce que cette guerre a un coût, car la bourgeoisie ne va pas se laisser faire, elle ne va pas abandonner le pouvoir sans réagir, et va réagir contre toutes velléités de le prendre, va arrêter, réprimer voire massacrer ceux qui s'engageront sur cette voie, ceux qui les aideront etc. **Donc, selon eux, il faut attendre des circonstances favorables pour cette insurrection, et préparer pacifiquement le grand soir.**

Certes il y a une différence apparente entre les tenants de la préparation de l'insurrection et ceux qui préconisent purement et simplement le passage pacifique, le grignotage du pouvoir, la lutte parlementaire comme panacée pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Mais est-ce qu'une apparence ?

Les trotskistes sont engagés sur la voie du passage pacifique et remplacent les révisionnistes pour faire avaler cette camelote contre-révolutionnaire. Ils s'engagent à fond dans la lutte parlementaire et les combinaisons électoralistes, mais n'ont aucune perspective, aucun programme, aucune ligne révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Ils ne préparent pas idéologiquement les masses à l'insurrection, n'en parlent même plus, car en réalité ils sont pour la conciliation avec la bourgeoisie. Ils sont pour le contrôle de la production capitaliste, c'est à dire un arrangement avec la bourgeoisie, comme forme transitoire de passage au socialisme. Le problème militaire pour la prise du pouvoir est complètement évacué et tout le monde est convié à « lutter pour un autre monde ». A la direction d'un **mouvement réformiste** comme **ATTAC**, on retrouve le révisionniste Nikonoff, l'appui du dirigeant du journal le Monde Diplomatique, Bernard Cassen, contesté à l'Université de Vincennes dès sa création, fondateur d'ATTAC, et du département d'études européennes à Paris VIII, département formant des cadres pour la construction de l'Europe capitaliste, et aussi un nommé Aguiton, dirigeant de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Ainsi est constitué l'**organisation chargée de dévier la juste colère** de ceux qui cherchent une perspective. Lutte Ouvrière est alliée à la LCR et fait des listes communes en vue des élections, là non plus pas de stratégie révolutionnaire et même abandon du terme insurrection, eux qui se réclament du léninisme.

Cette référence n'est pas abandonnée par tout le monde. Ainsi **les organisations, et partis se réclamant du marxisme-léninisme**, reprennent à leur compte l'idée d'insurrection. Ils combattent la thèse de la guerre prolongée, de la guerre populaire, sous le prétexte que : ce type de guerre est la bonne tactique pour les pays opprimés et que l'on ne peut pas encercler les villes par les campagnes comme l'a défini Mao Zedong, que l'on ne peut établir de zones libérées ni de bases d'appui dans les pays impérialistes. Ils ajoutent que la révolution en Chine n'a pas été vraiment une révolution prolétarienne, car il y avait plusieurs classes représentées dans l'Etat chinois, que la bourgeoisie nationale avait un rôle. Ils ne veulent pas reconnaître le fait que c'est l'idéologie qui commande, que c'est le parti du prolétariat qui dirige la guerre populaire (*voir le numéro spécial de L'I.C de Juin 1936 sur la Chine*), que la masse paysanne est la force numérique principale, mais pas la force dirigeante, ni que la démocratie nouvelle se construit dans les zones libérées tout au long du processus de la guerre populaire, et que lui succède sans interruption l'Etat de dictature du prolétariat. **Cette vision est mécanique**, elle est le refus de reconnaître les apports de Mao Zedong à la théorie révolutionnaire du

prolétariat, au marxisme lui-même enrichit du léninisme, qui a formé le marxisme-léninisme. C'est une théorie figée du marxisme, qui ne voit ni le mouvement dialectique, ni la lutte entre les deux lignes comme facteur de développement de la théorie et de la pratique révolutionnaire. **Ne pas voir que la guerre populaire et les autres apports de Mao constituent une nouveauté, c'est la même chose que de refuser de voir les progrès de la médecine ou de toute autre science.** C'est refuser d'utiliser les nouveaux concepts, qui ne substituent pas aux anciens mais les complètent ou apportent des éléments nouveaux. Ceci dit, revenons au concept de la guerre populaire. Celle-ci n'est pas seulement un concept, elle a une application pratique. Cette application pratique est transposable et a pris et prend déjà un caractère universel, avec la **guerre du Vietnam**, en conformité avec la thèse de Mao comme quoi la guerre populaire engendre la démocratie nouvelle suivie de la révolution socialiste sans interruption. C'est seulement possible si c'est le parti communiste qui dirige cette guerre populaire, bien que la masse des combattants soient des paysans, car c'est l'idéologie et la politique qui commande au fusil et désigne clairement le but de la guerre populaire, à savoir l'avènement du communisme à l'échelle mondiale.

Les marxistes-léninistes nient l'apport universel de la **guerre populaire** et pourtant celle-ci a été comme nous le disions **reproductible au Vietnam** mais aussi après la mort de Mao, **au Pérou** où le **Président Gonzalo dirigeant du Parti Communiste du Pérou**, tirant le bilan du mouvement communiste international, a défini le **maoïsme comme troisième jalon du marxisme**. En 1980, la guerre populaire, la première après la mort de Mao, démarrait au Pérou, le Parti Communiste du Pérou remettait en route le processus révolutionnaire en théorie et en pratique, remettait en route le Mouvement Communiste. En 1984, le **Mouvement Révolutionnaire Internationaliste (MRI)** réunissait les partis et organisations qui étaient restées fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée Mao-Zedong. Peu à peu après une lutte de ligne, différents partis et organisations vont adopter le maoïsme comme théorie universelle et ne vont plus faire référence à la pensée maozedong comme marxisme-léninisme appliqué à la Chine. Cela a été un **bond en avant dans la compréhension du maoïsme**. Cela a été le produit de la lutte de ligne au sein du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste. Poursuivons ; aidé par l'expérience de la guerre populaire au Pérou et de l'aide internationaliste dispensé par le MRI. Le **Parti Communiste du Népal (maoïste)** a déclenché la guerre populaire qui s'étendit et continue de s'étendre sur tout le territoire népalais, où suivant le concept maoïste la guerre populaire dirigé par le Parti, aide les masses à construire le pouvoir de démocratie nouvelle dans les campagnes puisque le processus de conquête du pouvoir dans tout le pays, suit la stratégie d'encercllement des villes par les campagnes. La guerre populaire au Népal a elle-même stimulée la reprise de la guerre de guérilla en Inde et l'influence des maoïstes dans le pays tout entier. **Une coordination s'est mise en place regroupant les partis et organisations maoïstes du Népal, de l'Inde, du Sri-Lanka, du Bangladesh et du Bhoutan**, c'est à dire les forces maoïstes dans une région qui regroupe un quart de l'humanité.

L'on peut dire que Mao Zedong a apporté de nouveaux apports à la théorie marxiste-léniniste, la guerre populaire en étant la preuve la plus visible aujourd'hui avec les **guerres populaires au Pérou, au Népal, en Turquie**. Les marxistes-léninistes ne peuvent nier cette évidence mais nient le reste des apports de Mao et classent cette guerre populaire comme un moyen militaire valable pour les pays opprimés. Par ailleurs, ils nient les autres apports de la révolution chinoise, l'économie socialiste et la critique du primat de la théorie du développement des forces productives sur l'idéologie dirigeant le développement, le lien des deux composantes des forces productives (moyens de production et rapports entre les producteurs au sein de la production). Ils nient aussi la **Révolution Culturelle Prolétarienne** comme approfondissement et renforcement de la dictature du prolétariat au sein de l'appareil de production, de l'Etat, du Parti. Ils refusent contre Lénine et contre Mao, que même quand la bourgeoisie a perdu les moyens de production, elle puisse se reconstituer, former des réseaux, qu'elle se renforce par de nouveaux éléments qui eux non plus n'ont pas de moyens de production mais visent à s'accorder des privilèges dans le cadre de l'Etat socialiste, et ainsi

constituer une nouvelle bourgeoisie qui ne vise qu'à restaurer le capitalisme. C'est bien sûr nier ce qui s'est passé et ne pas prendre en considération les remarques de Lénine et de Mao Zedong sur ces questions, c'est nier que la première réponse à ces questions a été fournie par l'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

LA QUESTION DE LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES.

Les marxistes-léninistes nient les apports de Mao Zedong et donc l'apport universel de la guerre populaire même s'ils reconnaissent qu'il y a guerre populaire au Pérou ou au Népal. Ils ne parlent pas par contre de la Turquie, puis du développement en Inde qui aujourd'hui s'étend à 15 Etats sur 28 et mettent sur le même plan ces guerres avec celle des FARC ou d'autres guerres de guérilla. Cela est bien normal puisqu'ils ne reconnaissent pas le maoïsme comme nouvel apport.

Comme la lutte des contraires traverse tout processus, il est normal que la lutte de deux lignes traverse toute organisation. Ainsi se fait la décantation et amène le mouvement à un niveau de développement supérieur tant sur le plan idéologique qui est le principal, que sur le plan politique et organisationnel qui en découle.

Pour nous maoïstes des pays impérialistes, la guerre populaire est un concept universel qui doit bien sûr être adapté aux conditions concrètes de chaque pays, en prenant en compte l'histoire de notre propre mouvement ouvrier et communiste, en examinant la ligne qui a été développée, en soulignant les aspects positifs qui peuvent nous aider à avancer dans la recherche de la voie la plus adaptée, les formes et degrés qui doivent être envisagés pour le développement de la guerre populaire dans les conditions des pays impérialistes.

Dans notre propre mouvement certains camarades pensent que ce qui prime c'est la guerre populaire dans les pays opprimés. Ils pensent donc qu'il faut développer un vaste mouvement de résistance à l'impérialisme, que c'est la tâche principale des maoïstes dans les pays impérialistes, qui en outre doivent accumuler des forces pour être en mesure de prendre la tête de l'insurrection qui éclatera nécessairement avec l'approfondissement de la crise du capitalisme. Nous ne pensons pas que cela soit juste, le Président Gonzalo avait dit dans son interview *"nous sommes le butin"* en parlant des pays opprimés, mais aussi *"c'est avec le Président Mao Zedong que le prolétariat international acquiert une théorie militaire complète, développée, et nous donne ainsi la théorie militaire de la classe, du prolétariat applicable partout"* et plus loin *"Pour moi, c'est un motif de joie de voir qu'en Europe la révolution commence à se frayer un chemin et quels que soient les accrochages, les faux pas qui puissent avoir lieu, il faut avoir confiance dans les masses et les peuples, confiance dans le fait que, de la même façon qu'ailleurs la révolution a lieu les armes à la main, en suivant le marxisme, en Europe elle se fera aussi, nous devons y penser. J'insiste sur ce fait, que nous devrions voir avec une dimension historique, voir à plus longue échéance, étudier sérieusement ces mouvements et encourager tout ce qui conduit au marxisme-léninisme-maoïsme, à forger un parti et à développer la guerre populaire."*

Nous ne saurions convaincre ceux qui pensent que la guerre populaire est impossible dans les pays impérialistes seulement par l'explication théorique sans s'appuyer sur des faits, sans montrer que **la guerre de partisans, la lutte armée, prémisses de la guerre populaire, a été abandonnée en chemin dans les pays impérialistes par les révisionnistes.** Ce sont des choses que nous devons analyser pour aller de l'avant et ouvrir de nouvelles perspectives.

LA GUERRE POPULAIRE A T-ELLE DÉJÀ EU LIEU DANS LES PAYS IMPERIALISTES ?

La guerre du peuple

Engels dans un article paru dans le *New York Daily Tribune* du 30/10/1854 traite de la guérilla contre Napoléon en Espagne a décrit 3 phases :

1) *La population des provinces prend les armes (guerre de guérilla).* 2) *Les guérillas...attaquaient l'ennemi, se dispersaient en petits groupes avec peu de pertes.* 3) *Les unités de guérilla se regroupent en unités de 3 à 6000 hommes qui étaient défaits ou dispersées face à l'armée permanente de Napoléon, puis reprenaient leur harcèlement.*

Marx et Engels dans un autre article sur la guerre d'Italie **"un peuple qui veut conquérir son indépendance ne saurait se borner aux moyens ordinaires de guerre."** **"Le soulèvement de masse, la guerre révolutionnaire et surtout la guérilla partout, tels sont les moyens qui peuvent permettre à un petit peuple d'avoir raison d'un grand... Les Espagnols l'ont démontré en 1807-12 et les Hongrois le confirment maintenant."**

Ces guerres décrites par Marx et Engels, sont des guerres de libération nationale. Ils montrent déjà que la lutte du peuple est invincible. Ils s'appuient sur l'expérience des masses pour montrer que la guerre du peuple est supérieure à celle de la réaction, qu'elle prend la forme de guérillas, de regroupement, de dispersion, et de harcèlement continu.

Lénine, avec son Parti, va mener une guerre civile révolutionnaire. S'appuyant sur la remarque de Marx **"Premièrement ne jouez jamais avec l'insurrection, les forces que vous avez contre vous ont pour elles tout l'avantage de l'organisation, de la discipline, de l'autorité traditionnelle, et à moins de leur opposer une forte supériorité, vous êtes vaincus et perdus"**.

Marx et Engels décrivent les phases de la guerre du peuple d'après la pratique même du peuple en lutte et de là constatent que c'est seulement quand les forces sont supérieures que l'on peut vaincre, d'où la mise en garde de ne pas se lancer dans l'insurrection quand les forces ne peuvent anéantir l'ennemi. La guérilla est un combat d'unités dispersées qui harcèlent l'ennemi, qui pratiquent une guerre de mouvement, avec replis rapides, qu'au regroupement de forces, succède la dispersion, le nouvel harcèlement et ainsi de suite, jusqu'à l'insurrection finale.

Lénine va être confronté à la guerre civile révolutionnaire, celle-ci va précéder l'insurrection de 12 ans, et va porter la lutte individuelle d'éléments révolutionnaires au niveau de la lutte des masses. En effet la Révolution de 1905 est une guerre du peuple, une guerre civile révolutionnaire. Celle-ci se déroule dans les villes. Le premier soviet à Leningrad préfigure la double pouvoir du peuple contre celui du tsar, pendant qu'à la campagne, la guerre paysanne avec attaques de domaines des propriétaires fonciers, annonçaient dans la pratique les expropriations et le mot d'ordre, **"la terre à ceux qui la travaillent"**.

Que dit Lénine dans la "Guerre des Partisans"

"Les choses progressent... Le terrorisme individuel produit de la débilité des intellectuels est relégué... Voilà que les pionniers de la lutte armée se solidarisent non seulement en paroles, mais aussi en actes avec la masse, se mettent à la tête des détachements prolétariens et des groupes de combat du prolétariat, forment dans la guerre civile des dizaines de chefs populaires qui sauront au jour de l'insurrection ouvrière, [souligné par nous] soutenir de leur expérience des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers..." Plus loin il écrit **"L'insurrection armée du peuple mûrit et s'organise sous nos yeux"** **"Jamais la social-démocratie [le Parti ndr] ne s'est abaissée à jouer aux complots militaires, jamais la social-démocratie n'a mis au premier plans les questions militaires, tant qu'il n'était pas en présence d'une guerre civile à ses débuts."**

En 1906 Lénine écrit : **"Nous devons non pas paralyser, mais encourager les actions de partisans des détachements de combat, si nous voulons réellement préparer l'insurrection"**.

Ces quelques phrases de Lénine montrent à l'évidence que **l'insurrection est un aboutissement, l'aboutissement de la guerre civile révolutionnaire**, que cette guerre est la guerre du peuple, celle de la classe ouvrière à la tête du prolétariat en alliance avec les masses paysannes,

On peut aussi citer Mao Zedong qui écrit dans **"Les problèmes de la guerre révolutionnaire en Chine"** : **"Nous devons étudier les lois de la guerre en général, les lois de la guerre révolutionnaire et enfin les lois de la guerre révolutionnaire en Chine"... certains disent qu'il nous suffit d'étudier les lois de la guerre en général, entièrement copiée de l'étranger"...**, et pour finir toute guerre révolutionnaire qui n'est pas dirigée par le prolétariat et le Parti Communiste, ou qui échappe à leur direction est vouée à la défaite". Il prend l'exemple qu'il ne faut pas suivre : **"En 1930, le camarade Li Lisan ne comprit pas le caractère prolongé de la guerre civile en Chine, c'est pourquoi il donna l'ordre à l'Armée Rouge toute jeune encore, de marcher sur Wuhan et ordonna un soulèvement armé dans tout le pays, dans l'intention de faire triompher rapidement la révolution. C'était verser dans l'opportunisme de "gauche" ; qui nie l'alternance des campagnes "d'encerclement et d'anéantissement de l'ennemi" et de nos contre-campagnes. Il est un autre point de vue tout à fait erroné selon lequel en aucun cas, l'Armée Rouge ne doit pas recourir à l'offensive. Elles connaissent également la défensive et la retraite".**

Ce qu'il nous faut retenir de notre exposé ci-dessus, c'est :

1) Que l'insurrection est toujours préparée par la lutte des partisans, la guerre civile révolutionnaire, la guerre populaire dirigée par le prolétariat.

2) Il est évident que les lois générales de la guerre doivent être étudiées, que celles de la guerre populaire doit être étudiée, qu'il y a des caractères généraux de la guerre populaire, que les lois de la guerre populaire de tel pays ne peuvent être reprises telles qu'elles dans un autre pays, comme le précise le Président Gonzalo après le Président Mao.

" Dans notre cas c'est une lutte qui se livre à la campagne et à la ville... L'Amérique Latine, par exemple, compte des villes proportionnellement plus grandes que celles des autres continents Il suffit de voir la capitale du Pérou, qui a un taux de population élevé. Ainsi la ville ne pouvait être laissée de côté et la guerre devait s'y dérouler aussi, toutefois la lutte se livre principalement à la campagne, celle de la ville restant le complément nécessaire. Voilà déjà une particularité. Il y en a une autre.... En entrant dans la guerre populaire nous avons affronté les forces de police, et ce n'est qu'en décembre 82, que les forces armées font leur rentrée."

Au Népal les thèses générales de la guerre populaire dans les pays opprimés, semi-coloniaux sont appliquées comme au Pérou, mais bien sûr la guerre populaire doit être adaptée aux conditions concrètes du pays.

"Ces spécificité sont un pouvoir étatique féodal centralisé, un terrain favorable où des parties importantes de la population vivent dans des zones reculées avec une faible présence gouvernementale, avec une pauvreté endémique, une influence importante du communisme et de l'esprit révolutionnaire au sein des masses populaires, et enfin le fait qu'un grand nombre de népalais travaillaient en Inde, connaissant les idées révolutionnaires et peuvent constituer une sorte de base arrière d'appui."

LA GUERRE POPULAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES EST-ELLE POSSIBLE ?

Comme nous l'avons montré plus haut l'insurrection est l'aboutissement d'une guerre prolongée, d'une guerre de partisans, d'une guerre civile révolutionnaire dirigée par le Prolétariat dont l'avant-garde est organisée dans le Parti Communiste. Cela a été décrit par Lénine pour un pays impérialiste arriéré par rapport aux autres pays impérialistes de l'époque. Ce qui démontre que la guerre populaire peut-être appliquée dans un pays impérialiste, que dans les pays impérialistes hautement développés, la guerre populaire doit être adaptée et doit préparer l'insurrection finale, qui consiste à s'emparer de tous les points stratégiques où est repliée la bourgeoisie, affaiblie par la guerre populaire. Il va de soi que si la bourgeoisie n'est pas affaiblie, divisée par la lutte incessante du prolétariat et des masses populaires quelque soit le degré où la forme de lutte principale qui sera mis en oeuvre à tel ou tel moment, il ne

sera pas possible de passer à l'insurrection finale. Nous avons des précédents de la guerre populaire dans les pays impérialistes, même embryonnaires. Quels sont ces exemples ?
Quelles leçons pouvons-nous en tirer pour l'avenir ?

Les luttes armées ont été limitées dans le passé parce que non dirigées par un parti communiste ou dirigées par un parti communiste inconséquent, oscillant entre une position révolutionnaire et opportuniste.

Ce que nous pouvons retenir ce sont les actions que nous qualifierons de populaires, les **actions de partisans, la guerre de résistance antifasciste** dans lesquelles les partis communistes ont dirigé sur le terrain la **lutte armée de libération nationale**. Puis nous examinerons, la révolte de 1968, la lutte des **nouveaux partisans**, de la **Gauche Prolétarienne**, du **mouvement marxiste-léniniste**, les **aspects positifs et négatifs**, les raisons du repli, la **lutte armée d'Action Directe**, la **différence entre ces luttes et la guerre populaire**. Nous appuyant sur les aspects positifs de ces luttes et l'analyse de la situation actuelle, quel plan de bataille établir, pour réunir les conditions idéologiques, politiques, organisationnelles pour le développement de la guerre populaire, en nous appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, de la Résistance..., sur les avancées du mouvement communiste et particulièrement les enseignements de Lénine et de Mao Zedong, tant dans le domaine militaire, que sur les plans idéologiques et politiques, et leurs apports à la théorie marxiste.

LA COMMUNE DE PARIS :

La Commune de Paris est à bien des titres exemplaire. C'est la **guerre sociale** avant tout, la **guerre du prolétariat contre la bourgeoisie**. Cette guerre sociale tire les enseignements des insurrections de 1831 et de 1848. Dans la première le prolétariat servait d'appoint à la bourgeoisie républicaine contre l'aristocratie et la réaction de l'époque. En 1848, la bourgeoisie industrielle s'était rapprochée du secteur bancaire de la bourgeoisie capitaliste, ce qui allait plus tard former le capital financier qui domine depuis plus d'un siècle par le biais de la fusion du capital bancaire et industriel. Au cours de cette seconde révolution, en France, la petite bourgeoisie alliée au début avec le prolétariat va rompre avec lui et rallier en Juin la bourgeoisie qui va l'écraser. Pour la première fois le prolétariat va se retrouver seul, pour sa classe, en face de la bourgeoisie toute entière. En 1871, la Commune va être dirigée par le prolétariat et les couches populaires de Paris en réaction contre l'abandon de la lutte de libération nationale face à l'envahisseur prussien. Le prolétariat va s'insurger contre les défaitistes et traîtres à la patrie qui voulaient désarmer le prolétariat parisien. La Commune de Paris est donc une réaction contre l'occupation et la coalition des traîtres avec l'ennemi occupant et contre la réaction républicaine. La Commune de Paris était dirigée par le prolétariat. Le caractère prolétarien de la Commune est contenu dans les mesures qu'elle a pu mettre en oeuvre en 3 mois avant son écrasement. A savoir :

- 1) La suppression de l'Armée permanente remplacée par le peuple en armes.
- 2) Le gouvernement dirigé par le Comité central de la Garde Nationale.
- 2) Le salaire d'un haut fonctionnaire sur la base du salaire d'un ouvrier qualifié.
- 3) Les délégués à tous les niveaux révocables à tout moment.
- 4) L'égalité sur tous les plans y compris électifs entre Français et Immigrés
- 5) L'instruction publique gratuite pour tous
- 6) L'expropriation des fugitifs au profit de la Commune.
- 7) L'appel à la fraternisation internationale "Prolétaires de tous les pays unissez-vous", le soutien mutuel déclaré de la classe ouvrière allemande et française.
- 8) L'appel aux paysans qui n'aura pas le temps d'être concrétisé dans la pratique.

D'autres Communes se sont formées en France, à **Marseille, Lyon, St. Etienne, Narbonne** entre autres, mais ont dû rapidement capituler. L'idée de la Commune était de réorganiser la France sur la base des communes, des besoins locaux ou régionaux et ainsi

former la nouvelle république sociale. **Peut-on parler de guerre populaire en parlant de la Commune ?** Si l'on s'en tient au soulèvement à Paris, c'est avant tout une guerre civile révolutionnaire dirigée par le prolétariat en armes qui prend le pouvoir et entreprend de réorganiser le pouvoir d'Etat, au profit du prolétariat et des classes populaires contre l'aristocratie et la bourgeoisie. C'est à dire comme le dit Marx lui-même. **"La Commune, c'était la dictature du prolétariat."** **"La Commune de Paris a montré que le prolétariat ne pouvait utiliser la machine d'Etat toute faite, mais devait la détruire de fond en comble."** En lançant un appel certes tardif à la paysannerie, en appelant au soulèvement des communes, principalement rurales, la Commune pose le problème de la guerre populaire contre les classes dominantes, l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat sous sa direction.

Ce qu'il manquait à la Commune, c'était l'homogénéité idéologique et ce qui en découle ; c'est à dire l'homogénéité organisationnelle et le parti d'avant-garde. L'absence aussi d'un commandement en chef ayant suffisamment de prestige et d'autorité pour être reconnu unanimement. Comme le dira Marx, seul Blanqui aurait pu remplir ce rôle. Il était en emprisonné à Clairvaux et Thiers refusera de le relâcher contre les otages.

La Commune de Paris malgré ses faiblesses restera à tout jamais dans l'esprit et la mémoire du prolétariat, car c'était la première prise effective du pouvoir par le prolétariat. Ce qui démontre que la seule manière de prendre le pouvoir, c'est par la violence révolutionnaire, qu'à l'armée permanente doit être substitué le peuple en armes (nous analyserons plus loin que cette forme principale d'organisation militaire est le meilleur garant du maintien de la dictature du prolétariat), modèle qui doit servir pour l'avenir. La police est aussi supprimée et remplacée par le peuple en armes qui assure les fonctions de défense et de sécurité. Paris n'a jamais été aussi sûr que durant la Commune alors que la police et la gendarmerie avaient fuit à Versailles ainsi que la pègre et même la prostitution. La prise du pouvoir par le prolétariat résout le problème du gouvernement à bon marché (réorganisation de l'administration, remplacement de l'armée permanente par le peuple en armes, salaires des représentants du peuple alignés sur le salaire d'un ouvrier qualifié,...), comme l'a dit Marx.

Conclusion intermédiaire :

Dans notre pays, jusqu'à aujourd'hui, le prolétariat ne sera pas en mesure de reprendre le pouvoir une seconde fois et d'instaurer, de perfectionner l'expérience de la Commune de Paris. Pour autant, il a mené de nombreuses luttes, une guerre de **libération nationale antifasciste**, des groupes ont repris le chemin de la lutte armée même s'ils n'ont pu aboutir, justement parce qu'ils n'ont pas su adapter la guerre révolutionnaire, la guerre populaire aux conditions concrètes de notre pays, parce que les partis sensés être l'avant-garde du prolétariat ont renoncé aux principes définis et appliqués par les classiques : **Marx qui a dénoncé les élections, Lénine le crétinisme parlementaire, Mao qui a adopté la guerre populaire prolongée comme stratégie pour la prise du pouvoir.**

2^{ème} PARTIE : BREVE HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE (PCF)

On ne saurait aborder la question de la guerre populaire dans un pays impérialiste sans connaître et analyser l'histoire du mouvement ouvrier et particulièrement celle du Parti Communiste.

En France, celle-ci oscille entre des positions révolutionnaires et des positions opportunistes, coalition avec les sociaux-démocrates, participation aux gouvernements bourgeois au nom de l'intérêt national ou pour réformer le système.

Le Parti socialiste est né de la fusion du Parti Ouvrier Français (POF) de Jules Guesde, du Parti Révolutionnaire Français (PRF) de Vaillant, le Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire (PSOR) de Jean Allemane, communard réformiste et de personnalités (Lucien Herr et Jean Jaurès).

Sous la pression de l'**Internationale Socialiste (IIème Internationale)** est créée en 1904, la **Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC)**. Celle-ci va passer sur les positions de la bourgeoisie en 1914, appuyer la guerre impérialiste (union sacrée) et être ainsi co-responsable de la boucherie impérialiste avec les autres partis de l'Internationale **sauf le Parti de Lénine et des minorités internationalistes de certains partis socialistes**. Ainsi que des anarchistes, comme **Pierre Monatte**, regroupés autour de "**la Vie Ouvrière**" et **Romain Rolland** qui publie deux articles le 22 et 23 septembre dans le *Journal de Genève*, sous le titre **Au dessus de la mêlée** qui obtient le prix Nobel de la paix.

Le 5 et 8 Novembre 1915 à **Zimmerwald** (Suisse), une conférence se réunit pour coordonner l'action pour la paix dans tous les pays. Deux syndicalistes s'y rendent : **Alphonse Merrheim** et **Albert Bourderon**. Lénine appelle à créer une **IIIème internationale** avec les vrais socialistes. Les délégués français créent un **Comité pour la reprise des relations Internationales (CRRI)**. Ils sont rejoints par le socialiste **Fernand Loriot**. Le 30 septembre 1916, nouvelle conférence à **Kienthal** (Suisse). Trois députés socialistes y participent, demandent un armistice immédiat, la paix sans annexion et condamnent la défense nationale. Pourtant, le 9 Avril 1916, la minorité (**Longuet**) obtient 916 voix contre 1996 de la majorité qui regroupe les vieux chefs (**Jules Guesde, Edouard Vaillant, Marcel Sembat, Albert Thomas, Pierre Renaudel**) et est pour l'union sacrée. Les minoritaires ont une position ambiguë : défense nationale et paix.

La révolution éclate en Russie. Le 13 Avril **Marcel Cachin** et **Martin Moutet** se rendent en Russie accompagnés du ministre socialiste des armements, **Albert Thomas**. Ils soutiennent le gouvernement provisoire de **Kerenski** contre les bolcheviks. Même **Marcel Cachin**, futur dirigeant du PCF, attaque les bolcheviks dans ses *Carnets*. La SFIO se retire du gouvernement.

Dans la SFIO il y a quatre courants : les tenants de l'Union sacrée, les zimmerwaldiens (**Bourderon, syndicaliste** et **Loriot, socialiste**) qui sont pour la construction d'une IIIème Internationale, **Longuet et Pressemane**, eux sont pour la reconstruction progressive de la IIème Internationale et il y a les centristes comme **Léon Blum**.

Le 2 Octobre 1917, l'**ARAC** (Association Républicaine des Anciens Combattants) est créée par **Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre** et **Henri Barbusse** (qui a écrit "**Le feu, Journal d'une escouade**", oeuvres imprégnées d'humanisme chrétien) qui deviendront des dirigeants communistes.

DE LA FIN DE LA GUERRE A LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE

Le 4 mars 1919 est votée la création de la **IIIème Internationale**. S'y rallient le **Parti Socialiste italien, le Parti social-démocrate de Norvège, l'aile gauche du Parti suédois, du Parti social-démocrate bulgare, du Parti communiste polonais, du Parti social-démocrate suisse, des socialistes américains, des galiciens, le Parti socialiste d'Alsace-Lorraine, des socialistes de Bohême, du Mexique** (du 19 mars à décembre).

La révolution spartakiste éclate à **Berlin** le 13 Janvier 1919. Le 21 mars c'est en **Hongrie** avec **Bela Kun**. Des mutineries ont éclaté en Mer Noire avec **André Marty** et **Charles Tillon** (futurs dirigeants communistes).

L'Opposition au sein de la SFIO est composée de trois groupes :

1) Le Premier est le courant anarcho-syndicaliste (**Péricat**) qui publie (**l'Internationale**). Il forme un **Parti Communiste Français** et des **Soviets**. Il adhère à la section française de la **IIIème Internationale** de Moscou, des conseils d'ouvriers, paysans et soldats (*journal le Communiste - Septembre 1919*), se transforme sous la pression anarchiste en une fédération communiste des soviets (**Le soviet**). Une minorité de ce PCF se maintient.

2) La **Voix Ouvrière (VO)** (**Monatte, Rosmer**) dénonce le traité de Versailles et l'intervention en Russie. **Monatte** est leader des "Comités des syndicats révolutionnaires" qui

recueille 588 voix contre 1393 dans la CGT lors du **Congrès de Lyon (du 15 au 21 septembre 1919)**.

3) Des militants socialistes autour de **Loriot et Louise Sommeoneau**, qui sont pour l'adhésion à la **IIIème Internationale**.

Le 23/24 Avril, la **SFIO** réunit un congrès extraordinaire sur la question internationale : la droite est pour la rénovation de la **IIème Internationale**, la gauche (Loriot), pour l'adhésion à la **IIIème Internationale**. Longuet est pour une entente entre les deux.

Les représentants des 3 groupes se retrouvent au sein du **"Comité de la IIème Internationale pour la reprise des relations internationales"** qui, le 17 Avril, adhère à l'Internationale Communiste. Ce Comité est appuyé par la **"Société des amis des peuples de Russie"** lancée par **Souvarine et Rosmer**. Ce courant rassemble des intellectuels et le groupe **Clarté d'Henri Barbusse** qui, confus au début, devient de plus en plus pacifiste et internationaliste. L'ARAC est prise en main par Lefebvre et se radicalise (confiscation des bénéfices de guerre, nationalisation de toutes les industries et services publics, mines, électricité). Elle est forte de 40.000 adhérents.

En Novembre 1919, la direction socialiste développe un programme réformiste pour gagner les modérés et sur sa gauche utilise les révolutionnaires. Loriot et Monatte refusent. **Lefebvre écrit : "Le capitalisme a compris que l'existence d'un régime du travail était incompatible avec sa propre existence et il nous faudra le crever pour lui faire lâcher prise."** Vaillant-Couturier finit par accepter le programme pour se servir de la tribune.

Deux camps sont en présence : la politique consensuelle (gauche/droite) et celle qui pose le rôle central de la violence révolutionnaire. Les mutins de la Mer Noire sont lourdement condamnés. **Jacques Sadoul**, capitaine de l'Armée française passé au côté des bolcheviks, est condamné à mort par contumace. La tension monte. Lefebvre écrit : **"Le seul moyen de sauver la révolution russe, qui est maintenant le centre du monde, c'est de la faire nôtre"**.

L'Internationale voulait que les forces révolutionnaires s'unissent. Mais pour cela il fallait un **noyau**, un noyau qui rompe avec l'opportunisme, avec le révisionnisme de la **IIème Internationale**. La situation n'était pas mûre. La lutte que nous appelons aujourd'hui la lutte entre les deux lignes se poursuit. Il fallait tracer la ligne de démarcation d'une façon nette. Il fallait scissionner à gauche. **Souvarine** édite en février 1920 **"Le bulletin communiste"**. La droite **Léon Blum** et **Renaudel** édite **"La Vie Socialiste"**.

Les élections avaient fait reculer la **SFIO** qui avait perdu entre 1914 et 1919 trois millions de voix. La désillusion face aux élections et la victoire des bolcheviks contre l'intervention extérieure qui consolide le pouvoir soviétique accélèrent le processus de différenciation. Ainsi, au Congrès de Strasbourg en février 1920, si par 4.330 voix contre 37 le Congrès se prononce pour la sortie de la **IIème Internationale**, il écarte encore l'adhésion à la **IIIème Internationale** par 3.031 contre 629, tout en donnant le mandat à la Commission Administrative Permanente du Parti le mandat « *d'entrer sans délais en négociation avec les organismes qualifiés de la IIIème Internationale* ». Pour la gauche, le problème est donc de réussir à séparer les troupes centristes de ceux de leurs chefs qui s'avèrent des obstacles à la dynamique des révolutionnaires. Tel sera l'enjeu du futur Congrès de Tours.

Loriot et Souvarine entretiennent des rapports étroits avec l'Internationale. **Lefebvre** attaque la politique centriste de la **SFIO**, **Rappoport** devient léniniste, **Louise Saumoneau** démissionne. Une délégation de gauche part pour Moscou. La direction **SFIO** envoie **Cachin** et **Longuet** à Moscou. **Frossard** remplace **Longuet**.

La direction **CGT** refuse la grève générale mais doit en paroles durcir sa position face au gouvernement. Le conflit éclate entre les dirigeants réformistes et révolutionnaires de la Fédération des cheminots. **Lucien Midol** et **Gaston Monmousseau** sont à la tête de la direction et font voter la grève générale : 150.000 manifestants le 1er Mai à Paris. La grève s'étend rapidement aux dockers et aux mineurs. La direction **CGT** prêche le calme. Le gouvernement contre-attaque et fait arrêter **Monatte**, **Loriot**, **Souvarine** et **Monmousseau**. Le 16 mai, **Jouhaux**, secrétaire général de la **CGT**, propose la reprise du travail. Il est dénoncé par

les emprisonnés. La direction fait voter par le Comité confédéral national la reprise. Les cheminots sont isolés, le grève s'arrête, trahie par le futur scissionniste de la CGT qui deviendra dirigeant de la scission FO après la IIème guerre mondiale, financé par la F.S.L/C.I.O. et la C.I.A. américaine.

Les conflits internes se développent au sein de la SFIO et de la CGT Parmi les chefs socialistes, seuls **Cachin et Vaillant Couturier** sont allés dans les assemblées générales des grévistes. L'Humanité n'a dénoncé que l'attaque du gouvernement et a appelé au calme. Le Comité pour la IIème Internationale n'a pas pris position.

LA CREATION DU PARTI

La formation du **Parti en 1921** a été l'aboutissement d'une lutte de résistance au sein de la IIème Internationale, de petits groupes au sein du parti socialiste et de la CGT contre la guerre impérialiste. Le coup de tonnerre de la Révolution d'Octobre a été comme un rayon de soleil pour ceux qui avaient été abusés par les opportunistes de la SFIO et de la IIème Internationale qui les avaient envoyés à la boucherie pour le compte de l'impérialisme au nom de l'Unité nationale contre un autre impérialiste au lieu d'avancer le mot d'ordre **"retourner les armes contre la bourgeoisie"**.

Il s'agit donc d'en tirer les leçons et de construire des partis de type nouveau capables de conduire le prolétariat à la victoire. La révolution russe va générer une nouvelle génération de communistes. **En juillet-août 1920, l'adhésion à la IIème Internationale est soumise aux 21 conditions (adhésion aux principes communistes : dictature du prolétariat, prolétarianisation du parti,...).** Au Congrès de Tours en décembre 1920, l'adhésion est rediscutée :

- La première motion est celle de **Cachin/Frossard**, pour l'adhésion sans réserve sur la base des 21 conditions.

- La deuxième celle de **Longuet**, qui refuse l'adhésion, soi-disant pour sauver l'Unité du Parti.

- La troisième est celle de **Léon Blum** qui refuse l'adhésion, et qui entreprend une critique de fond du bolchevisme : "Le parti reconnaît la nécessité de fait de la dictature du prolétariat, mais sous des réserves formelles... la violence comme ultime moyen de salut de la révolution menacée".

Lors du Congrès de Tours, qui va donner naissance au PCF (appelé Section Française de l'Internationale Communiste – SFIC), Marcel Sembat (ministre des Travaux Publics de 1914 à 1916) déclare : **"Vous êtes au courant de la liaison qu'il y a entre les événements et leurs conditions pour ne pas vous apercevoir que Moscou, c'est la résultante de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie"**. Ce type de raisonnement a existé et existe toujours. « C'est bon pour les autres, pas pour nous etc. »

Blum prend la parole. Que dit-il de la révolution d'Octobre : **" C'est un socialisme neuf... Il repose sur des idées erronées contraire aux principes du marxisme... une vaste erreur qui consiste à généraliser pour l'ensemble du socialisme international, un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière"** (on retrouve cette position aujourd'hui pour le maoïsme, la guerre populaire.) Refus du centralisme démocratique, du parti clandestin. Sur l'unité : **"on sacrifie le nombre à l'homogénéité"**. Sur la question réforme/révolution répondant à Cachin : **"si l'objet unique est la prise des pouvoirs publics... alors toute cette activité...même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation."** Le PCF, plus tard, adoptera la même ligne "transformationniste", c'est à dire le dépassement du capitalisme. En d'autres mots : le passage pacifique au socialisme. **Blum justifie la ligne chauvine de la IIème Internationale pendant la guerre de 14 : "Il y a des circonstances où même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes"**

Après l'Intervention de **Clara Zetkin**, des lettres de prison de Lorient et de Souvarine, le télégramme de l'Internationale, **Longuet, petit-fils de Karl Marx**, dit : **"De l'extérieur l'ordre**

nous est donné de nous diviser, de nous déchirer". Il a oublié que son grand-père a appelé à rompre avec les lassaliens dans "Critique du Programme de Gotha".

Le Congrès de Tours entraîna la **scission des minoritaires** qui reconstituèrent aussitôt la **SFIO**, et les **majoritaires** qui fondèrent le **PCF**.

La scission entraîna la **scission dans la CGT en janvier 1922**. Là, les communistes furent minoritaires, exclus et durent fonder la **CGT-U**.

Le **PCF** adhéra à la **IIIème Internationale** et la **CGT-U** à l'**Internationale Syndicale Rouge**.

La reconnaissance par le Congrès de Tours des **21 conditions** était formelle. Peu de temps après sa fondation, **Frossard** le premier secrétaire général, **démissionnait** et rejoignait les rangs sociaux-démocrates. **Lénine** lui-même durant le peu de temps qui lui restait à vivre, va mener un **combat contre les positions opportunistes** au sein de divers partis et particulièrement **envers le PCF et le PCI**. Ce n'est peut-être pas un hasard si ces deux partis vont être, parmi les partis occidentaux, ceux qui vont approuver le premier révisionniste moderne, **Khrouchchev** et condamner la position du **Parti Communiste Chinois** (qui publiera plusieurs réponses polémiques **dénonçant Thorez et Togliatti** : *"Lettre aux camarades Thorez et Togliatti"*). Mais n'allons pas trop vite !

LA LUTTE DE LIGNE AU SEIN DE LA CGT

Du 4 au 20 Juillet se tient le **1er Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR)**, qui oeuvre à détacher un maximum de syndicats de la **Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam** qui dépend de la **IIème Internationale (bis)**. La délégation française accepte d'adhérer sur la base d'une coordination dans l'action.

Au Congrès de Lille (25-30 Juillet 1920) la minorité révolutionnaire obtient 1325 voix contre 1572 à la majorité réformiste. La minorité constitue des **Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR)** qui combattent la ligne Jouhaux. Ce dernier, pour ne pas se laisser déborder, convoque un Comité Confédéral National qui vote l'exclusion du CSR et qui convoque un Congrès extérieur.

Le 28 Décembre 1921, l'**Internationale** adopte **25 thèses sur le Front Unique Ouvrier** pour proposer l'unité d'action aux chefs réformistes et ainsi les démasquer s'ils refusent ou les entraîner dans la lutte. L'**ISR** lance un appel conjoint. La direction du **PCF** vote à l'unanimité contre. Le **PCF** est fortement critiqué. Sa délégation **ne se plie que "par discipline"**. Fabre qui avait écrit des articles critiques dans le *"Journal du Peuple"* doit être exclu par le Comité Exécutif de l'**I.C.** La décision entérinée par le **PCF** entraîne la démission d'une partie de la commission des conflits.

LA LIGNE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA LIGNE DE DROITE

N'en déplaise à ceux qui ne parlent que d'un parti monolithique, la lutte de deux lignes va se poursuivre dans le **PCF**, dans l'**Internationale**, mais aussi dans le **Parti bolchevik**.

"La question française est en ce moment la question la plus importante pour le mouvement communiste international." Zinoviev président de l'**Internationale** demande la *"liquidation des scélérats"*. Les tensions sont très fortes entre Souvarine et Frossard. Momentanément le centre l'emporte (1690 voix contre 1516 à gauche et 814 à droite). Les **centristes** avaient rallié le **Parti** pour conserver la direction. L'affaire fut portée devant le **IVème Congrès de l'IC**. La commission chargée des affaires françaises présidée par **Trotsky**, **Manoulski**, **Humbert-Droz**, **Zinoviev** fut la plus importante du Congrès. **Trotsky** attaqua la présence des francs-maçons. Une résolution fut adoptée pour procéder à une remise en ordre. **Cachin** répondit à **Frossard** qui **démissionna le 31 décembre 1922** : *"Les résolutions sont votées, je suis l'homme de l'Internationale et suis prêt à briser tous les obstacles."*

Un comité de résistance à l'Internationale se forme le 3 Janvier 1923, avec une partie des exclus, forme l'Union socialiste communiste *"Egalité"*.

La lutte de ligne se poursuit au sein du PCF. **Souvarine entre en conflit avec Albert Treint**. La lutte contre la politique du gouvernement français ressoude les rangs après l'arrestation de Treint, Cachin, Georges Marrane, Monmousseau, Kehr et Charles Hueber. Au secrétariat Treint, remplacé momentanément parce qu'arrêté, au Bureau Politique, Cachin Marrane, Rosmer, Souvarine, Gérard Werth. Des membres des Jeunesses Communistes sont arrêtés en Allemagne dont Gabriel Péri. Violentes manifestations le 1er Mai 1923, 1 mort. Le 8 Mai Cachin est libéré, le 17 Juillet, André Marty... Le 21 et 23 Octobre 1923, l'insurrection militaire du Kommunist Partei Deutschland échoue. Trotski rejette la faute sur Staline, Zinoviev et Kamenev alors qu'il a lui aussi participé à la préparation de l'insurrection allemande, ce qui était pourtant conforme à sa thèse que la révolution ne pouvait triompher dans un pays pris séparément..

Le PCF a adopté sur la question du traité de Versailles une position révolutionnaire, internationaliste, dénonçant l'intervention contre les grévistes allemands dans la Ruhr.

En 1924, le PCF recule et perd près de 80.000 membres (de 130.000 à 80.000). Plusieurs facteurs ont fait reculer le PCF : la lutte contre l'opportunisme, le traumatisme de la guerre, la vague patriotique contre l'Allemagne et la croissance économique. Le point positif c'est la création de la CGTU. La gauche communiste dirigée par Monmousseau s'affirme et se rapproche du PCF. **Au IIème Congrès de la CGTU, les communistes et les syndicalistes révolutionnaires l'ont emporté.**

Le PCF propose un **front unique** à la SFIO nommé **Bloc Ouvrier-Paysan**, mais met en garde : *"La tactique du front unique n'est qu'une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaire des masses... toute tentative pour interpréter cette tactique comme une coalition politique avec la social-démocratie contre-révolutionnaire est opportuniste et condamnée en tant que révolutionnaire."* Les socialistes avaient rejeté la proposition et s'étaient orientés vers les radicaux socialistes, ce qui va constituer le **cartel des gauches**. A cette époque la tactique du front uni comme la concevait Mao Zedong n'existait pas encore. Il y avait encore des illusions au sein du PCF sur la possibilité d'alliance au sommet qui ressurgiront en 1936. Le PCF n'est pas implanté partout mais occupe des territoires "rouges". Ce ne sont pas des zones libérées mais des "bastions" rouges, des zones où la lutte des classes est la plus forte. Ce sont des zones de concentration ouvrière (Métallurgie dans le Cher), les bassins miniers (Gard, Nord-Pas de Calais, Moselle, St. Etienne, Saône et Loire, Tam, Aveyron) et des zones rurales : Lot et Garonne (métayers), Corrèze (propriétaires athées), Cher (paysans-bûcherons).

LA BOLCHEVISATION

La révolution prolétarienne mondiale a subi plusieurs **défaites en Allemagne, en Bulgarie, en Estonie et en Hongrie**. Le socialisme doit être construit dans un seul pays, comme l'a précisé Lénine en 1915 avant Staline qui va poursuivre la construction du socialisme à la suite de Lénine. Trotski prétend quant à lui que cela n'est pas possible et attaque la direction soviétique, ce dont pourquoi il est exclu.

Il y a eu **deux lignes en lutte au sein du Parti d'Union Soviétique**. L'une a été vaincue. C'était celle de droite, celle de Trotski. La gauche pouvait poursuivre la construction du socialisme dans des conditions difficiles après trois ans de guerre inter-impérialiste, trois ans de guerre civile qui avait provoqué une grande famine où périrent plusieurs millions de personnes, sans compter les morts de la guerre, les destructions, les pertes de territoires etc...

Cette lutte de ligne au sein du Parti bolchevik va se répercuter dans les autres partis dont le PCF

En France, **Souvarine défend Trotski. Treint revient au BP**, après avoir triomphé au congrès de la Fédération de la Seine. Souvarine, quant à lui démissionne du BP. Souvarine

s'entête et publie les textes de Trotski "*Cours Nouveau*". Il écrit dans sa préface "Nous nous élevons contre la tendance déjà apparue de déifier Lénine". Il est invité au XIIIème Congrès du parti bolchevik à Moscou. Il est seul à défendre Trotski. Il ne veut pas voir que **la lutte entre le groupe dirigeant et Trotski est une divergence de fond entre deux lignes, l'une déclarant que le socialisme n'est pas possible dans un seul pays, ce qui veut dire en clair qu'il faut arrêter la Révolution ou tomber dans l'aventure militariste en attaquant les pays capitalistes en espérant que les masses se soulèveront alors que la révolution vient d'être écrasée en Allemagne et en Hongrie...**

La lutte entre les deux lignes se poursuit dans le PCF. Monatte démissionne de l'Humanité, suivi par quelques autres. Treint reprend le Parti en mains. Souvarine est exclu. **"C'est dans la mesure où toutes les survivances du "Moi" seront détruites que se formera la cohorte de fer des bolcheviks français"**. Monatte et Romser sont exclus peu après. **Le Parti est réorganisé, des écoles de formation communiste sont ouvertes (histoire, philosophie, économie politique, agitation, propagande)**, les élèves ont une formation éclectique (20% de jaoussisme, 10% de marxisme, 20% de léninisme, 20% de trotskisme, 30% de confusionnisme). Il s'agit de transformer le magma idéologique en une méthode. C'est une école ouvrière, le niveau moyen des élèves est le certificat d'études. Après la formation ils sont versés dans l'appareil du parti. Ainsi des ouvriers deviennent cadres du parti, ce qui concourt à la prolétarianisation de toute les instances en apportant un sang nouveau, ouvrier. C'est la bolchevisation du parti.

En août 1924, le PCF approuve les thèses du Vème Congrès de l'IC, il se réorganise sur la base des cellules d'entreprises. Treint est confronté à la résistance passive des cadres intermédiaires. Le parti passe de 50.000 adhérents à 76.000 fin 1924, le recrutement est ciblé vers la classe ouvrière. Le PCF capte les éléments les plus radicaux parmi les syndicalistes et les anarchistes, les jeunes ouvriers.

A travers cette orientation, il s'agit bien d'une lutte des deux lignes dans le parti. **La ligne du conservatisme, de la place acquise par les cadres qui résistent à la prolétarianisation organique du parti.** Cette période est donc une période où le parti se révolutionnarise.

La jeunesse communiste se radicalise, le service d'ordre tue par balles 3 militants d'extrême droite. On rend coup pour coup. La violence révolutionnaire armée fait partie des moyens d'action.

Le PCF lutte contre le colonialisme français, il **dénonce la guerre du Rif**. Il appelle à la fraternisation des militaires français avec les marocains. Le PCF lance un appel à la **grève générale contre la guerre**. Il n'y a que 300.000 grévistes. C'est le premier appel du PCF de ce type.

La prolétarianisation a renforcé organiquement le parti. La CGTU a fait un travail fantastique, mais beaucoup d'ouvriers sont dans les syndicats unitaires, il faut les gagner. Treint trop radical, n'arrive pas à rallier à ses idées la direction du parti. Le Parti doit se transformer et gagner la masse, pour cela la direction doit être remaniée. Treint reste au Bureau Politique, mais n'est plus au secrétariat, qui est formé de Semard, Marrane, Cremet, Doriot. Le noyau des jeunes partis se cristallisent difficilement, c'est d'autant plus difficile que trois courants sont à l'origine du PCF, un issue de la SFIO, elle-même comportant plusieurs courants, jaoussiste, guediste, Vaillant etc., l'autre de l'anarcho-syndicalisme, le troisième, le mouvement d'après guerre. Treint est écarté pourtant il avait poussé à la prolétarianisation du Parti, mais il fallait recentrer pour élargir l'audience du parti. La nouvelle direction est le produit de la prolétarianisation menée tambour battant par Treint. Elle comporte Pierre Séward, le secrétaire général (cheminot), Monmousseau, Dudelieux, Racamond (CGTU), Thorez, Cremet, Doriot, Marrane (un mineur, trois métallos), Bernard (postier révoqué), Renaud (paysan), Barbé (métallo, JC). Humbert-Droz (IC) note "chacun se taille son fief, son tremplin. Doriot dans les jeunesses, Thorez dans le Nord, Monmousseau dans la CGTU. Cremet convoite le secrétariat général à la place de Séward". Ces quelques mots, reflètent la réalité, la direction ne reflète pas une unité idéologique, mais est le reflet de l'influence de tel ou tel, dans tel ou tel secteur. C'est une unité formelle, ce n'est pas une véritable unité idéologique. On peut donc en conclure que l'Unité est le produit de la lutte, donc de points de vue contradictoires en lutte, la lutte de

deux lignes, de deux conceptions dont le triomphe de l'une ou l'autre va faire progresser ou reculer l'idéologie et du coup le Parti. Encore une fois n'en déplaise à ceux qui ne veulent pas comprendre la loi universelle de la contradiction, l'histoire du PCF comme celle de l'Internationale est la preuve vivante de cette unique loi universelle.

Poursuivons :

La prolétarianisation a pourtant été un succès puisque la CGTU passe de 371.000 adhérents à 475.000. Mais en un an les cellules d'entreprises passent de 1544 à 898, le parti est revenu à l'organisation locale. Ce n'est pas à notre avis, une simple question tactique mais un choix idéologique et politique qui ne renforce pas la composition ouvrière du parti.

Le parti est confronté au chômage et doit combattre la position contre l'immigration au sein de la CGTU. A cette effet est créée la MOE (main d'oeuvre émigrée), qui deviendra la MOI (main d'oeuvre immigrée). En septembre 1927, les communistes ont conquis le bureau confédéral de la CGTU.

Le PCF privilégie alors la lutte pour les revendications, et cherche une alliance avec les classes moyennes par une ouverture vers les autres forces de gauche. Des heurts violents ont lieu avec la police lors de la manifestation de soutien à Sacco et Vanzetti. Le PCF lance des campagnes contre l'armée bourgeoisie. Des groupes de défense antifasciste et des jeunes gardes se forment à travers l'ARAC.

LA LIGNE CLASSE CONTRE CLASSE

Un conflit éclate au Vème Congrès de la CGTU, entre l'opposition syndicaliste proche de Monatte et des communistes. Louis Sellier (secrétaire du PCF 1923/24) et Louis Gachery attaquent la direction. Ils sont exclus et fondent le Parti Ouvrier Paysan qui fusionnera avec le Parti Socialiste Communiste de Frossard et deviendra le Parti d'Unité Proletarienne.

LA REORGANISATION DU PCF

La fonction de secrétaire général est supprimée au profit d'une direction collective, ce qui est opposé à la théorie léniniste du rôle des chefs et celle du chef dans l'histoire. La question principale est la question de la ligne et non de la forme organisationnelle. En effet, si l'orientation est erronée et conduit à la liquidation, peu importe qu'elle soit collégiale ou qu'il y ait un secrétaire général. C'est l'orientation idéologique et les tactiques appropriées qui sont principales et non la composition organique, même si celle-ci a une grande importance. C'est toujours l'idéologie qui est principale, les formes en découlent mais sont secondaires.

La direction est réduite de 15 à 7 membres. Barbé, Célor, Lozeray sont exclus du B.P. pour activité fractionnelle. Un nouveau secrétariat est constitué, composé de Thorez, Duclos et Frachon. Des mesures organisationnelles sont prises. Il y a plus de permanents : de 1929 à 1933, 280 élèves ont suivi l'école du Parti se formant idéologiquement. Un contrôle est instauré sous forme de questionnaire biographique. Ce qui permet d'évaluer le parcours des militants, mais ne règle en rien leur attitude future. En effet comment expliquer alors le glissement révisionniste dans les années 60. C'est seulement en examinant les positions opportunistes en présence qu'on pourra y parvenir.

Seule la reconnaissance de la loi universelle de la contradiction qui s'applique au Parti lui-même, la lutte entre les contraires, la lutte de deux lignes, permet un contrôle idéologique du Parti, contre les dérives de droite comme de gauche. Cette lutte de ligne est le reflet de la lutte de classes dans la société tant que les classes, les débris de classes, l'environnement capitaliste, la marque de la culture, de l'idéologie bourgeoisie, les habitudes héritées de l'ancienne société ne sont pas éliminées et effacées. Ceci ne peut être réalisé complètement même sous la dictature du prolétariat qui est la période de transition au cours de laquelle tout se transforme par la lutte de deux lignes (comme facteur principal). La consolidation, l'épuration, la restructuration de l'appareil n'est qu'un moyen de consolider la ligne juste. Seule

une ligne juste est la garantie de la progression de la révolution. Elle s'élabore en s'appuyant sur les masses et en les éduquant, en leur montrant clairement, le plus simplement possible, quels sont les enjeux de telle ou telle proposition.

Poursuivons :

Le PCF pense qu'il y a une crise imminente du capitalisme, que celle-ci va déboucher sur la révolution. Mais la peur du chômage qui atteint 7,5%, la réduction continue des salaires, les grèves sans résultats entraînent des mouvements violents, qui ne sont pas relayés par une véritable stratégie de prise du pouvoir, mais par une ligne principalement axée sur les résultats électoraux et l'idée sous-jacente que l'on pourrait changer le rapport de force et conquérir le pouvoir par la voie pacifique ou par une insurrection brusque et non forger les instruments de la prise du pouvoir : parti militarisé, clandestin, d'avant-garde et non de masses, constitution du front et d'organisations de masses, qui sous différentes formes préparent la prise du pouvoir par la guerre populaire.

LA MONTEE DE L'EXTREME DROITE

Le 6 février 1934 les émeutiers fascistes tentent de prendre le Palais Bourbon. L'ARAC défile sur les Champs-Élysées. La Fédération de Paris du Parti Socialiste qui était très à gauche propose une manifestation contre le fascisme. Le PCF accuse le P.S. *"Vous êtes le fournisseur du fascisme."* *"Le présent gouvernement est un gouvernement qui réalisera un nouveau pas dans la voie de la fascisation du régime."* *"Vous tous gouvernements et parlementaires de droite ou de gauche, vous conduisez le pays au fascisme. Ce sont deux formes de la dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie bourgeoise. Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas"*. Le 9, le PCF appelle à une manifestation à laquelle ne se joint pas le P.S., la police tue 9 manifestants et en interpelle 1214.

La CGT réformiste prend l'initiative d'appeler à une manifestation unitaire. Le PCF et la CGTU ne participent pas aux réunions de préparation. Le 12, sous la pression de la base, le PCF accepte de participer à la grève générale. A Paris, deux cortèges défilent séparément sur le cours de Vincennes. Arrivés place de la Nation, la pression unitaire de la base communiste et socialiste, de syndicalistes de la CGT et de la CGTU est telle que les deux cortèges fusionnent aux cris de *"UNITE"*.

Le 30 Mai 1934 Thorez écrit dans un article qu'il est *"pour l'action commune immédiate"*. Le 11 Juin a lieu une rencontre entre Thorez, Frachon, Gitton (communistes) et Léon Blum, Zuromski (socialistes). La divergence avec Doriot, ne porte pas sur l'Unité, mais sur quel type d'Unité. La position de Thorez est alors conforme à celle de l'Internationale : il s'agit d'unir la base des socialistes et des communistes pour renforcer la lutte antifasciste alors que celle de Doriot est de faire l'Unité au sommet avec les chefs socialistes. Il y a donc lutte entre les deux lignes.

Thorez et Doriot pratiquent en apparence la même politique et ont une audience en milieu ouvrier (le premier dans le Nord, le second à St. Denis). Sur quoi portent les divergences ? Doriot a voté contre les décisions de l'Internationale. Certains présentent l'Internationale comme choisissant ses hommes dans chaque parti sur le critère d'obéissance absolue à Moscou. L'affaire Doriot montre le contraire. Doriot a été mis sur la touche parce qu'il n'était pas d'accord avec les décisions de l'Internationale. Evincé puis exclu, il fondera le Parti Populaire Français (PPF), un parti fasciste. Sa position d'alors d'alliance, y compris au sommet, était une position visant à aligner la position du PCF sur celle de la SFIO, c'est à dire une position de liquidation. La question était idéologique puisque Doriot, une fois exclu, passera au fascisme, en sera un dirigeant. Doriot était un arriviste comme le sont et le seront tous les liquidateurs : ceux de l'URSS, des ex-pays socialistes et les révisionnistes du PCC qui ont restauré le capitalisme. André Marty a écrit : *"On ne peut lutter contre la*

fascisation du régime sans en même temps dénoncer l'attitude du Parti socialiste décidé à soutenir de toutes les forces le gouvernement qui l'a développé". Thorez disait à ce moment là : **"nous ne recherchons en aucun cas un accord avec la direction du Parti Socialiste, avec le Parti Socialiste que nous considérons à juste titre comme des ennemis".**

Par la suite la ligne de Thorez sur cette question de l'Unité va privilégier l'alliance au sommet. Il se fera rappeler vertement par l'Internationale et fera une autocritique. Nous verrons que **cette politique de conciliation s'exercera au moment du Front Populaire, dans la lutte contre le fascisme, après la guerre, jusqu'à l'alignement sur les positions du révisionnisme moderne khrouchtchévien et la lutte contre les positions de Mao Zedong.** Thorez passera ainsi de l'opportunisme au révisionnisme, ouvrant la voie à la liquidation du Parti.

En Octobre 1934 Thorez, dit : **"Il n'est pas sérieux sous prétexte de Front Unique de réaliser de vulgaires coalitions électorales sans principe, de mettre dans sa poche le drapeau communiste."** Puis **"Nous ne voulons pas que le fascisme passe en France... la question du front unique de lutte, c'est la question de vie ou de mort pour les prolétaires. C'est la question de savoir si nous parviendrons à empêcher la dictature du fascisme de s'établir en France et par conséquent à empêcher ...le déclenchement de la guerre."**

Nous verrons que c'est la ligne d'union au sommet qui va se substituer à la ligne d'union à la base et va permettre des améliorations quantitatives en 1936 et gagner un peu de temps, ne sera pas mis à profit pour une vraie offensive contre le fascisme, mais va paralyser le mouvement populaire. Nous verrons cela plus loin.

LES RESULTATS ELECTORAUX VONT TRANSFORMER LA LIGNE D'UNION A LA BASE POUR LA LIGNE D'UNION AU SOMMET

Le PCF a principalement développé une stratégie sur l'accumulation des forces par le moyen des élections et la lutte au parlement. Pour autant il menait parallèlement des luttes de masses, avec les masses. Rien ne semble donc être en contradiction avec le léninisme, ni avec la ligne de la IIIème Internationale. Mais on voit bien que l'Internationale n'était pas du tout sûre de la façon dont la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire était menée dans les pays impérialistes, et particulièrement en France.

Poursuivons :

Lors des élections cantonales en octobre 1934, grâce aux désistements du P.S., le PCF gagne 100.000 voix. Il passe de 10 à 27 sièges. Thorez propose au P.S. **"un front commun de la liberté et de la paix"** et **"un front populaire antifasciste"**, puis **"un Front populaire, de la liberté et de la paix"** élargi au Parti radical. Togliatti (du PCI), adjoint de Dimitrov, secrétaire de l'Internationale, conteste cette position. Thorez doit justifier sa position. Le 5 et 12 Mai, le PCF constitue des listes uniques avec la SFIO. Le PCF dirige 90 municipalités au lieu de 38 en 1929, et au total 297 avec la SFIO.

LE VII EME CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Rappelant l'accord d'assistance mutuelle passé entre la France et l'URSS le 2 Mai 1935, Dimitrov déclare **"Il s'est trouvé des camarades qui ont pu penser que la conclusion de pactes d'assistance mutuelle signifiait qu'on perdait de vue les perspectives de la révolution en Europe. Peut-on s'imaginer un succès plus remarquable que le fait qu'un grand pays capitaliste est obligé de signer avec l'Union Soviétique un accord d'assistance mutuelle qui a pour contenu la défense contre l'agresseur, la défense de la paix et les frontières du pays de la dictature du prolétariat."**

Poursuivons :

De nombreux syndicats à la base se sont unifiés, c'est la marche vers la réunification syndicale. Face à la menace fasciste, les organisations de gauche élaborent le programme

unique du Front Populaire. Thorez déclare : **"En ce moment les masses n'ont pas à choisir entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme"**. Thorez se rapportant au programme adopté par le VIIème Congrès de l'Internationale communiste se positionne pour le **"contrôle de la production, des banques, licenciement de la police et son remplacement par une milice ouvrière"**

Mais Thorez connaît déjà le danger qui guette le Parti. Il déclare *"qu'il faut se garder de la tendance à la conciliation, car plus nous allons aux masses, plus notre force se développe, plus nous risquons de voir pénétrer l'idéologie bourgeoise dans notre parti"*, comme si cette idéologie n'était pas dans le parti, comme si la lutte de lignes n'avait pas existé jusqu'à là dans le parti. **Y avait-il une véritable ligne léniniste capable de combattre la ligne opportuniste, aussi bien que la ligne sectaire ? Thorez va être incapable de s'opposer à ces dangers, pire, ne comprenant pas la méthode léniniste, il applique la ligne générale de l'Internationale d'une façon mécanique, car auparavant, il n'avait pas su adapter à notre propre réalité la méthode de Lénine.** Ceci va être flagrant après la victoire du Front populaire.

Au Congrès du PCF, le débat s'est focalisé sur les nationalisations (chemins de fer, banques, mines et électricité). Le PCF préfère des conventions collectives de branches, car les nationalisations en régime capitaliste **"n'enlèveraient aux oligarchies financières ni un centime, ni une parcelle de leur puissance."** Ce point de vue marxiste est juste. La négociation par branches permet de régler les problèmes communs à une branche mais n'appréhende pas toutes les situations spécifiques à l'intérieur de la branche et ne répond pas complètement à l'égalité de traitement de tous les ouvriers, de tous les prolétaires. Il ne peut en être autrement dans le régime capitaliste (nous verrons notre raisonnement sur ce point dans le programme maximum de notre parti où apparaîtra notre vision du socialisme).

Au VIIIème Congrès du PCF (25-26 février 1936), à Villeurbanne, le rapport de Thorez est intitulé **"L'Union de la nation française"**. Le vocabulaire est nouveau. Le mot **classe** est remplacé par le mot **peuple**. Le titre même du rapport est significatif. Il parle de nation, qui est un concept global clairement défini par Staline. Bien sûr, le contenu des critères ne sont pas éternels. Par exemple le critère de l'Unité économique peut se transformer : s'il y a une révolution, le système capitaliste devient alors socialiste, ce qui va aussi permettre de transformer à plus long terme les habitudes culturelles, les coutumes, la façon de voir les choses, à condition que se mène continuellement la lutte idéologique pour faire progresser l'ensemble des critères dans le sens prolétarien. Est-ce qu'avancer le slogan d' **"Union de la nation française"** répondait à ce critère. Non ! Il ne pouvait que renforcer la démocratie bourgeoise en prétendant lutter contre le fascisme. Ce qui ne veut pas dire qu'un Front Populaire contre le fascisme ne pouvait pas exister, mais l'histoire montrera que dans un pays impérialiste, la seule façon pour lutter contre le fascisme est de s'opposer à sa montée en luttant par tous les moyens pour en finir avec le système capitaliste, qui est le **"ventre d'où surgit la bête immonde - Brecht"**.

Les 2-5 mars 1936 se tient à Toulouse le Congrès de réunification de la CGT. La CGTU a abandonné l'idée de maintenir officiellement des fractions communistes dans les syndicats. Le problème n'aurait pas du se poser en terme de fraction, mais en terme de cellule du Parti, clandestines, si l'on veut organiser la classe dans l'objectif de la prise du pouvoir et la nécessité d'organiser sous une forme ou sous une autre la formation militarisée prolétarienne.

Poursuivons :

Le conflit porte aussi sur l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques voulus par la CGT (soit disant par apolitisme). Les chefs de la CGTU démissionnent du PCF (pour la forme). La Nouvelle Commission administrative de la CGT réunifiée est dominée par les réformistes (33 membres contre 10). **Jouhaux a été le liquidateur de la grève des cheminots en 1921 ; juste avant la scission de la CGT, en 1948 il sera agent de l'impérialisme, par une nouvelle scission, celle de FO.**

Ces faits sont importants car sous d'autres formes aujourd'hui l'orientation de la CGT, amplifiée au niveau européen par sa participation à la CES, est l'instrument d'intégration,

de collaboration complète avec l'Union Européenne capitaliste que les différents impérialistes européens tentent de mettre en place.

LA MONTEE DE L'INFLUENCE DU PCF

Le 26 Avril 1936, la droite est battue (4.233.000 voix, 35% des inscrits), la gauche est victorieuse (6.421.000 voix, 65% des inscrits). Le PCF recueille 1.493.000 voix, soit 15,2% des inscrits : c'est un bond en avant électoral. Au deuxième tour, au scrutin majoritaire, la gauche a 370 députés sur 598, la majorité absolue. Les radicaux progressent de 115 à 159 députés, la SFIO de 97 à 146, le PCF de 10 à 72. L'USR recule de 45 à 26, le PUP de 11 à 10.

Léon Blum est appelé à former le gouvernement, la Chambre sortante avait gouverné depuis 1932. A la fin mai 1936, les choses se précipitent, le mouvement social déferle. Partie du Havre, la grève gagne la région parisienne et devient générale. Le gouvernement ne peut réagir. Des militants d'extrême gauche mais surtout le PCF appuient, comprennent et approuvent le mouvement : ***"la volonté des masses populaires qui peuvent constater que rien n'ayant été fait depuis trois semaines qu'a été remportée la victoire du Front Populaire, il est nécessaire de prendre de toute urgence les mesures préconisées par le programme commun"***. Le 30 juin la grève générale s'étend à toute la France, mais le secteur public lui n'entre pas en grève. Les partis, les syndicats et le patronat sont surpris. ***L'occupation des entreprises permet de faire participer tout le personnel à la grève et le lock-out n'est plus possible.*** Encadrée par les syndicalistes et les communistes, la grève s'organise (occupation, repas, distractions, visites des familles). Les revendications ne sont pas encore formalisées, la propriété des moyens de production par les patrons n'est pas remise en cause. Le 4 Juin Blum forme son gouvernement, le 7 Juin s'engagent les négociations sociales. Les accords de Matignon sont signés le 8 Juin : relèvement des salaires (15% pour les plus bas 7% pour les plus hauts), pas de sanctions pour fait de grève, élection de délégués du personnel,... Mais les grévistes veulent des garanties. L'extrême gauche pousse à la roue (Tout est possible). Le mouvement s'étend aux mines, aux employés des grands magasins, des assurances, des cafés, théâtres, cinéma : 1 million et demi de travailleurs sont en grève. Le PCF déclare alors par la voix de Thorez : ***"Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible."*** Le travail reprend car le 11 Juin le gouvernement a fait voter la loi sur les conventions collectives, les congés payés, la semaine de 40 heures, plus des textes sur les fonctionnaires, les anciens combattants. Le 30 Juin la dissolution des ligues fascistes est prononcée. Le 3 juillet est créé l'Office national interprofessionnel du blé. La Banque de France est réformée, la nationalisation des industries de guerre est votée. La CGT se renforce et passe de 758.000 à 2.500.000 syndiqués et 4.000.000 en 1937. Le PCF passe de 30.000 (1933) à 328.000 (1937) membres, la JC passe de 3.500 à 86.000 membres. La vente de l'Humanité passe de 150.000 à 400.000, la presse régionale communiste de 185.000 à 500.000.

Dès le début du XXème siècle, la concentration industrielle va s'accélérer, les villes enflent, la banlieue parisienne passe de 1.412.000 habitants (1911) à 2.190.000 (1931), Bobigny de 1.173 à 17.373, Drancy de 1.176 (1906) à 51.156 (1.931). Les jeunes ouvriers viennent de la campagne, les anciens sont des vieux urbains. Les jeunes qui viennent en ville y viennent pour une promotion sociale qu'ils ne trouvent pas à la campagne où la toute petite propriété ne permet pas à chaque enfant de devenir paysan. Certaines grandes entreprises créent des cités ouvrières où il y a un peu plus de confort. De 1918 à 1931 des milliers d'hectares de friches, de forêts sont mis en lotissement. Ces lotissements sont divisés en parcelles vendus aux ouvriers qui y installent des petites maisons, souvent sans confort car les lotissements sont sans eau, sans électricité, sans gaz. La majorité sont des "mal-lotis" terme populaire qui entrera dans le langage courant. Ces lotissements regroupent 700.000 des 1 million de nouveaux venus en banlieue. 250.000 logements collectifs (HBM) sont construits et 150.000 en privé.

Le lotissement permet de ne plus payer de loyer, d'avoir un toit pour sa retraite, avoir un jardin qui assure une petite production. Bref être un peu moins dépendant. Mais il y a beaucoup de mal-lotis, ouvriers pour la plupart, aussi la banlieue devient rouge. D'autant plus que la crise de 1931 va plonger la classe ouvrière dans une situation dramatique que nous connaissons aujourd'hui de nouveau (chômage, déqualification, pas de protection sociale).

En 1936, il y a 3 millions d'ouvriers qualifiés, 1,8 d'ouvriers spécialisés, 1,1 de manoeuvres - 5,9 millions au total. L'immigration comble les pertes de la guerre. Ils sont 3 millions en 1931 (Polonais, Italiens, Espagnols).

L'enracinement social, territorial est remis en cause. La promotion individuelle, le discours ouvriériste du PCF rencontre alors un écho. La **bolchevisation** alors paie car le PCF a son encadrement communiste (les cellules) dans les entreprises. La lutte pour les revendications quotidiennes, la **lutte de classe portée sur le terrain syndical**, la grève va souder la classe ouvrière. Les cadres communistes se recrutent parmi les ouvriers qualifiés, la masse parmi les non-qualifiés. La bolchevisation permet au PCF d'être sur le lieu stratégique de la grève, l'entreprise, l'ancrage territorial permet de s'implanter dans les municipalités. Le PCF raisonne en terme de zone libérée (en oubliant sa dimension militaire). La *"Voix de l'Est"* écrit : " Nous avons maintenant d'**un seul tenant** Bagnolet, Montreuil, Romainville, Noisy le Sec, Bobigny, Drancy. De la Porte de Montreuil ou de Bagnolet aux confins de la Seine et Oise, on peut pendant des kilomètres, et sans aucune interruption, marcher sur la terre communiste".

Ainsi est ouverte la porte à l'idée que l'on peut reprendre le système de l'intérieur, qu'il suffirait de s'emparer par les élections du maximum de municipalités et ainsi d'imposer la volonté populaire. Bien sûr les municipalités contrôlées par les communistes sont le résultat d'une entente entre socialistes, radicaux-socialistes : le désistement est réciproque. Ce système est comme une vis sans fin, car la question de l'Etat, sa nature, comment l'abattre n'est pas posée. Si elle est posée, les moyens pour aboutir ne sont pas vraiment mis en oeuvre. Autre erreur à travers la lutte antifasciste, au lieu d'axer sur la révolution comme seul moyen de conjurer le danger fasciste, on appelle à la nation, alors qu'à ce moment là, il ne s'agit pas de lutte de libération nationale.

Néanmoins se crée une culture ouvrière dans ces banlieues. Le problème n'est pas là, mais comment parvenir à la prise du pouvoir par le prolétariat.

PARTICIPER AU GOUVERNEMENT ?

Vu les résultats des élections, le PCF va-t-il participer au gouvernement ? Thorez " J'ai démontré que la situation était inédite par rapport aux thèses de l'I.C et aux conditions prévues dans les thèses de l'I.C.". Paul Vaillant-Couturier le 10 Mai dans l'Humanité écrit "du dehors, une sorte de ministère des masses avec le concours les plus ardents et les plus disciplinés du Front Populaire organisés dans les comités." Que dit l'Internationale ? " Les communistes ont raison de considérer le développement ultérieur du mouvement de masses sur la base du front populaire comme facteur décisif. Si le gouvernement n'est pas encore un gouvernement du front populaire au sens intégral des décisions du VIIème Congrès mondial, il ne doit pas non plus être considéré comme un de ces gouvernements bourgeois de gauche que les communistes dans certains pays, peuvent, suivant les cas, soutenir dans l'application de certaines mesures de lutte contre le fascisme ... En France il s'agit d'un gouvernement porté par la vague d'un large mouvement de front populaire d'un gouvernement que la bourgeoisie est obligée de tolérer, et non d'un gouvernement de collaboration de classe avec la bourgeoisie ... Mais ce caractère ne peut être assuré au gouvernement qu'à la condition que ce mouvement de front populaire soit complètement développé et qu'il influence constamment le gouvernement dans son activité afin de combattre et de prévenir à temps toute tentative, de faire glisser ce gouvernement sur les rails d'un gouvernement de coalition habituel. C'est pourquoi les communistes tiendront les masses en alerte contre toute tendance du gouvernement à une politique de conciliation avec la bourgeoisie réactionnaire."

"La participation ou non-participation des communistes à un gouvernement issu de la victoire électorale du front populaire n'est pas une question de principe, mais une question d'opportunité politique. Le maintien ou le renforcement du front populaire sont l'essentiel. C'est de là qu'il faut partir. Les communistes et socialistes n'ont pas la majorité au parlement pour former un gouvernement fort sans les radicaux. La participation des communistes au gouvernement, dans la situation actuelle, permettrait à la réaction d'exercer plus facilement sur les radicaux une pression en vue de les séparer du front populaire, et de scissionner de celui-ci. Les communistes ne voulant pas rompre le front populaire, refusent de collaborer au gouvernement ... C'est ce que dicte aux communistes leur position, à savoir : ne pas participer au gouvernement actuel, mais prendre une part active à l'élaboration de toutes les mesures nécessaires à la réalisation du programme du front populaire... La tâche la plus importante au moment actuel, serait de faire tout le possible pour pouvoir présenter aux masses, dans le plus bref délai quelques résultats tangibles".

Pour Thorez, l'objectif du Front populaire c'est "l'Union de la nation française". Sa base est l'antifascisme, le fait que le fascisme constitue la "fraction la plus résolue du capital financier" qui domine l'économie dans la phase impérialiste. Ceci, il le met au second plan. Il pense qu'avec une coalition gouvernementale au sein de laquelle il y a des forces conciliatrices, il est possible de juguler le fascisme, de le contenir sans qu'il puisse continuer sous une forme ou sous une autre à accumuler des forces. Pour faire reculer le fascisme en 2002, alors qu'il ne pouvait triompher aux présidentielles, le P« c »F responsable de la situation comme participant au gouvernement de la gauche plurielle, a appelé comme les trotskistes à élire Chirac. On connaît la suite, le gouvernement restructure de plus belle, la conciliation avec les partis et syndicats aussi bien dans le domaine économique que pour la sécurité, la politique extérieure permet de mettre en place une forme moderne de fascisme, un Etat policier.

Mais les contradictions vont se développer, car Franco en 1936 vient de se soulever. C'est la guerre civile en Espagne, là où il y a aussi un front populaire élu. Les socialistes pacifistes, les radicaux qui n'en ont que le nom, refusent d'aider le gouvernement frère d'Espagne alors qu'Hitler et Mussolini envoient non seulement des armes mais des spécialistes militaires en Espagne. Ces députés du front populaire qui sont la majorité sont-ils des antifascistes ? Non bien sûr ! Des milliers de volontaires ne vont pas tenir compte des lâcheurs, mais s'engager dans les **brigades internationales**. Parmi eux beaucoup de communistes, mais pas seulement. Comment des gens qui ne veulent pas soutenir l'Espagne républicaine, légaliste de surcroît peuvent-ils en France combattre le fascisme, être un rempart ?

L'offensive fasciste va prendre diverses formes suivant les pays. En URSS les opposants (principalement trotskystes) fomentent divers complots pour renverser la direction au moment justement où le fascisme hitlérien devient de plus en plus menaçant. Les procès politiques contre ces anti-communistes vont être pour la bourgeoisie, mais aussi pour la majorité des socialistes et des radicaux, un moyen de mener une propagande contre l'URSS, contre le communisme. Le PCF développe alors des dizaines d'organisations de masse pour pénétrer les différents secteurs de la société. **La suite va montrer que la ligne politique du PCF n'était pas léniniste.**

DESAGREGATION DU FRONT POPULAIRE

Devant la fuite des capitaux, Léon Blum dévalue le franc. Le PCF est opposé à cette mesure et demande la poursuite des réformes, la combativité de la classe ouvrière amène le patronat à négocier avec la CGT et le gouvernement...

Léon Blum annonce un mois après une pause dans les réformes. De plus un grave incident a lieu. Le PSF (Parti Social Français du colonel de La Roque, parti fasciste) obtient l'autorisation de tenir un meeting. Le PCF organise une contre-manifestation. La police tire (6 morts, 200 blessés) alors que c'est un Front populaire qui est censé diriger le pays. On voit bien là que la question de la nature du pouvoir d'Etat n'est pas posée, car la police aux ordres du système capitaliste est toujours en place.

Blum demande les pleins pouvoirs financiers, la Chambre les lui accorde, le Sénat refuse, il démissionne. Encore une preuve que l'appareil bourgeois est intact.

Camille Chautemps le remplace, le PCF propose de participer, il refuse et forme son cabinet avec 9 socialistes et 9 radicaux, le franc perd 36% par rapport à la livre sterling. Les luttes sociales reprennent. Le cabinet Chautemps tombe, se succède à lui-même sans les socialistes. Thorez dit "Notre parti doit avoir une politique souple". Le nouveau gouvernement ne dure que sept semaines. Léon Blum tente de former un gouvernement incluant communistes et centre-gauche. Thorez donne son avis à l'Internationale *"Nous considérons comme inévitable la collaboration avec les partis qui n'entrent pas dans le Front Populaire, car la présence des seuls partis du Front populaire provoque la poursuite de sabotage par la bourgeoisie des mesures économiques et politiques du gouvernement du Front Populaire, et l'échec des mesures pour la défense du pays"*. Le secrétariat de l'Internationale répond : *"Le secrétariat considère que seul l'état de guerre contre l'agression fasciste pourrait modifier la position des communistes qui, en cas de guerre, entreraient dans un gouvernement d'Union Nationale pour renforcer la démocratie internationale contre le fascisme"*

Thorez constate le sabotage par la bourgeoisie, par les réformistes de tout poil, représentants de la petite et moyenne bourgeoisie dans le gouvernement populaire qui ne prend aucune mesure contre la fuite des capitaux, en frappant les responsables de ces évasions, en leur confisquant leurs biens. Thorez s'étonne que le gouvernement ne renforce pas la défense nationale contre la menace hitlérienne alors qu'il n'a pas voulu soutenir la république espagnole contre le fascisme. Pourtant les choses sont claires : la social-démocratie, le radicalisme ouvrent la voie au fascisme, parce qu'ils ont plus peur de la révolution que du fascisme. Pourtant la situation était favorable en 1936, avec les occupations d'usines, pour armer le prolétariat pour qu'il soit prêt à faire face à n'importe quelle situation. Le PCF faute d'avoir militarisé le parti et montré qu'on ne pouvait combattre le fascisme sans combattre la bourgeoisie, se trouvera incapable de s'opposer à la montée des périls, cela malgré le formidable mouvement de masse.

LES ACCORDS DE MUNICH JUSQU'A LA GUERRE

Pour éviter la guerre à tout prix, dans le secret espoir qu'Hitler attaquerait l'URSS, Daladier (devenu chef du gouvernement) et son homologue Chamberlain (chef du gouvernement britannique), père de la non-intervention en Espagne, signent les accords de Munich. Daladier ne croit pas avoir stoppé Hitler lorsqu'il est accueilli par des acclamations à Paris. Le PCF malgré sa ligne chancelante opportuniste n'est pas dupe. A la chambre le PCF vote contre les accords de Munich. Il est attaqué par les anticommunistes de la droite, ou les "pacifistes" du centre et de la gauche. La Tchécoslovaquie doit céder la région des Sudètes. L'URSS n'avait pas été consultée. Paul Reynaud instaure les décrets-lois contre les 40 heures et les conventions collectives, comme quoi **"Sans le pouvoir tout est illusion"**. Un simple décret et la bourgeoisie revient sur sa parole. Les usines Renault sont occupées et évacuées par la force, par la police républicaine : 255 ouvriers sont condamnés, le réembauchage est individuel pour tous les ouvriers avec des contrats de travail supprimant les 40 heures et les congés payés. C'est la revanche de la bourgeoisie! Le PCF ne sait que faire.

Le XXVème Congrès de la CGT à Nantes oppose les "pacifistes" menés par Belin (qui sera ministre sous Vichy), soutenus par le Syndicat national des Instituteurs et les "bellicistes" communistes. Les traces de l'ancienne opposition CGT/CGTU refont surface. Les ex-confédérés CGT se réclament indépendant du gouvernement de gauche et des partis. Les communistes sont partisans d'un syndicalisme de lutte de classes. Malgré ces déchirements, la confédération décide d'organiser une grève : échec chez les fonctionnaires, succès relatif dans l'industrie. La répression est massive : 800.000 ouvriers sont licenciés définitivement ou temporairement, aucun délégué d'atelier ou responsables syndicaux ne sont réembauchés, 500 responsables syndicaux sont condamnés. Dès le début de 1939, le mouvement syndical perd la moitié de ses effectifs.

Triple échec pour le PCF, fin 38 les accords de Munich ont détruit la politique dite de sécurité collective. En 39, Franco écrase la république espagnole grâce à la politique de non-intervention. Le front populaire est détruit, la répression massive s'abat sur le mouvement gréviste.

La politique de Munich conduit à la guerre. Hitler envahit la Tchécoslovaquie le 15 mars. La France et l'Angleterre se taisent mais passent un accord garantissant les frontières de la Pologne, de la Grèce et de la Roumanie. L'Angleterre et la France décident d'engager des pourparlers avec l'URSS, mais jouent un double jeu espérant qu'un accord serait possible avec l'Allemagne. Les pourparlers durent 4 mois. Sur quoi portent les pourparlers : la signature entre l'Angleterre et la France et l'URSS d'un pacte effectif d'assistance mutuelle contre l'agression, garantie donnée par l'Angleterre, la France et l'URSS aux Etats de l'Europe centrale et orientale, y compris tous les pays européens sans exception, limitrophes de l'URSS, signature d'une convention militaire concrète entre l'Angleterre, la France et l'URSS sur les formes et les proportions d'une assistance immédiate et effective des Etats bénéficiaires de la garantie. L'Angleterre et la France tergiversent et en fin de compte demandent l'appui de l'URSS pour les pays avec qui elles avaient signé un accord contre une agression, à savoir la Belgique, la Pologne, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, mais pas de mesures réciproques en cas d'attaque contre l'URSS, via les pays baltes ou la Finlande. Quant à "la Pologne elle n'estime pas possible de conclure un pacte d'assistance avec l'URSS" - déclaration de l'ambassadeur de Pologne à Moscou - Grzybowski... Lyod Gorges publie dans "Le Soir" que "Neville Chamberlain, Halifax et John Simon ne veulent aucun accord avec la Russie". Le Times écrit "Une alliance rapide et résolue avec la Russie peut gêner d'autres négociations". L'Angleterre continue à négocier avec Hitler. Dans un rapport du 21 Juillet 1939, Dirksen négociateur allemand parle dans le cadre d'un pacte de non agression de "la délimitation des espaces vitaux entre les grandes puissances, surtout l'Angleterre et l'Allemagne" "dans ce cas la Pologne resterait pour ainsi dire seule face à face avec l'Allemagne". Ce qui signifiait que si les accords étaient signés entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France, la Pologne était abandonnée et la route libre pour Hitler vers l'URSS. Que devait faire l'Union Soviétique ? Dans la note soviétique de février 1948 - Les falsificateurs de l'histoire : **" Le gouvernement a été obligé de faire son choix... OU BIEN accepter dans le seul but d'autodéfense, la proposition faite par l'Allemagne de signer un pacte de non-agression OU BIEN décliner. .. Il ne restait à l'URSS qu'une issue, accepter la proposition des allemands." " Naturellement les falsificateurs de l'histoire et autres réactionnaires sont mécontents de ce que l'Union Soviétique ait réussi à utilisé habilement le pacte soviéto-allemand en vue d'affermir sa défense, qu'elle a réussi à déplacer ses frontières loin vers l'Ouest et à barrer la route à l'avance non contrariée de l'agression allemande vers l'Est, que les troupes hitlériennes ont dû commencer leur offensive vers l'Est, non pas à partir de la ligne Narva-Minsk-Kiev, mais d'une ligne passant à des centaines de kilomètres plus à l'Ouest. Le 17 septembre 1939, sur l'ordre du gouvernement soviétique, les troupes soviétiques franchirent la frontière soviéto-polonaise d'avant-guerre, occupèrent la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale."**

Le PCF appelle à la "ronde de la paix" "à la constitution d'un gouvernement de défense nationale et de salut public" " le rassemblement du front français". Et ce malgré l'expérience du front populaire qui a montré les limites d'un tel front, le véritable contenu de classe de ce front. **Le PCF ne pose jamais la nature véritable de l'Etat, sa nature de classe, la nécessité de le détruire de fond en comble pour combattre efficacement le fascisme. Le Parti ne compte pas sur ses propres forces.** Il fixe au prolétariat d'être derrière la coalition hétérogène de représentants des classes bourgeoises. Se référant à la grande Révolution française, celle de 1789, il sert d'appoint à la bourgeoisie "antifasciste" contre son aile fasciste, ne tirant pas les leçons de l'histoire de notre propre prolétariat, celui de la révolution de Juin 1848, celui de la Commune de Paris. Le PCF a suivi exactement la voie dénoncée par Lénine "A la manière de Louis Blanc", où il fait le parallèle avec les représentants de la IIème Internationale, mencheviks et socialistes-révolutionnaires dans le gouvernement provisoire de Février. **Le PCF a suivi les représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, et a**

appelé à l'Union derrière la bourgeoisie, contre le fascisme, alors que le prolétariat avait un rapport de force suffisant pour poursuivre une lutte antifasciste passant nécessairement par la destruction de fond en comble de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Au contraire, le mouvement révolutionnaire a été freiné et cassé, pour des revendications certes non négligeables mais qui ont été remises en cause, puis supprimées et le prolétariat réprimé violemment (Sur cette question de principe voir *"Les luttes de classes en France -de Karl Marx"*).

L'URSS bien sûr ne pouvait dévoiler tout le contenu du pacte de non-agression avec l'Allemagne, puisqu'au jusqu'au bout elle a tenté de réaliser un pacte d'assistance mutuelle avec l'Angleterre et la France qui, elles, espéraient obtenir un accord avec Hitler pour qu'il attaque l'URSS et que des zones d'influences soient délimitées, bref un arrangement entre puissances impérialistes. Hitler quant à lui cherchait à gagner du temps. Il avait deux problèmes à résoudre : la lutte contre ses rivaux impérialistes, l'Angleterre et la France, puis en filigrane avec les Etats-Unis. Dans la brochure citée plus haut, les soviétiques montrent que les USA ont aidé largement au réarmement de l'Allemagne dans le but évident que l'Allemagne hitlérienne attaque l'URSS. Le gouvernement américain était pour la non-intervention contre Hitler comme en Espagne. Hitler ne pouvant attaquer des deux côtés à la fois, cherchait à neutraliser l'un ou l'autre côté. Les impérialistes français, anglais, tâchaient de neutraliser Hitler afin qu'il attaque l'Union Soviétique et en finisse avec le socialisme. Dans ces conditions l'URSS devait se protéger, protéger le socialisme. Les accords secrets ne pouvaient être dévoilés car ils n'auraient servi qu'aux ennemis du communisme. Les puissances impérialistes hésitaient sur la conduite à suivre. Leur rêve secret étant qu'Hitler attaque l'URSS sans passer par la Pologne avec qui elles avaient en principe un accord de défense mutuelle ou passer un accord avec l'URSS. Pour l'URSS il fallait choisir et avoir le meilleur accord possible afin de faire un barrage à l'avancée des hordes hitlériennes, c'est ce qu'elle fit. Cela était parfaitement logique vu les hésitations des occidentaux à traiter avec l'URSS.

La réaction anti-communiste en France qui rêvait qu'Hitler attaque l'URSS ne se fit pas attendre : "L'Humanité", "Ce Soir" sont saisis.

Le bureau de la CGT exclu les syndiqués qui ne désapprouvent pas le pacte germano-soviétique. Les apolitiques jettent le masque. Le gouvernement décrète le 26 Septembre que le PCF et toutes les organisations rattachées à l'I.C sont dissoutes. La manoeuvre est d'une part de casser le Parti, de briser son influence et d'autre part de neutraliser les pacifistes qui veulent signer la paix avec Hitler devant l'écroulement de la Pologne et devant l'agression allemande.

Le parti est désorganisé. 100.000 communistes sont mobilisés sur le front, sa direction est dispersée, la répression frappe. La propagande bourgeoise contre l'URSS, la confusion ou les explications partielles, de plus limitées par la saisie, la peur tout court, font que le PCF fort de 270.000 adhérents tombe à quelques milliers de fidèles dispersés. A l'assemblée le groupe communiste dissous s'est reconstitué en groupe ouvrier-paysan, demandant que soient engagés des pourparlers avec Hitler. Pour le gouvernement c'est une position défaitiste. Bien que le PCF ait voté les crédits de guerre, une partie des ex-députés communistes sont arrêtés, 34 inculpés et incarcérés à la Santé, 25 renient le parti.

L'ILLEGALITE ET LA CLANDESTINE.

Duclos, Ramette se réfugient en Belgique le 2 octobre. Le 4, Thorez mobilisé, est "enlevé" par un "commando" communiste, contraint de désertre, de passer clandestinement en Belgique et rejoint Moscou le 7 Novembre. Le PCF se réorganise. La direction est éclatée. Thorez et Marty à Moscou. Frachon à Paris. Fried, Duclos, Treint sont à Bruxelles... Gitton et Vassart ont quitté le parti. Cachin et Racamond ne comprennent pas la position de l'URSS, n'adhèrent pas à la nouvelle ligne. Thorez et Marty écrivent que *"toute l'organisation du parti, est presque entièrement détruite par la mobilisation générale et la répression et doit être entièrement reconstruite"*.

Premier souci, la réparation de l'Humanité (silencieuse depuis deux mois). Le 26 octobre paraît le premier numéro clandestin (feuille ronéotée) réalisée par Lucien Sampaix et Pierre Villon. Les contacts sont repris.

Florimond Bonte, en uniforme à la Chambre des députés tente de lire une déclaration, il est arrêté.

Le numéro illégal des Cahiers du bolchevisme de janvier 1940 sont une longue autocritique du PC, pour son légalisme et son nationalisme. Le PCF reprend en paroles la ligne léniniste (qu'il avait perdu de vue ou qu'il n'avait jamais appliqué dans sa totalité mais seulement sur des points spécifiques ou par intermittence). **Le PCF adopte le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.**

Le PCF intervient principalement sur le front syndical, peu dans l'armée... Beaucoup d'usines comme Renault travaillent pour la défense nationale. Il y a beaucoup d'arrestations (74 militants sont arrêtés) suite à une tentative de sortir **"la Voix des usines"**.

Le 20 mars à Paris s'ouvre le procès des 44 députés communistes inculpés de reconstitution de ligue dissoute : condamnations à cinq ans de prison et pertes des droits civils et politiques, 2 millions d'amende, six sont condamnés à de la prison avec sursis (dont deux mutilés de guerre) et quatre se sont désolidarisés du parti. La répression contre le PCF est énorme. 2718 élus déchus, 11.000 perquisitions, 3.400 arrestations, 1.500 condamnations, 700 épurations de fonctionnaires, 555 suspects en camp de surveillance, 2.500 étrangers internés au camp de Collioure, du Vernet, de Gurs, plus de 100 conseillers prud'homaux déchus de leurs fonctions. Le 10 avril le gouvernement décrète la peine de mort contre les communistes dont l'activité est assimilée à une activité de trahison;

Le gouvernement « démocratique » a préparé la future répression du gouvernement de Vichy, qui assassinerait les communistes enfermés par ses soins dans les prisons de la république démocratique...

Malgré la défaite de la coalition franco-anglaise en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, le PCF maintient la ligne léniniste sur "le caractère impérialiste de la guerre ne se trouve pas modifié par l'échec de l'armée française". Le Maréchal Pétain prend la tête du gouvernement, appelle à cesser le combat, accepte un armistice très dur, il s'installe à Vichy, les pleins pouvoirs sont donnés au Maréchal.

La direction parisienne du PCF quitte Paris, celle de Belgique est à Bruxelles. Le 15 Juin la direction "belge" est de retour, il faut trouver des planques.

REPOUSSEE DE LEGALISME

Prenant à la lettre les directives venant de Moscou d'utiliser tous les moyens légaux, la direction retombe dans un légalisme délirant et demande la légalisation de l'Humanité et conseille à ses militants de tenter de reconquérir les mairies et locaux. Par tactique, l'occupant ne veut pas attaquer de front le parti communiste qui a été sérieusement démantelé par le gouvernement Reynaud, il gagne du temps, tergiverse sur la sortie de l'Humanité, alors qu'il met en place un grand quotidien populaire fasciste *"la France au Travail"*. La manoeuvre d'Abetz est que *"Les communistes français ne doivent pas être anéantis ; il convient néanmoins de veiller à ce que des coups décisifs puissent à tout moment les mettre hors d'état de nuire."* Frachon rentre d'exode, il est stupéfait de la démarche de légalisation de l'Humanité de Tréand et de Duclos, des critiques sont émises par Charles Tillon, Auguste Havez (responsable de l'Ouest), de Georges Guingouin (du Centre). Les rapports de Duclos et Tréand arrivent à Moscou le 18 et 20 Juillet. Le 21, Duclos et Tréand qui se sont fait violemment critiquer par l'IC, télégraphient à Moscou pour dire que les relations avec les Allemands ont cessé. Pourtant le 22, Foissin rencontre Abetz et rend compte à Catelas qui prend rendez-vous pour le 27 Août avec Abetz où il n'ira pas. Foissin est exclu. Ces tractations avec l'occupant étant secrètes elles ne furent révélées qu'après la guerre. Finalement, aucun numéro de l'Humanité n'est sorti légalement.

Le PCF avait vu sa stratégie du front populaire anti-fasciste s'effiloche au fil du temps parce qu'il n'avait pas de stratégie révolutionnaire léniniste pour la prise du

pouvoir, mais une théorie de conquête par la voie parlementaire, par la majorité électorale. La question du renversement de la bourgeoisie était pensée comme l'attente d'un grand soir.

Le PCF avait en tête que la révolution d'Octobre allait recommencer de la même façon, oubliant que cette insurrection s'appuyait sur un double pouvoir (le Soviet de Petrograd) entre les mains du prolétariat, des comités révolutionnaires de marins et de soldats, une armée désorganisée, des partis démasqués jour après jour par Lénine. Rien de tout cela dans la stratégie du PCF Certains diront : "Mais il y avait le fascisme ! ». Certes, mais dans la Russie en 1917, à la révolution d'Octobre, il y avait les différents partis de la bourgeoisie au pouvoir, dont les réformistes (socialistes-révolutionnaires) et les révisionnistes (les mencheviks). Il y avait aussi la réaction la plus noire (Kornilov). Malgré cela Lénine a combattu sur les deux fronts, et a mis en déroute tous les ennemis du peuple. Alors que le PCF s'est allié à une partie de la bourgeoisie contre une autre au lieu de montrer que chaque parti à sa manière était responsable sinon du fascisme du moins pour certains de la fascisation, pour les autres qu'ils constituaient un frein. Un obstacle, qui le retient par les basques le prolétariat, lui barre la route de la révolution, le désespère et ainsi renforce les rangs du fascisme, du populisme démagogique.

Il en est de même aujourd'hui, pour le P^cF, parti exsangue qui n'est plus communiste que par le nom, qu'il a trahi, qu'il a liquidé, le transformant en un parti social-démocrate.

REORGANISATION POUR LA LIBERATION NATIONALE

La France a été divisée en 4 régions : la zone interdite (Nord, Pas-de-Calais, Somme, la côte de Dunkerque) administrée par l'occupant et les départements de l'Est annexés ; la zone nord occupée par la Wehrmacht, et la zone sud (Vichy)

Le PCF se réorganise là où il est fort, dans certaines corporations : les **cheminots**, ce qui lui permet de créer un **réseau** (transport des cadres, acheminement des directives et du matériel de propagande), les **mineurs**, les **instituteurs**, les **postiers** (cadres du PCF en zone rurale) et les **immigrés** (organisés dans la **MOI**, antifascistes résolus, habitués au travail clandestin).

L'organisation des masses est l'axe principal. **Frachon** est chargé de développer le travail syndical. Des **comités populaires** sont créés. La **Vie Ouvrière (VO)** est publiée illégalement. La direction (Duclos, Frachon, Tillon) est restreinte comme toute direction clandestine. Un service des cadres (**André Dallidet, Félix Cadras**), des émissaires sont envoyés dans les zones annexées. La liaison est rétablie avec **Fried** à Bruxelles et **Dimitrov** à Moscou.

Le redressement du PCF fait réagir l'ennemi, les arrestations sont nombreuses (300 à Paris, 48 en Isère, 52 à Vienne, 78 dans la Loire etc). En septembre 1941, toute la direction de la zone sud tombe. Ce qui veut dire que l'occupant et Vichy travaille de concert.

Pour se protéger et compléter son dispositif de défense l'URSS veut obtenir le contrôle sur la Finlande, sur la Bulgarie et les Dardanelles, mais Hitler refuse et prépare l'attaque contre l'Union soviétique au printemps 1941. ***"Les milieux dirigeants anglo-français qui continuaient à traiter l'URSS d'agresseur parce qu'elle avait formé un front Est, ne se rendaient apparemment pas compte que l'apparition de ce front signifiait dans le déroulement de la guerre un tournant radical contre la tyrannie hitlérienne, en faveur de la victoire de la démocratie. Ils ne comprenaient pas qu'il s'agissait non pas d'empiéter sur les droits nationaux de la Finlande, de la Lituanie, de la Lettonie et de la Pologne, mais, d'organiser la victoire sur les nazis, d'empêcher la transformation de ces pays en colonies entièrement soumises à l'Allemagne hitlérienne"***. L'URSS a continué à se protéger, elle a conclu un pacte d'amitié avec la Yougoslavie alors qu'elle venait d'être envahie par les nazis et qu'elle concluait un pacte de non-agression avec le Japon qui a été fort utile.

L'Humanité dénonce alors le régime de Vichy et l'occupant. Le 11 novembre 1940, une manifestation étudiante a lieu sur les Champs Elysées. **Politzer** publie une revue. **L'Université libre...** puis une brochure de Politzer *"Révolution et contre-révolution au XXème siècle"* attaque l'idéologie nazie élaborée par Rosenberg. Le PCF dénonce tous les courants de la bourgeoisie, les collaborationnistes de tout poil du gouvernement de Vichy, mais aussi *"le mouvement des De Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et anti-démocratique, qui ne vise rien d'autre, lui aussi, qu'à priver notre pays de toute liberté en cas de victoire anglaise"*. (L'Humanité du 18 mars 1941). Le PCF **semble comprendre** la ligne juste en matière de lutte de libération nationale, et de lutte antifasciste, à savoir que la bourgeoisie a deux fers au feu, la démocratie bourgeoise et le fascisme, que la lutte pour se libérer du fascisme est indissociable de la lutte contre la bourgeoisie dans son ensemble. Que le front uni au XXème siècle, dans les pays opprimés et qui plus est dans les pays impérialistes, doit être obligatoirement dirigée par le parti communiste, sinon ce front ne peut aboutir. Dans le premier cas (celui des pays opprimés), pour s'arracher des griffes des impérialistes et de la bourgeoisie compradore, dans le second cas dans les pays impérialistes pour renverser la bourgeoisie impérialiste, qui gouverne tantôt au moyen de la démocratie parlementaire (de droite ou de gauche) ou par le fascisme. Dans les deux cas la question est celle de la **prise du pouvoir**, et l'instauration de la **dictature du prolétariat** et la **construction du socialisme dans les pays impérialistes**, dans les pays opprimés par la démocratie nouvelle au cours du processus de prise de pouvoir dans les zones libérées puis après la prise du pouvoir dans tout le pays par l'instauration de la dictature du prolétariat (sous la forme de dictature de plusieurs classes alliées sous la direction du prolétariat), ceci sans interruption et la construction du socialisme.

CREATION DU FRONT NATIONAL

Le PCF ajoute une phrase à l'appel de l'I.C pour le 1er mai 1941 *"Les communistes considèrent comme une question fondamentale et un devoir d'honneur non seulement d'organiser et de conduire dans leur lutte pour leurs intérêts immédiats, mais aussi dans leurs revendications nationales"* Le 26 Avril l'I ; C envoie une **directive** au PCF *"La tâche actuelle essentielle est la lutte pour la libération nationale. La lutte pour la paix est subordonnée à la lutte pour l'indépendance nationale. Une paix sans libération nationale signifierait l'asservissement du peuple de France. Au moment actuel cette lutte doit viser surtout à ne pas permettre que le peuple, le territoire et les ressources de la France soient utilisés dans la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre."* L'I.C demande la création d'un *"Front national large de lutte pour l'indépendance"* "la faculté de la classe ouvrière avec le Parti Communiste à sa tête de jouer le rôle d'avant-garde dans le mouvement de libération nationale". **C'est la ligne juste que nous mentionnons plus haut.**

La première manifestation ouvrière d'ampleur est celle des mineurs du Nord. L'appel à la grève générale est lancée par le PCF (Lecoer) le 1er mai, le 27 elle est effective, la répression de l'occupant, arrestations, déportations et fusillades transforment le mouvement social en mouvement patriotique contre l'occupant.

22 JUIN 1941, DE LA NATURE DE LA GUERRE ET DU CONTENU DU FRONT

Cette guerre qui se poursuivait jusqu'à là était la guerre entre puissances impérialistes : d'un côté la démocratie anglaise contre le nazisme hitlérien et le fascisme mussolinien. L'invasion de l'URSS, va changer la nature de la guerre. Le 1er pays socialiste était attaqué par un pays impérialiste qui combattait un autre pays impérialiste. Le pays socialiste pouvait-il avoir une alliance avec un pays impérialiste contre un autre, l'un à gouvernement démocratique certes anticommuniste comme tout pays impérialiste qui n'était pas l'agresseur, mais se battait contre l'agresseur, l'autre un pays impérialiste dirigé par le parti fasciste-hitlérien. Il n'y avait pas à hésiter malgré les manoeuvres de l'impérialisme britannique. Il fallait le front le plus large pour la libération nationale, mais sans pour autant abandonner la direction du front, ni abandonner ses proches objectifs maxima. Les conseils de l'IC et de Dimitrov étaient : "**Tenez**

compte qu'à l'étape donnée, il s'agit de libération nationale de l'asservissement fasciste et non de la révolution socialiste". Certes, mais nulle part, il n'était dit que le PCF devait abandonner son rôle dirigeant dans le front anti-fasciste de libération nationale et passer sans discontinuer à la construction du socialisme, et non pas rétablir la démocratie bourgeoise, le maintien de sa dictature de classe, de sa politique impérialiste et colonialiste de pillages et de guerres et son évolution vers une nouvelle forme de fascisme.

Nous ne pourrions répondre à cette question sans suivre l'évolution des événements.

Poursuivons !

De Gaulle lance son appel, le 18 Juin.

Les Cahiers du bolchévisme "fin Juillet 1941 déclarent" "Le peuple de France comprend la nécessité de s'unir contre l'envahisseur hitlérien et désormais communistes et gaullistes, athées et croyants, ouvriers et paysans, intellectuels et gens de toutes conditions, décidés à libérer la France, ont le devoir de lutter côte à côte. Voilà ce que doivent comprendre les militants communistes... qui doivent tout mettre en oeuvre pour constituer des comités du Front national pour l'indépendance de la France." L'Humanité appelle à la formation "d'un gouvernement de libération nationale". L'idée d'Union au sommet resurgit encore plus forte qu'au moment du front populaire. Ce qui n'est pas le cas en Yougoslavie où le Parti Communiste combat le gouvernement oustachi, mais aussi le mouvement tchetnik, refusant de reconnaître le gouvernement yougoslave en exil. Il en est de même en Grèce, en Albanie où le PCA dénonce le Balli Kombetar qui attend les alliés et ne combat pas l'occupant italien, ni l'occupant nazi. Le Parti yougoslave et le Parti albanais à la tête de leur front respectifs libéreront leur pays seuls, le Parti grec, lui sera écrasé par la réaction interne alliée à l'impérialisme britannique.

On voit déjà que le PCF met le pied dans l'engrenage de l'opportunisme qui le conduira sur la voie révisionniste dans les années soixante, le révisionnisme trouvant sa source à celle de l'opportunisme.

Poursuivons !

Peu après, le Général de Gaulle prend les devant, il annonce la création du Comité National de la France libre qui revendique le droit **"d'exprimer la volonté de la France de faire valoir ses intérêts, de rassembler toutes les résistances françaises au-dedans et en dehors".** De quelle France parle De Gaulle ? Celle de la bourgeoisie bien sûr, mais pour faire valoir ses droits, il faut **"rassembler toutes les résistances françaises au-dedans et en dehors"**. De quelle France parle le PCF ? Lui aussi parle d'une union interclassiste, mais va plus loin, il parle lui aussi, d'unir pour l'indépendance de la France. Quelle France ?

Avant de conclure de façon péremptoire poursuivons !

LA LUTTE ARMEE

Le PCF ne s'est jamais préparé à la lutte armée. Certes les anciens des brigades internationales savent manier les armes, les explosifs, ce qui est loin d'être négligeable, les hommes sont courageux, savent se battre, mais en Espagne la bataille était une bataille de front alors que la guerre de libération nationale que va devoir mener le PCF est la guerre de partisans, de guérilla, une guerre de mouvement, avec des zones de maquis. *La Vie Ouvrière lance la directive "que rien ne sorte de nos usines pour la guerre hitlérienne".* L'Humanité le 29 Juillet écrit **" Que faut-il pour aider l'URSS et l'Angleterre à écraser Hitler ? Pour hâter l'heure de la libération de la France ? Du sabotage, encore du sabotage, et toujours du sabotage. sabotage dans les usines, dans les gares, dans les campagnes, sabotage pour empêcher que l'ennemi puisse tirer quoi que ce soit de notre pays."** L'I.C., le 9 août envoie au PCF pour qu'il engage immédiatement la lutte armée contre l'occupant. Le 15 août L'Humanité lance un appel **"Francs-tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacrée de la patrie. C'est le moment car nos frères de l'Armée Rouge retiennent l'essentiel des forces hitlériennes"**. Ainsi le PCF a attendu plus d'un an pour engager la lutte armée (le 17 Juin Pétain appelle à cesser le combat, le 18 Juin De Gaulle lance son appel à la Résistance). **Le PCF mettra un an pour appeler à la lutte armée, et ce sur une directive de**

l'I.C, le 1er Juillet 1941. Certes il a fallu se réorganiser, mais ce n'est pas la raison principale. Le PCF n'avait pas de politique militaire, parce qu'il envisageait la prise du pouvoir par la voie parlementaire pacifique. C'est le problème de fond.

Dès Août 1940, le Tchad et l'A.E.F se sont ralliés à De Gaulle qui a alors une armée, pour participer à la reconquête, et à l'intérieur une partie de la résistance donc la stratégie est de préparer le terrain aux forces alliées, par le renseignement principalement. Cette résistance gaulliste a aussi un caractère politique, organiser à Londres un "gouvernement" et établir un réseau de cadres pour un gouvernement bourgeois après la victoire.

Le PCF qui s'engage dans la lutte armée, va devenir le principal acteur de la résistance sur le terrain, en gagnant peu à peu l'appui ou la sympathie de la majorité de la population. Le 13 Août après une manifestation de la J.C, 2 militants sont fusillés. Le 21, en riposte, **Pierre Georges (le Colonel Fabien)** abat en plein jour un militaire allemand à la station Barbès. C'est le début de la lutte armée de libération nationale. Tous les ingrédients sont alors pratiquement réunis pour que la guerre impérialiste se transforme en révolution; **direction de la lutte armée par le Parti Communiste, actions de sabotages, dans les usines et sur le réseau de chemin de fer (dans les villes et à la campagne), bases d'appui à la campagne (les maquis).** Ce qu'il manque c'est la conduite d'une stratégie de guerre populaire conduisant à la prise de pouvoir dans tout le pays.

Le 24 Août, Vichy crée un tribunal spécial et instaure une loi pour réprimer les communistes, le 3 septembre 1941. Un tribunal spécial condamne à mort trois militants communistes (**Jean Catelas, Jacques Wog, Adolphe Guyot**);

Le PCF crée l'**Organisation Spéciale**, chargé dès l'automne 1940, de protéger les distributeurs de tracts, ce qui est important et doit être un principe aujourd'hui de la préparation idéologique à la militarisation du parti.

Au début la Résistance qui n'a que quelques vieux revolvers, ne peut mener des luttes d'envergure, elle ne peut mener que des **actions limitées symboliques**. Un **Comité National** dirige l'OS, (**Tillon, Eugène Henaff** (évadé), **Jules Dumont** (ex-colonel des Brigades Internationales), **André Ouzoulias** (J.C), **Pierre Rebière, Georges Beyer**). L'O.S envoie trois commandos en province : à Rouen le 19 Octobre, à Nantes le 20, le 21 à Bordeaux. La réponse est la réponse que pratique aujourd'hui le gouvernement du Pérou ou du Népal pour endiguer la guerre populaire, le massacre massif d'innocents. Les occupants fusillent **50 otages** dont 27 communistes à **Chateaubriand**. D'autres seront fusillés à Bordeaux et au Mont-Valérien...

De Gaulle est contraint de justifier la lutte armée mais : **"Il y a une tactique à la guerre. La guerre des français doit être conduite par ceux qui en ont la charge, c'est à dire par moi-même et le Comité national. Il faut que tous les combattants, ceux du dedans comme ceux du dehors, observent exactement la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement des allemands"**. De Gaulle exige la direction de la Résistance, refuse la lutte armée, Il veut diriger la résistance comme service de renseignement aidant à préparer le débarquement. Il est pour une résistance passive. Le PCF poursuit la lutte armée, la **voie juste**. Au cours du 2ème semestre 1941 en zone nord occupée il y a 107 sabotages, 41 attaques à l'explosif, 8 déraillements. Il y a des traîtres, il faut les exécuter. Une organisation spéciale est créée. Gitton ex-secrétaire du parti devenu collaborateur du gouvernement de Vichy est exécuté.

Le gouvernement de Vichy accentue la répression par des centaines d'arrestations et d'internements administratifs. En Mars 1942, **Dallidet, Cadras et des cadres importants sont arrêtés**. Les nazis organisent trois procès spectaculaires donnant lieu à 52 condamnations à mort.

L'*Humanité*, le 10 Avril 1942, annonce la création des **Franco-Tireurs et Partisans (FTP)** qui remplace l'OS, pour provoquer **"la levée en masse du peuple français pour délivrer la patrie entraînerait forcément l'arrivée à notre aide des soldats anglais, américains et les soldats de la France libre du général De Gaulle. C'est ainsi que l'esprit de résolution du peuple français peut jouer un rôle très important dans la formation du**

deuxième front occidental... dont la constitution sonnera le glas de l'Allemagne nazie." Cette analyse n'est pas totalement juste, car elle ne part pas de l'idée de **"compter sur ses propres forces"**, mais se situe comme force d'appoint à l'intervention des alliés, non comme force indépendante.

Le PCF démarre la guerre de libération nationale par la guérilla comme force principale pour la libération nationale devant ouvrir la porte à la libération sociale, en constituant des maquis, des zones sinon libérées, du moins des zones d'insécurité pour l'ennemi.

Vichy accentue la répression, développe une politique fasciste et raciste. Les 16/17 Juillet a lieu la grande rafle des juifs étrangers (**rafle du Vel d'Hiv**), ce qui provoque un afflux de jeunes juifs dans la MOI, car **"quand il y a oppression, il y a résistance"**, bientôt suivi par l'afflux de travailleurs forcés d'aller travailler en Allemagne – **STO** - (Service civil national du Travail). C'est la levée de bouclier, les communistes ne sont plus seuls. Le 16 Octobre, le PCF et le Front National dirigé par lui signent un tract avec les trois mouvements de résistance du Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud). Les services gaullistes à Londres sont furieux. **Ce qui prouve** que la politique d'Union des forces de la résistance sur le sol de France en tant que véritable mouvement de résistance autonome était juste, quelque que soit l'appui des forces libres. De Gaulle voyait bien le danger d'une libération unie sous direction communiste, elle pouvait ouvrir la voie à la révolution socialiste.

ALLIANCE AVEC LE GENERAL DE GAULLE

Depuis le 6 Novembre, Rommel recule devant les britanniques. Au printemps 1943 l'Afrika Corps est détruite. Le 8 Novembre une imposante flotte américaine débarque en Afrique du Nord. Le 19 novembre les soviétiques lancent une contre-offensive à Stalingrad.

De Gaulle est affaibli, les américains récupèrent Darian et l'appareil politique de Vichy en Afrique du Nord (AFN) De Gaulle se retourne vers la résistance intérieure, son seul point d'appui. Il envoie Jean Moulin. Le 19 novembre l'ensemble des mouvements signent un message aux gouvernements alliés. Ils saluent *"le général de Gaulle, chef incontesté de la Résistance qui, plus que jamais, groupe derrière lui tout le pays... Nous demandons instamment que les destins nouveaux de l'Afrique du Nord libérée soient, au plus tôt, remis entre les mains du général de Gaulle"*.

L'URSS entretient des relations avec De Gaulle, les Américains appuie Darian, mais l'URSS est aussi alliée des américains et des anglais. C'est alors que le colonel Rémy (agent gaulliste) prend contact avec les FTP (Georges Beaufils). Le 28 il conclut un accord politique où le PCF (Fernand Grenier), revendique le monopole de la France combattante alors que Jean Moulin travaille depuis des mois à regrouper la résistance sous les ordres de De Gaulle. Le PCF apporte des limites à son engagement *"Le peuple de France se réserve et se garde le droit de juger par la suite les actes de trahison des traîtres de Vichy. Pour l'instant, ce qui compte pour les anglais, c'est de consolider au maximum la position des Alliés en Afrique du Nord pour faciliter les opérations contre les ennemis de la France"*. Le 11 Janvier 1943, Grenier arrive à Londres comme représentant du PCF, près de De Gaulle. Le PCF relance le Front National. Villon crée le Comité directeur du FN. Commence l'ouverture politique, puis l'ouverture syndicale.

L'organisation du PCF est très structurée, **groupe de trois**, depuis la base jusqu'au triangle de la direction. Le secrétaire à l'organisation est en contact avec les responsables régionaux qui sont en contact avec les représentants départementaux. Le cloisonnement territorial est doublé d'un **cloisonnement des tâches** : un responsable politique, un responsable technique (faux-papiers, imprimerie, armes etc..), un responsable aux cadres (vérification des militants qui entrent dans l'organisation, enquêtes après les arrestations). Le PCF est mieux protégé que les autres mouvements grâce à cette structure. Les structures spécialisées du PCF sont organisées sur le même principe (**syndicats clandestins, FTP, Front National, organisations de femmes et de jeunes, la MOI...**). Aidé

par l'I.C, il peut renvoyer dans leur pays des militants des Brigades Internationales, pour créer une résistance communiste, aider le réseau de renseignement soviétique (l'Orchestre Rouge).

Les partis communistes maoïstes des pays impérialistes devront sans doute étudier ce mode d'organisation pour les combats à venir et les adapter aux conditions nouvelles.

De Gaulle est isolé par la politique des américains en AFN Fernand Grenier arrive à Londres. De Gaulle le rencontre. Il est content de l'appui du PCF Le 10 février il envoie une lettre de remerciement. Le même jour De Gaulle adresse une lettre à Léon Blum et à Daniel Meyer (SFIO), ainsi De Gaulle est chef d'une alliance équilibrée entre les forces de gauche et l'aile de la bourgeoisie qui le soutient.

En AFN, Darlan, représentant de Vichy, est exécuté par la Résistance le 24 Décembre 1942. Le général Giraud lui succède, soutenu par les américains.

Le 20 Janvier Grenier propose au nom du PCF la création dans la France occupée *"d'un organisme dirigeant de la France combattante qui travaillerait en accord étroit et sous la direction du Comité national"*. Le PCF essaie de créer un front intérieur en alliance mais séparé de la direction mise en place par De Gaulle à Londres qu'il tente d'imposer à la résistance intérieure. Le PCF à ce moment là a une position correcte, placer la résistance sous hégémonie communiste, hégémonie gagnée par la lutte armée. La démarche est rejetée par le BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) informé par les autres mouvements de libération et par Jean Moulin qui ne veulent pas de cette hégémonie...

La victoire des soviétiques à Stalingrad sonne le glas pour l'Allemagne nazie... Le 7 Février, Dimitrov écrit : *"actuellement, il est à peine justifié de conclure un accord entre le PCF et De Gaulle, il vaut mieux attendre que la situation de De Gaulle s'éclaircisse définitivement"*... *"se limiter à des déclarations réciproques sur le combat conjoint des communistes et des gaullistes pour chasser les occupants de la France et de renforcer au maximum ce combat en France même"*.

L'Humanité (5/2/43) écrit : *"S'unir, s'armer, se battre"*. L'offensive soviétique et des Alliés, la défaite certaine de Hitler, créent les conditions de l'offensive en France même. Le PCF légitimement veut assumer la direction de la résistance intérieure. Le PCF veut participer à une alliance anti-nazi élargie à De Gaulle et Giraud, diriger l'alliance sur le sol national, profiter de la concurrence entre De Gaulle et Giraud.

De Gaulle nomme Jean Moulin comme seul représentant du Comité national français en France et veut créer *"dans des plus brefs délais possibles un Comité National de la Résistance (CNR) unique pour l'ensemble du territoire métropolitain et présidé par Jean Moulin, représentant du général De Gaulle. Ce conseil assurera la représentation des groupes de résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants"*

La première rencontre a lieu entre le colonel Passy (Dewavrin), Pierre Brossolette (BCRA) et André Mercier du PCF, qui transmet l'accord du parti. Le FN est reconnu par Brossolette comme organisation indépendante du PCF

La réunion constitutive du CNR a lieu le 27 mai. Le CNR comprend le FN (Villon), 6 représentants des partis dont le PCF (Mercier), 2 représentants syndicaux (dont Saillant pour la CGT). De Gaulle est désigné comme le chef d'un **gouvernement provisoire à créer**. Le PCF proteste : *"De Gaulle est incapable de prendre le pouvoir car il est à Londres et Giraud à Alger"*.

Depuis l'été 1942, la résistance s'est réorganisée. Une discipline de fer est imposée par Lecoq, pour éviter les infiltrations de la police française et allemande et des mouchards. La MOI dirigée par **Boris Alban**, réalise 230 attentats à Paris, dont l'exécution d'un responsable du STO. Les maquis se forment. La CGT est réunifiée (avril 1943, accord du Perreux), les communistes habitués à la clandestinité reconstituent les Unions Départementales et les fédérations.

Le PCF qui n'a pas encore renoncé à la direction de la lutte sur le territoire national propose un texte pour le CNR le 27 Mai. **"L'appel au pays"** qui précise **"Expression complète et unique de la Résistance, le Conseil de la Résistance revendique sur tout le territoire les droits et les responsabilités de gérant et d'organe provisoire de la souveraineté nationale. Contre l'ennemi et contre la trahison, le Conseil de la Résistance assume, en communauté étroite avec la France combattante, en convergence nécessaire avec le Comité national de la Libération, la mission d'inspirer, de coordonner et de diriger la lutte du peuple français sur son propre sol"**. Jean Moulin est arrêté à Caluire. Le 21 Juin le bureau du CNR adopte le texte proposé par le PCF. Pour des raisons de sécurité, le bureau du CNR est réorganisé et réduit. Georges Bidault représente les démocrates chrétiens, le parti socialiste et le parti radical, Louis Saillant la CGT, la CFTC et Libération Nord, Pascal Copeau, proche du P.C, représente Libération Sud et les MUR (Mouvements unifiés de la Résistance), Blocq Mascarot le CDLL, CDLR et l'OCM, Villon le FN, le PCF et la Fédération républicaine. Ce qui place les communistes en position de force. **"Grâce à cette restructuration, le CNR peut désormais jouer un rôle politique, s'adresser aux pays, aux alliés, réagir vite aux événements et devenir ainsi le représentant officiel de la Résistance intérieure"**.

De Gaulle se désintéresse momentanément du CNR. Il cherche un autre point d'appui pour asseoir sa légitimité en tant que seul chef qu'il veut être. A Alger vient d'être créé le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) sous l'autorité conjointe de De Gaulle et Giraud.

Sur le front intérieur le PCF va renforcer son autorité :

En Corse, les alliés ont débarqué en Sicile, les communistes de Corse déclenchent l'insurrection, le 8 septembre 1943, l'Italie capitule, 200 municipalités sont prises, un comité départemental remplace la préfecture, les groupes de combat forment la police populaire.

L'insurrection éclate dans toute l'île. Giraud apporte une aide militaire, puis débarque le 4 Octobre. Le 6 De Gaulle vient installer de nouvelles autorités départementales, mais un double pouvoir persiste.

La libération de la Corse constitue un point d'appui, dans la compréhension de la guerre populaire, de la guerre de libération nationale dans un pays impérialiste. En effet, le FN lui-même dirigée par le PCF en Corse comme dans d'autres régions d'ailleurs a été à la tête de la lutte armée, donc de la guerre de guérilla avec bases d'appui (les maquis) a permis de s'emparer des municipalités (où la résistance était aussi organisée). C'est bien le schéma de la guerre populaire (bases d'appui, guérilla, prise de pouvoir et prise en mains de toutes les fonctions de l'Etat, la différence c'est la lutte dans les campagnes et dans les villes). Le pays n'était pas complètement libéré, ni le nazisme vaincu. Aussi la bourgeoisie qui avait une armée classique a pu jouer un rôle d'appui, ce qui lui a permis grâce à cette armée supérieurement équipée et le reste du pays encore occupé, d'installer sa propre administration, mais il existait un double pouvoir, celui des milices (police populaire, un comité départemental, et le FN (embryon d'Armée rouge)).

Le PCF va tenter de créer des comités de la France combattante dans les départements, puis des comités de libération comme à Paris (1er septembre 1943).

Le PCF avait-il envisagé à un moment un certain nombre de structures pour la prise du pouvoir à la Libération ?

DEUX CONCEPTIONS POUR UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La conception gaulliste :

Fin octobre, De Gaulle évince Giraud. La lutte pour le pouvoir est engagée entre De Gaulle et le PCF, mais cette lutte pour le pouvoir reste dans le cadre de la république démocratique bourgeoise. Ce n'est pas la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ce n'est

pas la lutte du prolétariat pour instaurer le socialisme contre la bourgeoisie qui veut maintenir le système capitaliste. C'est la négociation pour savoir combien le PCF va avoir de sièges de ministres. Dans le même temps De Gaulle s'assure que l'appareil d'Etat sera entre ses mains, même s'il doit faire des concessions. Pour De Gaulle le pouvoir doit être reconstitué par le haut, c'est pourquoi, les gaullistes préparent la nomination de préfets, de commissaires de la république, de hauts fonctionnaires pour remplacer les fonctionnaires les plus marqués de Vichy.

La conception du PCF :

Le pouvoir doit être reconstitué par le bas, s'appuyer sur les "masses", dans de multiples comités départementaux et locaux (**Comités Départementaux de Libération et Comités Locaux de Libération**).

En Septembre 1943, un envoyé de Londres propose que le **CNR** adopte une charte, le PCF en propose une. **Villon** a une rencontre avec **Jacques Duclos** et **Benoît Frachon**. Il en ressort que le PCF est d'accord pour inscrire dans le programme du CNR la nationalisation "**des grands moyens de production**". Contre le texte d'Alger, Villon présente un "Programme du CNR". Pour le PCF, le CNR doit être la principale instance dirigeante de la libération, en dessous, les Comités Départementaux de Libération (CDL) et les Comités Locaux de Libération (CLL). Il appuie la création de milices patriotiques. Le PCF qui contrôle le CNR, veut diriger les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), créées pour regrouper toutes les forces paramilitaires de la résistance.

L'INSURRECTION NATIONALE

Il semble que le PCF déploie une politique de rupture avec Alger, mais il reprend la politique d'alliance. Il accepte le 4 Avril 1944, d'entrer au gouvernement "bourgeois" de De Gaulle (le CFLN).

- Le PCF a encore une double tactique. Il a aussi une stratégie insurrectionnelle, basée sur l'insurrection nationale où le PCF montrerait sa force militaire (FTP) en prenant la tête du combat contre les occupants et Vichy, en libérant les villes et villages, en créant un climat révolutionnaire dans la population qui pourrait déboucher sur un processus révolutionnaire...

- Le gouvernement d'Alger, lui, veut placer les forces insurrectionnelles sous sa direction.

Le PCF lance l'insurrection dans plusieurs villes. Les maquis tentent de libérer Tulle, mais la division nazie réplique par une répression à mesure de leur peur : 99 pendaisons, 148 déportations. Puis à Oradour sur Glane, à Mussidan libérée le 8 Juin, les nazis reviennent et fusillent 52 civils. Dans le Pas de Calais, il y aura 34 morts au combat, 68 fusillés, 86 déportations.

A Marseille, à l'annonce du débarquement en Provence, le 15 Août 1944. Le PCF déclenche l'insurrection, le **CDL s'installe à la préfecture**, le **PCF contrôle les syndicats et la police**. Mais il doit partager le pouvoir avec le socialiste **Gaston Deferre**.

A Lyon, le 24 Août, à Villeurbanne, le 26, les FTP et la MOI libèrent la ville. Les allemands reviennent. La grève générale est déclenchée. Le 3 septembre les allemands quittent la ville après avoir fait sauter tous les ponts.

A Paris, le 14 juillet, des manifestations patriotiques sont organisées par le PCF, les patrons ont fermé les entreprises. Le 10 Août le PCF impulse la grève des cheminots. Tillon ordonne l'insurrection. Le 15, la police est en grève, le 16 les accrochages se multiplient avec les troupes allemandes. Le 21, Le PCF veut poursuivre l'insurrection, les gaullistes veulent une trêve pour gagner du temps en attendant les troupes alliées. Le 22 les combats reprennent, le centre est couvert de barricades. Le 24, Leclerc entre par la porte d'Orléans. Le lendemain les allemands se rendent. De Gaulle arrive et le 26 descend les Champs-Élysées.

Limoges est libérée sans un coup de feu par **Guinguin**...

Des centaines de villes ont été libérées avec un appui significatif des FFI.

Le PCF a pu prendre le pouvoir dans de nombreuses communes, mais De Gaulle avait reconstitué l'Etat en prévision de la libération.

Mais tout n'est pas joué ainsi Marty écrit à Dimitrov le 30 Juillet (bien que l'IC soit dissoute) **"Le CNR est favorable à une action énergique, le gouvernement provisoire adopte une position attentiste et sabote là où il peut"**. A la mi-août **"La scission politique et patriotique entre la France (le CNR et les CDL) et Alger (gouvernement provisoire, Assemblée, administration) est évident"**. le 17 août **"La coexistence pacifique des forces populaires et des forces réactionnaires et l'oligarchie financière touche à sa fin"**.

Le PCF a donc encore en vue la révolution socialiste et la prise du pouvoir.

De Gaulle passe à la contre-offensive, car le PCF est attentiste. Il décide de dissoudre les FFI, le COMAC, d'interdire le recrutement dans les FFI, leur désarmement et les verser dans l'armée régulière. Le PCF, lui, veut une armée nouvelle, provenant de la fusion de l'armée régulière et des FFI. De Gaulle propose à Villon (chef du COMAC) un poste ministériel, il refuse. Le 3 septembre, il ordonne au colonel Fabien de rassembler les FTP et les FFI et de poursuivre les troupes allemandes. Jusqu'au 28 Octobre, **Fabien refuse de s'intégrer à l'armée régulière** et se place sous les ordres des américains. Le PCF tente d'empêcher l'armée régulière de prendre le contrôle des FFI. Le 9 septembre De Gaulle remanie son gouvernement, qui comprend 2 communistes, trois socialistes, quatre radicaux-socialistes et trois démocrates populaires. Il remplace Grenier par Tillon au ministère de l'Air.

Le PCF renonce à l'insurrection, il tente une politique de double pouvoir (consistant à bloquer le gouvernement au sommet et multiplier les pouvoirs locaux).

Le 12 septembre, il annonce des élections dès le retour des prisonniers et déportés, il appelle au retour à l'ordre et part en tournée dans les autres villes.

Duclos dénonce le sabotage de l'action gouvernementale par les trusts, mais aussi les ministres du Travail et du Ravitaillement, de la Production industrielle et de la Guerre. **"Aujourd'hui, c'est la Résistance qui constitue la base légale du gouvernement provisoire de la République. Il est des gens qui voudraient bien liquider la Résistance, ce qui serait grave car le gouvernement n'aurait plus de base légale"**.

De Gaulle contre-attaque et annonce **"la dissolution des milices patriotiques et l'amnistie de Thorez"** - sans doute en échange. Le CNR et le CPL refusent. De Gaulle reçoit une délégation du CNR : **"Faites en sorte que, désormais, aucun groupement armé ne subsiste sur le territoire libéré en dehors de l'armée et de la police d'Etat"**. Le CNR annonce la création de la Garde Civique Républicaine (ex-milices patriotiques). Les CDL de la région toulousaine vont plus loin : **"Tout individu, quelle que soit sa fonction administrative doit être considéré comme un traître à la patrie."** Mais le légalisme, la légitimité l'emporte sur l'action. Duclos affirme **"la Résistance est le représentant de la souveraineté populaire et la seule base légale du gouvernement provisoire"**. Cachin : **"Le gouvernement ne doit engager aucune action de sa propre autorité sans avoir consulté au préalable les délégués de la population patriote du pays"**. Le processus de participation au gouvernement bourgeois est sur les rails. Comment faire machine arrière, sinon passer à l'insurrection ? Mais du temps a passé et l'ambiguïté de participer au gouvernement désarme idéologiquement le PCF et les masses, qui observent la partie de bras de fer et attendent une directive claire. Cachin dit : **"Une égalité nouvelle se forme d'après le rapport des forces."** Le PCF tente d'établir un pouvoir concurrent : il possède 12 quotidiens, 47 hebdomadaires. Les 3 principaux quotidiens tirent à 2.300.000 exemplaires (600.000 en 1939). Le PCF dirige dans la CGT 62 UD sur 92, 21 fédérations sur 38. La conquête est totale en 1947. Dans plusieurs villes une centaine d'entreprises sont placées sous le contrôle et la direction des **"comités de gestion"**, comme à Marseille, Lyon, Nice, Tulle, Toulouse, Grenoble, Montluçon. Dans l'Humanité du 26 septembre Frachon écrit **"A Montluçon, la population entière en accord avec le Comité Départemental de la Libération a épuré les usines des directeurs collaborateurs... or, quand ils furent à Paris dans les ministères la première chose qu'on leur a dite fut... Vous avez soviétisé Montluçon... Que n'ont-ils**

"soviétisé" de cette manière l'industrie parisienne qui produirait aujourd'hui à plein rendement et dans un ordre parfait".

Le 22 Novembre Frachon écrit **"une démocratie véritable, s'appuyant sur les couches populaires... la classe ouvrière a fait mieux que de poser sa candidature aux postes qui lui reviennent dans la gestion et la direction de l'économie et de la politique."**

Le Parti socialiste s'allie à De Gaulle. André Tixier, ministre de l'Intérieur dissout les milices patriotiques. Robert Lacoste, ministre du Travail étouffe les initiatives économiques et sociales révolutionnaires, sous prétexte que les Alliés sont là, et qu'ils ne toléreraient pas de troubles politiques. Le PCF ne fait rien pour combattre les mesures des sociaux-démocrates réactionnaires. De Gaulle part à Moscou. Thorez rentre d'exil.

DE LA LUTTE ARMEE DE LIBERATION A LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

Le 30 novembre 1944 Thorez fait sa rentrée politique au Vel' d'Hiv' : **"Faire la guerre. Créer une puissante armée française. Reconstruire rapidement une industrie, avant tout notre industrie... travailler d'arrache-pied." "Ne pas apparaître comme cherchant la bagarre"...**

A propos des milices patriotiques que dit Thorez : **"Ces groupes armés ont une raison d'être avant et pendant l'insurrection. Mais la situation est maintenant différente** (nous entendrons cela à chaque étape de la liquidation, cela jusqu'à aujourd'hui)... **"Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps** [nous soulignons]." En ce qui concerne les Comités de libération leur tâche **"n'est pas d'administrer mais d'aider ceux qui administrent et d'organiser les masses pour l'accomplissement maximum de l'effort de guerre, pour le soutien du gouvernement provisoire dans l'application du programme élaboré par la Résistance."** C'est clair ces Comités n'ont qu'un rôle d'appui au gouvernement capitaliste, tout en faisant respecter le programme de la résistance, chose plus que difficile à faire une fois les milices désarmées. Ce qui prouve que le PCF a dès lors renoncé à la Révolution.

Poursuivons :

APRES LA CAPITULATION ALLEMANDE

Le 2 Mars 1945, le PCF fait une déclaration conjointe avec la SFIO. Le 12 Juin 1945, l'Humanité publie **"Une charte d'unité de la classe ouvrière pour l'union organique des communistes et des socialistes dans un grand parti ouvrier français, le POF"**. Les socialistes refusent la fusion, acceptent l'unité d'action. De Gaulle veut limiter les pouvoirs de l'Assemblée. Il est approuvé au référendum. Le PCF devient le premier parti de France (26,3% des suffrages exprimés, 159 élus). Thorez pose sa candidature à la présidence d'un gouvernement socialo-communiste. La SFIO refuse comme il fallait s'y attendre. De Gaulle est chargé de former le gouvernement. Le PCF exige les postes de ministres, refus de De Gaulle. Le PCF se déclare prêt à soutenir un gouvernement dirigé par Léon Blum - on recommence comme en 1936. Sa tentative échoue. De Gaulle reste, le PCF a cinq ministres : **Maurice Thorez** est ministre d'Etat chargé des réformes administratives, **François Billoux**, ministre de l'Economie Nationale, **Charles Tillon**, ministre de l'Armement, **Marcel Paul**, ministre de la Protection industrielle et **Ambroise Croizat**, ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Le PCF a les postes à risques, De Gaulle est toujours là. Le PCF présente un projet de constitution : une seule chambre qui contrôle l'Exécutif, disparition des grands corps d'Etat, reconnaissance des pleins pouvoirs des partis,... La SFIO se rallie au projet communiste. De Gaulle démissionne.

Le PCF avance la candidature de Thorez. La SFIO refuse, ce qui allait de soi. Du coup les trois partis (SFIO, MRP et PCF) investissent le socialiste **Félix Gouin** et passera un accord tripartite - sur les nationalisations, la bataille de la production, le projet constitutionnel, le blocage des salaires et des prix. Le gouvernement est formé, il y a six ministres du PCF.

Thorez est vice-président du Conseil, Billoux pour la Reconstruction et l'Urbanisme, Tillon, Bernard Paul et Croizat sont confirmés dans leurs fonctions, Laurent Casanova devient ministre des anciens combattant, Auguste Lecoœur, sous-secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, Marius Patinaud, sous-secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité Sociale. Le PCF pense pouvoir **"créer le climat nécessaire qui nous permettra de revendiquer la direction des affaires du pays en faisant pénétrer dans les masses l'idée que nous avons été les seuls à dire la vérité"**. Les banques sont nationalisées, quatre banques de crédit, une partie des assurances, de l'électricité et du gaz, des Houillères, renforcement des comités d'entreprise, la Sécurité Sociale, le statut du mineur, les fonctionnaires ont le droit de se syndiquer. Le PCF a l'appui de la CGT et a mis en place la Confédération Générale de l'Agriculture (regroupant 4.000 **comités d'action paysanne**), un réseau pour les classes moyennes, la Confédération Générale du Commerce et de l'Industrie, la Fédération Française des Syndicats de l'Epicerie, la Confédération Générale du Commerce et de l'Artisanat... La CGT regroupe 5,5 millions d'adhérents. Le PCF s'occupe de l'armée : **"pousser à l'union de l'armée et de la nation", "élargir encore l'influence du Parti parmi les militaires"**

Le 19 Avril 1946 le projet final du texte constitutionnel a l'approbation de la majorité des députés communistes et socialistes. Il porte sur la nationalisation des monopoles. Le pouvoir exécutif est limité et soumis à la chambre. Certes il y a des réformes d'importance, c'est indéniable, mais le PCF n'obtient pas la présidence du gouvernement. 53% des électeurs votent non... Lors des élections à la 2ème Assemblée Constituante, le PCF est dépassé par le MRP. Le PCF accepte de rentrer dans le gouvernement MRP, qui est le parti de la bourgeoisie. Georges Bidault est premier ministre. Les 5 ministres communistes sont reconduits, s'y ajoute le ministre de la Santé. Le PCF soutient les revendications sociales. Le PCF finit par accepter un compromis avec le MRP : il y aura une seconde chambre et l'élection du Président de la République par le Parlement. Le PCF considère que **"c'est un compromis positif... La Constitution est une étape pour une démocratie plus large."** Lors des élections législatives du 2 Juin 1946, le PCF obtient 28,3% des suffrages exprimés. Du coup le PCF revendique la présidence du Conseil pour Maurice Thorez qui déclare : **"Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions, confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que ceux suivis par les communistes russes"**. Cette **"voie française vers le socialisme..."** passe **"par l'Union des forces ouvrières et républicaines... la fusion des partis communistes et socialistes ... une démocratie nouvelle et populaire", "un programme d'action démocratique acceptable par tous les républicains"**. Ces formules vagues rassurent la SFIO, qui appuie l'investiture de Thorez, mais sans imposer la discipline de vote, 23 députés socialistes ont voté contre, Maurice Thorez obtient 261 sur 579, il en faut 310. Le PCF est content, il rêve au passage pacifique et avance plusieurs arguments : **"les socialistes ont voté pour notre candidat, les autres partis n'ont pas présenté un autre candidat, tous ont admis la légitimité de la candidature, l'idée d'un gouvernement à direction communiste va se développer"**. C'est Léon Blum qui préside un gouvernement socialiste homogène... Le PCF favorise l'élection du socialiste Vincent Auriol à la présidence de la République. Ensuite il appuie la formation d'un gouvernement plus large que celui des trois partis. Il y a toujours cinq ministres communistes. Le PCF obtient le ministère de la défense, mais amputé par la création de trois autres ministères militaires qui sont créés (Guerre, Armée et Marine). Thorez officiellement ne renonce pas théoriquement à la dictature du prolétariat mais approuve les positions opportunistes de Dimitrov et de Togliatti. Le premier bénéficiant de la présence de troupes soviétiques, Dimitrov dit **"l'avantage de la démocratie populaire...c'est quelle rend possible le passage au socialisme sans la dictature du prolétariat"**. Thorez approuve, mais déclare : **"Quand le camarade Dimitrov est chef du gouvernement, quand le ministre de la Guerre est communiste... etc.. vous savez, cela peut s'appeler dictature du prolétariat. En fait le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière"**.

Le PCF est certes dans une situation différente des partis communistes des pays de l'Est qui bénéficient du soutien de l'Armée Rouge. Sur le sol de la France il y a les armées

anglaises et américaines. Il y a comme dans les pays de l'Est un important courant anti-communiste dans les forces de coercition de l'appareil d'Etat (armée, justice, police). Le PCF va en tirer arguments pour dire qu'on ne peut rien faire dans ces conditions, ce qui le conforte dans sa ligne de passage pacifique (ligne inavouée à l'époque), dans sa position de conquête du parlement qui est un échec, sa politique d'entente au sommet avec les appareils de gauche de la bourgeoisie (SFIO) et du centre (MRP).

Conclusion intermédiaire

Le PCF n'a pas de **stratégie révolutionnaire** de prise du pouvoir, c'est là le problème. Le PCF a développé une guerre populaire de libération, en a pris la tête, mais a accepté un pacte le liant à la bourgeoisie, le programme du CNR. Certes, celui-ci a apporté après la guerre, pendant la période "intermédiaire" celle de la cogestion du système capitaliste par l'alliance tripartite (PCF, SFIO, MRP), **des avancées sociales dans le cadre du capitalisme, mais à quel prix.** L'appareil d'Etat de la bourgeoisie, particulièrement de son appareil coercitif qui a été renforcé. Il y avait des milices patriotiques, des comités départementaux et locaux de libération nationale, les tribunaux populaires qui ont été dissous, il y a les comités d'action paysans, l'implantation dans la CGT, chez les intellectuels etc. Bref, tous les ingrédients de la **guerre populaire** dans un pays développé étaient présents. La direction du parti de la classe ouvrière dans le mouvement de libération nationale était dominante. Ce n'est pas rien car dans un pays développé où la classe ouvrière forme le noyau du prolétariat, classe révolutionnaire jusqu'au bout, mais aussi la classe numériquement la plus nombreuse. Cela donne un caractère **immédiatement prolétarien** à la révolution, qui d'emblée est socialiste, sans phase intermédiaire. **Le prolétariat a pu mettre en place, avant la prise du pouvoir, des pouvoirs locaux, départementaux qui ressemblent fort à la démocratie nouvelle.** La guerre populaire s'est construite en tant que **guerre prolongée** pendant la période de l'occupation nazie et de collaboration vichyste. La libération du territoire sous la double action de la Résistance et des forces alliées, la cristallisation des divers comités, leur extension au niveau national atteste des possibilités de la Résistance organisée sous la direction du Parti Communiste. **Cela confirme le passage de la guerre prolongée antifasciste, à celle de démocratie nouvelle à caractère prolétarien prononcé (dans un pays capitaliste développé), et à la généralisation de ces pouvoirs qui auraient pu constituer la prise du pouvoir dans tout le pays, par une insurrection générale rapide.** Mais le PCF au lieu de renforcer les milices, les généraliser et non s'intégrer à l'armée bourgeoise mais la faire servir la révolution, réorganiser l'ensemble sous la forme d'une armée populaire, a accepté de les dissoudre et d'intégrer l'armée bourgeoise. Le PCF a montré que **les milices pouvaient former un corps d'armée** capable d'apporter une aide non négligeable à la libération du pays à côté des forces alliées, puisque les milices de Fabien ont combattu à côté des forces américaines, en tant que forces indépendantes. **Elles pouvaient former des régiments séparés sur tout le territoire** dont la tâche principale était à ce moment là la libération du pays en tant que force populaire de libération. **Il n'y avait pas lieu de les dissoudre et de les intégrer dans l'armée régulière sous la direction de la bourgeoisie.** Est-ce que l'Armée Rouge de Mao Zedong s'est dissoute dans l'armée du Guomindang ? La réponse est non ! Les comités locaux pouvaient eux-mêmes se renforcer, non seulement dans les régions libérées, mais aussi dans les régions où les milices poursuivaient la lutte de libération nationale et étendre ainsi le pouvoir de démocratie nouvelle (démocratie populaire) Notre propos n'est pas de refaire l'histoire, mais d'analyser l'opportunisme qui a conduit à la liquidation du PCF, qui n'avait pas de stratégie claire pour la prise du pouvoir.

**LE RENFORCEMENT NUMERIQUE DU PCF DU PEUPLE ET L'ELARGISSEMENT DE SA
BASE DE MASSE AUX COUCHES NON OUVRIERES ET NON PROLETARIENNES.**

En dix ans le PCF va se renforcer : dans les départements où la classe ouvrière représente plus de 30% (23 départements), les communistes pour 10.000 habitants passent de 78 à 187 ; dans ceux où la classe ouvrière représente de 25 à 30% (17), ils passent de 59 à 195 ; ceux de 20 à 25% (19) de 19 à 213 et dans ceux de moins 20% de 30 à 220. Ce qui signifie deux choses : le PCF se renforce dans la classe ouvrière et le prolétariat mais moins, proportionnellement, que dans les autres couches du peuple. Cela a des conséquences immédiates sur la stratégie du PCF qui se trouve conforté dans son idée de conquérir le pouvoir en créant un rapport de force lui permettant de s'intégrer et participer directement à la gestion de l'appareil d'Etat bourgeois. Le parlementarisme a été toujours la stratégie principale du PCF pour la conquête pacifique du pouvoir.

Le PCF progresse moins dans les villes à forte concentration ouvrière que dans les autres villes sociologiquement moins homogènes. De 1945 à 1947, le pourcentage de communistes des arrondissements ouvriers diminuent de 18%. Ce n'est pourtant pas encore l'époque où les ouvriers vont être expulsés vers la banlieue. Les cellules d'entreprises augmentent pourtant en quantité entre 1944 et 1947 (passant de 3917 en décembre 1944 à 8752 en décembre 1946). Sous le Front Populaire, 42% des cellules d'entreprise étaient des cellules d'usines, alors qu'en 1946, elles ne représentent que 25% du total. A titre d'exemple, les communistes à Renault-Billancourt ne sont que 8,3% au lieu de 23,3% en 1937. Il y a un changement de la base sociale du PCF. D'ailleurs Marcel Cachin dans ses *Carnets* remarque : **"Le PCF déserte les usines"**.

Une partie importante de la classe ouvrière est désappointée par la politique du PCF, d'autres sont déçus. Les éléments radicaux de la classe ouvrière pensent que le PCF accorde une place trop importante aux autres couches (les classes moyennes) au détriment de la classe ouvrière. Le PCF est ressenti par les communistes les plus radicaux comme privilégiant la nation au détriment de la classe.

Après les destructions en matériel et en hommes à la Libération, la classe ouvrière avait un niveau de vie de seulement 60% celui d'avant-guerre. Mais au printemps 1945, le niveau de vie était remonté à 85%. Après deux ans de gouvernement (SFIO, MRP, PCF), il retombe à 50%. **La "bataille de la production" et le "relevez vos manches" a consolidé le capitalisme mais pas le niveau de vie de la classe ouvrière et des couches populaires.** Malgré les réformes d'après-guerre que nous avons cité, la classe ouvrière est plus pauvre : le ravitaillement est insuffisant, la crise du logement est terrible, en partie due aux destructions de la guerre et de la majorité des logements ouvriers.

Le PCF est pris dans ses propres contradictions. Il se veut unificateur de la nation, mais en aidant l'Etat capitaliste à se consolider il mécontente la classe ouvrière, sème le doute quant à ses capacités révolutionnaires.

LA POLITIQUE DU PCF ENVERS LE MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE

Vis à vis des colonies, l'attitude du parti est paternaliste : « les peuples opprimés ne sont pas mûrs pour la révolution ».

En Mai 1945, il va jusqu'à dénoncer le mouvement algérien après le massacre de Sétif comme hitlérien. Il fera une autocritique tardive, mais le Parti Communiste Algérien (PCA) qui n'a pas dénoncé cette position incroyable, est déconsidéré. Cela va desservir le prolétariat algérien et placer le mouvement paysan sous la direction de la bourgeoisie nationale qui va diriger la lutte de libération nationale. La révolution sans la direction du parti communiste, sera interrompue et retombera sous coupe des impérialistes quand la bourgeoisie nationale édifiera l'Algérie. La nécessaire conquête de la direction du parti communiste est la base de la politique des communistes dans les pays opprimés (voir les écrits de Lénine et de Staline sur la question nationale et coloniale ou ceux de Mao Zedong dans ses écrits sur la Démocratie Nouvelle).

L'attitude du PCF n'est pas étrangère à sa position idéologique et politique envers les peuples opprimés, positions affirmées depuis 1944 où il s'est déclaré favorable au projet de **l'Union française** reconnue par la Constitution de la IVème République. L'Union française est

la conception de De Gaulle pour une forme moderne de colonialisation. Pour le PCF, cette Union française paraissait la "meilleure façon" de démocratiser les pays opprimés et colonisés.

En ce qui concerne l'Indochine, en 1944/45, il se prononce, au nom de la lutte antifasciste, pour une intervention française contre l'occupant japonais. Ce qui est encore une position discutable, puisque l'administration française a été "anéantie" par l'occupant et que la résistance, le **mouvement de libération nationale est exclusivement dirigé par le Parti Communiste Vietnamien**. En toute logique, **c'est la résistance qu'il faut appuyer**, comme le firent les soviétiques dans le cas du mouvement de libération nationale de la Chine, lui aussi principalement dirigé par le PCC...

En Octobre 1945, il est pour des négociations avec le Viêt-minh. Le 23 novembre 1946, les troupes françaises bombardent Haiphong. Elles ne veulent pas de négociations, ni reconnaître le mouvement national, comme en Algérie, alors qu'il y a 5 ministres communistes. Le PCF n'a pas la même attitude qu'en Algérie. Au Vietnam le mouvement est dirigé par les communistes, en Algérie, le mouvement est national. Le PCF qui comptait sur une paix négociée, ne veut pas voir que la bourgeoisie ne quittera pas le Vietnam de son plein gré. En 1947, **il dénonce la poursuite de la guerre mais continue à privilégier la négociation**. Le 20 mars les députés communistes ne votent pas les crédits de guerre, mais le 20 s'abstiennent sur le vote de la question de confiance, mais les ministres du PCF eux la votent pour ne pas rompre l'Unité gouvernementale.

Le 16 Avril 1947, le gouvernement réprime avec une rare violence les indépendantistes de Madagascar. Les ministres communistes quittent le Conseil des ministres.

Le lendemain, le 17 Avril, le B.P. du PCF condamne la politique de l'Union française.

VERS LA GUERRE FROIDE

Truman met en place sa doctrine de "*containment*" de l'avancée communiste en Iran et apporte une aide au gouvernement grec contre la lutte armée dirigée par le Parti Communiste.

Le PCF recule dans la classe ouvrière qui se rebiffe contre sa politique de "*bataille pour la production*" qui lui coûte et ne lui rapporte rien. Les grèves se multiplient : à Renault une grève est lancée par un groupe trotskiste le 25 Avril, la masse suit. 4 jours après, la CGT s'y rallie. Face à l'ampleur du mouvement, les ministres communistes demandent des hausses de salaires. Paul Ramadier, chef du gouvernement, pose la question de confiance. Le PCF la refuse, les ministres communistes sont renvoyés. Pendant ce temps l'AFL/CIO (syndicat américain anticommuniste) aide les anticommunistes au sein de la CGT à préparer la **scission (Force Ouvrière)**. Mais le PCF toujours empêtré dans son idée de prendre le pouvoir par les élections, espère revenir au gouvernement s'affirmer comme un "parti de gouvernement". Le B.P. le 12 Juin 1947 déclare être décidé à apparaître "*dans toutes les interventions (à l'Assemblée nationale comme les meilleurs défenseurs de l'intérêt national) (stabilité du franc, équilibres budgétaires)*". Maurice Thorez réclame dans l'Humanité du 22 septembre "*un gouvernement d'union démocratique dans lequel, le plus grand des partis français*" obtiendrait la place qui lui revient. Le PCF récidive malgré les leçons du Front Populaire et malgré sa participation au gouvernement tripartite dont il a été chassé par la SFIO.

Le PCF, malgré cette politique, a pu engranger une grande sympathie parmi les couches populaires car il a pu faire adopter diverses réformes économiques du programme du CNR, qu'il ne peut consolider puisque celles-ci sont conditionnées à son appui au gouvernement qui en réduit la portée par la hausse des prix. Mais les couches populaires et la classe ouvrière conservent la confiance dans le PCF, **comprenant la stratégie du PCF de prise du pouvoir par la manière pacifique, par la voie des réformes, comme une tactique et non comme la stratégie révisionniste dissimulée du PCF**. Seule une minorité du prolétariat voit la manoeuvre et tente de s'y opposer, mais ils sont mis sur la touche par la direction opportuniste du PCF dès la liquidation des comités populaires et la dissolution des milices patriotiques. Les plus résolus ont caché les armes pour plus tard.

LA CREATION DU KOMINFORM

Du 22 au 28 septembre 1947, se tient en Pologne, la réunion des principaux partis communistes européens. Jdanov présente son rapport sur la nouvelle situation (guerre froide). Il s'en prend à Duclos qui avait présenté un satisfecit de l'action du PCF qui ne fait qu'évoquer *"le glissement à droite"* des socialistes au lieu de dénoncer leur vraie nature de traîtres aux intérêts de la classe ouvrière. La Ligue Communiste yougoslave va plus loin : elle dénonce le PCF et le PCI, incapables de s'emparer du pouvoir, leur légalisme, leur opportunisme, leur parlementarisme. Duclos remercie le Kominform pour avoir montré au PCF *"la nécessité de corriger les fautes et les erreurs dans le travail de notre parti"*.

Le PCF va "rectifier", mais la classe ouvrière n'a plus la confiance qu'elle avait à l'issue de la guerre. Après le passage du PCF au gouvernement, de 1947 à 1957, les effectifs passent de 760.000 à 330.000 (-57%), néanmoins la classe ouvrière représente 40% des militants.

Dans le Parti, la lutte idéologique n'est pas basée sur les principes théoriques mais sur les questions tactiques. Quelle tactique adopter à tel ou tel moment.

L'aile gauche est exclue, souvent ce sont des anciens de la guerre d'Espagne ou de la Résistance, qui savent par expérience que la bourgeoisie ne quittera pas le pouvoir de son plein gré, qu'elle répondra à toute tentative pacifique par la guerre civile, que la résistance à l'occupant et à ses collaborateurs est la voie pour la libération nationale, que rendre les armes, dissoudre les milices patriotiques, les fusionner dans l'armée bourgeoisie, participer au gouvernement, c'est se rendre pieds et poings liés à la bourgeoisie. Lors du XIIème Congrès en 1950, 14 titulaires et 15 suppléants du Comité Central sont écartés (34,5%). Parmi eux des responsables des brigades internationales ou des FTP, Georges Beyer (FTP), Marcel Prenant (FTP), Jean Chaumeil et Henri Gourgeaux (responsables aux cadres - 1942/45), Jean Chaintron, (dirigeant de la zone Sud). Ils sont remplacés par des résistants plus jeunes. Ce qui permet au PCF de faire croire que le parti s'appuie sur la résistance. Cela est possible car la lutte au fond n'est pas idéologique mais est une lutte au sein de l'appareil, il n'y a pas constitution d'une fraction rouge, mais un accommodement avec la direction qui avec des autocritiques formelles parvient à maintenir les liens avec le parti soviétique qui doit s'accommoder du PCF et du PCI, les partis les plus puissants d'occident. Staline tout comme Lénine avant lui, se fait peu d'illusions sur ces deux partis, pour qui les autocritiques ne coûtent pas cher. Comme il n'y a pas de ligne rouge conséquente au sein du PCF et du PCI, le Kominform qui naît va faire avec ce qu'il a. André Marty qui tente de redresser la barre est exclu, accusé de fractionnisme. Quant à Tillon, il fera une autocritique et sera réintégré.

La ligne du PCF devient de plus en plus tortueuse. François Billoux dans *"Les Cahiers du Communisme"* appelle à des actions concrètes contre la bourgeoisie. Le 28 Mai, Ridgway la peste arrive à Paris, des affrontements violents ont lieu. Thorez est gravement malade et est soigné à Moscou. Duclos et Lecoœur prennent les rênes du parti. Ce dernier, jeune ouvrier s'est battu en Espagne et dans la Résistance. Duclos a été arrêté pendant quelques semaines après une provocation suite à la manifestation anti-Ridgway. Lecoœur soutient les peintres réalistes comme **Fougeron** en organisant une exposition **"Aux pays des mines"** au détriment des artistes abstraits comme Picasso.

Le PCF reprend les critiques de Jdanov et dénonce l'impérialisme américain et tous ses alliés, de la SFIO au MRP.

La CGT dénonce le plan Marshall asservissant. L'Humanité appelle à lutter pour des augmentations de 25% et dénonce le gouvernement comme affameur et valet des américains.

Les grèves éclatent à Marseille. Les manifestations sont violentes. Deux jours après, les grévistes sont 40.000. Les grèves s'étendent : dockers, métallurgie, textile, chimie, alimentaire, bâtiment et quelques services publics. Bref la classe ouvrière est à la tête de la lutte. Jules Moch envoie les tanks contre les grévistes. En un an, il y a 3600 grèves, près de 3 millions de grévistes, il y a près de 1400 arrestations, seulement 147 ouvriers sont relaxés. Pendant ce temps, FO affaiblit le mouvement appuyé en sous-main par la SFIO et les américains

En 1948, les luttes se poursuivent. Le 4 Octobre les mineurs se mettent en grève. Robert Lacoste de la SFIO, sanctionne les grévistes. La CGT est pour la grève illimitée, alors que FO et la CFTC sont pour une grève de 48 heures. La tension monte. Le gouvernement socialo-mrp

envoie les blindés, quatre mineurs sont tués. Les décrets Lacoste, sanctionnent les grèves, modifient la Sécurité sociale (déjà). Le PCF rehausse son prestige en partie perdu lors de sa participation au gouvernement.

C'est la classe ouvrière, les métallurgistes, les cheminots "matériel et traction" très mal rémunérés malgré le statut, dockers et mineurs qui sont à la tête des luttes. Bien que la paix sociale ait été restaurée, la bourgeoisie peut continuer à exploiter et opprimer. Mais la classe ouvrière se rebiffe. La IV^{ème} république est déconsidérée et si le PCF la dénonce, cela n'efface pas les erreurs du passé, ni le manque de stratégie claire pour l'avenir, car malgré les multiples trahisons de la SFIO, le PCF va poursuivre à peu près dans la même voie, celle de la recherche de consensus à tout prix avec la SFIO puis maintenant avec le PS sous diverses formes.

Le PCF dénonce l'impérialisme américain, s'oppose à l'intégration de la France dans l'OTAN, dans la CED (Communauté Européenne de Défense). Au Congrès mondial (avril 1949 à Paris) se rallient les combattants de la paix (qui regroupent des intellectuels comme Frédéric Joliot-Curie, l'abbé Boulier, Jean-Paul Sartre...). Le PCF dénonce la "sale guerre" d'Indochine "les atrocités des militaires français". Il organise des rassemblements dans les gares pour empêcher l'envoi de matériels au Vietnam, des sabotages ont lieu, la CGT des dockers empêche l'embarquement de matériel. A Tours, **Raymonde Diem**, qui s'est opposée au départ d'un train de matériel, est condamnée à 9 mois de prison. **Henri Martin**, ancien résistant est condamné à cinq ans de prison pour propagande antimilitariste et sabotage. Le PCF et de nombreux intellectuels et artistes comme Picasso et Jean-Paul Sartre (qui édite un livre chez Gallimard "**L'affaire Henri-Martin**"), font campagne pour sa libération. **Georges Boudarel** rejoint les communistes vietnamiens. En 1950, "**l'appel de Stockholm**" demande "l'interdiction de la bombe atomique", 14 millions de personnes le signe en France.

Sur le Front culturel, le PCF favorise le réalisme socialiste.

Si le PCF perd 370.000 membres de 1946 à 1951, il rassemble 5,5 millions d'électeurs (20,6% des inscrits). Malgré la ligne opportuniste qu'il a déployé après guerre, le rejet par de nombreux communistes de sa participation active au gouvernement de 1945 à 1947, de nombreux militants restent fidèles, d'autant plus que le parti tout en ayant une stratégie fautive empêchant toute prise de pouvoir par le prolétariat, sert de protection sociale et garantit les acquis de 1936 et de 1945, ce qui bien sûr est important pour la classe ouvrière. La classe ouvrière du fait de la reconstruction de l'outil de production industriel passe de 36,5 % en 1936 à 39,9% en 1954, la stabilisation et l'augmentation de la classe ouvrière et sa stabilisation géographique est un facteur important dans la consolidation des implantations du PCF, d'autant plus que la solidarité ouvrière à cette époque est réelle, dans les cités de cheminots, dans les quartiers ouvriers des villes, dans les corons. Le PCF s'oppose à la politique du gouvernement. Il se bat pour la défense du niveau de vie et ceci n'est pas ressenti comme une politique économiste par la classe ouvrière. L'existence et l'extension du camp socialiste conforte la classe ouvrière dans l'idée que répand le PCF : le passage pacifique est possible, puisque le prolétariat international a une base arrière solide et importante (1/3 de la population mondiale). La bourgeoisie est sur le déclin, le prolétariat a le vent en poupe, le camp de la paix se développe, le PCF combatif n'a pas encore renoncé aux principes, y compris d'utiliser le cas échéant la violence révolutionnaire. Il faudra un révélateur, pour que la question de la reconstitution du parti soit remise sur le tapis, comme le fit Lénine, lors de la trahison des dirigeants de la II^{ème} internationale.

LE REVISIONNISME MODERNE

Le 5 mars 1953, Staline meurt. C'est la consternation au sein des partis communistes, dont le PCF. Du 12 au 14 Juillet 1953, les partis du Kominform sont convoqués à Moscou. Les dirigeants du PCUS (Malenkov, Molotov et Khrouchtchev) rencontrent Jacques Duclos pour le PCF et Pietro Secchia pour le PCI. Dans des documents sur la politique internationale du PCUS, la situation économique et politique de l'URSS, l'élimination de Béria, des critiques mesurées sont déjà formulées contre Staline "défauts dans les méthodes de direction",

"déviation de la conscience léniniste de la fonction des hommes éminents dans l'histoire", "culte erroné de la personnalité" et disent qu'il faut "respecter rigoureusement le principe du caractère collectif de la direction dans un parti marxiste-léniniste". Le contenu du rapport Khrouchtchev sera présenté secrètement mais sera livré publiquement grâce aux fuites organisées vers l'Occident qui se charge d'en faire une large propagande. Le PCF ne bouge pas. Il est demandé à Lecoq que le rapport de Duclos soit complet, qu'il révèle le nouveau cours, dont les critiques contre Staline. Mais le PCF ne parle toujours pas des critiques. Il y a silence sur les critiques contre Staline. Par contre à propos de la direction collective, Lecoq est critiqué puis éliminé pour ne pas l'avoir respecté et s'être opposé à Thorez.

En 1955, Khrouchtchev se rend à Belgrade et se réconcilie avec Tito, ce qui est significatif du glissement idéologique du PCUS.

Poursuivons. En 1956 au XXème Congrès du PCUS Khrouchtchev sort le **"rapport secret"**. Le 13 Mars 1956, le B.P. discute du rapport, le reste du parti n'en est pas informé. Le 22 mars au Comité Central, Benoît Frachon, Maurice Krieger-Valrimont, et d'autres critiquent Staline, **la résolution finale reprend les critiques sur Staline**. Duclos tempère la critique en rappelant le *"rôle et mérites de Staline"*

Fin Juin, une délégation du PCF composée de Rochet, Servin, Fajon est envoyée en URSS et revient avec une résolution du C.C. du PCUS datée du 30 Juin *"Du dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences"*. Ce texte critique Staline mais essaie d'atténuer les contradictions que le rapport Khrouchtchev a provoqué au sein des partis communistes et le la vague anticomuniste qu'il a déclenché : Staline est *"un grand théoricien et organisateur"* malgré des *"abus de pouvoir, qui n'ont pas détourné le parti de sa juste cause, ni remis en cause la validité du régime socialiste"*. Le PCF est satisfait parce que cette déclaration *"donne une analyse approfondie et pleinement satisfaisante de l'ensemble des conditions dans lesquelles le culte de la personnalité de Staline a pu se développer"*. Le rapport qui a semé le trouble, permet au PC polonais de déstaliniser son propre parti et de remettre en selle Gomulka considéré comme droitier, pendant que la contre-révolution qui a réussi à se regrouper autour du cercle Petöfi, déclenche une insurrection soutenue par les impérialistes. En Hongrie le rapport Khrouchtchev qui a déjà semé le trouble, l'accentue par l'intervention des troupes conjointes des forces du pacte de Varsovie, soviétiques en tête. Il y a une vague de protestation parmi les intellectuels. Fin novembre 1956, Thorez explique *"le contenu des formes n'a rien à voir avec le contenu de la dictature du prolétariat"*. *"Ce contenu est obligatoirement commun...son modèle a été et reste fourni par la Révolution d'Octobre..."*.

Du 16 au 19 novembre 1957, à Moscou se réunit la conférence mondiale des 68 partis communistes, c'est la première conférence depuis la dissolution du Kominform. Un **"manifeste pour la paix est adopté"**. Deux thèses apparaissent. Mao Zedong souligne la **"supériorité du régime socialiste"**, le recours à la violence pour **"instaurer le socialisme"**, alors que les soviétiques prônent la voie pacifique. Mao dit qu'il faut mener une lutte résolue contre l'impérialisme, que **"ce qui est déterminant ce sont les hommes et non les armes"**, qu'il ne faut pas craindre la bombe atomique, que l'impérialisme américain est **"un tigre de papier"**. Sur le fond il y a désaccord, mais un compromis est adopté, la voie pacifique et la voie violente sont les deux voies possibles.

LA GUERRE D'ALGERIE

Le PCF était pour l'Union Française, pour étendre la démocratie aux colonies. Comme nous l'avons vu, en 1945, il avait adopté une attitude réactionnaire lors des événements de Sétif (50.000 morts). Le PC Algérien suivi le PCF, ce qui déconsidéra le PCF et le PCA bien que le PCF ait fait par la suite une autocritique, n'empêche que sa position relevait du chauvinisme et d'une position pro-impérialiste, colonialiste de fait.

En 1936, Thorez déclarait que l'Algérie était *"une nation en formation"* et non pas *"une nation opprimée"* colonisée, alors qu'il y avait un statut de colonat.

En 1947, il est pour l'instauration de *"l'Union française, pour un contrat d'association avec la France."*

Bien que dès 1955, le PCF dénonce la torture, l'interdiction du PCA, bien qu'il s'oppose en 1955 à l'envoi du contingent. En mars 56 il vote les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet car il recherche encore une fois l'Union au sommet avec les socialistes. Décidément la ligne opportuniste d'union ou de recherche d'union avec les socialistes se poursuit malgré les coups que la SFIO porte au PCF. Le PCF voyant les limites de la recherche de l'union et devant le mécontentement populaire, organise des manifestations d'appelés et reconnaît le *"fait national algérien"*. Ce qui est en contradiction avec la thèse sur *"La nation en formation"*. La répression s'abat, des militants sont lourdement condamnés. Henri Alleg est torturé. Le PCF reste prudent et ne dénonce pas directement le colonialisme. Des militants du PCA mécontents de cette prudence rejoignent ou aident le FLN comme l'aspirant Maillot, Maurice Laban, et Fernand Yveton qui y laissent leur vie. Des intellectuels, des jeunes communistes trouvent que le PCF est timoré. Les mouvements de libération nationale critiquent les positions du PCF. Le réseau Jeanson issu de la gauche chrétienne organise un réseau de soutien au FLN : *"les porteurs de valises"*.

Le 13/14 Mai 1958, le PCF dénonce *"le coup de force fasciste"* d'Alger, s'oppose au retour de De Gaulle, *"barrer la route à De Gaulle et à la dictature militaire et fasciste"*. Le 28 Mai a lieu à Paris la grande manifestation de la gauche. Mais en Juin, De Gaulle est investi par la chambre des députés, le référendum sur la constitution de la Vème république recueille 79% des suffrages. Aux élections législatives le PCF n'a plus que 14,3% des inscrits. Il a perdu 1.6 million de voix.

Deux points de vue s'affrontent : l'un celui de Thorez, pour qui l'impérialisme américain est le *"super-impérialisme"* et l'impérialisme français personnifié par De Gaulle représentant les intérêts du capital cosmopolite des monopoles et celui de Casanova-Servin pour qui un impérialisme français émerge et entre en lutte avec l'impérialisme américain.

Le premier, celui de Thorez est en contradiction avec le marxisme-léninisme, *"l'impérialisme stade suprême du capitalisme"*, où est montré le caractère absolu de la concurrence entre impérialistes dont la crise se résout en dernier ressort par une guerre inter-impérialistes pour un nouveau repartage du monde. Quant à l'entente entre impérialismes elle est relative, temporaire. Le premier point de vue est du kautskisme. En filigrane se dessine la théorie du super-impérialisme. Du coup De Gaulle représentant des monopoles internationaux devient un vendeur de patrie au détriment du prolétariat mais aussi de la bourgeoisie française. Il faut combattre les représentants des monopoles, mais pas la bourgeoisie française en tant que telle.

Le second point de vue, au moins sur cette question, remet la question théorique sur les rails : il faut combattre De Gaulle en tant que représentant de la bourgeoisie impérialiste de France. Bien sûr la stratégie pour la prise du pouvoir, le programme du parti pour la révolution doivent être en corrélation avec la lutte contre l'impérialisme ici et par rapport aux colonies et la continuation de la colonisation sous d'autres formes.

Ces deux points de vue, comme nous venons de le dire vont faire éclater des contradictions par rapport à la guerre d'Algérie. Le P."C".F. après le discours de De Gaulle sur le droit des Algériens à l'autodétermination après référendum, *"après pacification"*, continue à avancer son mot d'ordre pacifiste de *"Paix en Algérie"* et refuse d'aider directement le FLN, et d'autoriser les J.C à participer aux discussions entre l'UNEF et l'UGEMA (algérienne), qui aboutissent à une déclaration commune pour l'*indépendance de l'Algérie* et de soutenir le droit à l'*insoumission (manifeste des 121 personnalités)*.

Le PCF s'associe malgré tout à toutes les initiatives de protestation contre l'O.A.S., à la manifestation unitaire de la gauche où la police dirigée par Papon (qui sera condamné pour crimes contre l'humanité dans les années 90), sous les ordres du pouvoir gaulliste va tuer huit manifestants, sans compter les blessés.

Le référendum d'octobre 1962 en faveur de l'indépendance est approuvé. Le P."C".F. se rapproche alors de la SFIO, qui entre en concurrence avec De Gaulle pour la gestion des affaires de la bourgeoisie française. Le PCF obtient des désistements et passe de 10 à 41 députés au scrutin majoritaire.

En 1959, Khrouchtchev promet le communisme en URSS pour les années 80 (on sait ce qu'il va advenir du socialisme en URSS dans ces années là). On ne parle plus du XXème Congrès. Du 10 novembre au 3 décembre 1960, se tient à Moscou, une autre conférence mondiale regroupant 81 partis. Le Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie remettent en cause la coexistence pacifique et la possibilité du passage pacifique au socialisme. Thorez joue les médiateurs et obtient un compromis dans lequel est évoqué la possibilité mais pas la nécessité d'une éventuelle "voie pacifique" au socialisme. Mais au XXIIème Congrès, Khrouchtchev fait enlever le corps de Staline du mausolée et poursuit des attaques de plus en plus virulentes contre Staline : *"répressions arbitraires et massives", "fautes graves", "crimes"*. Le P."C".F. approuve. Waldeck-Rochet profite de la situation pour mener une attaque voilée contre la dictature du prolétariat tout en affirmant sa nécessité mais il faut qu'elle prenne *"des formes moins violentes et de courte durée"*. A ce Congrès le PCUS attaque violemment le Parti du Travail d'Albanie. Le PCC défend le PTA. Le conflit entre le PCC et le PCUS devient public. Le P."C".F. s'attaque alors au PCC affirmant qu' *"il combattrait sans répit le danger du dogmatisme et du sectarisme devenu le danger essentiel du mouvement communiste international"*. Le PCC répondra par *"la lettre en 25 points"* au PCUS et par une brochure *"lettres aux camarades Thorez et Togliatti"*. Thorez poursuit ses attaques contre le PCC ce qu'il lui permet de paraître comme le champion pour l'Unité du Mouvement Communiste International et d'accuser le PCC de saboter cette unité. Cela lui permet de critiquer Staline et d'éliminer ses opposants qui vont trop loin dans ce sens, ce qui risque de semer le trouble, d'autant plus que l'UEC est traversée de courants contradictoires, trotskistes, prochinois, guévaristes... Maurice Krigel-Valrimont, Jean Pierre Vigier, Casanova, Philippe Robrieux, etc. sont exclus. Ces derniers sont des droitiers au sein du camp révisionniste. **Thorez est le chef de file des révisionnistes occidentaux, après avoir développé pendant des décennies une politique opportuniste oscillante** qui se révélera au grand jour quand chacun sera sommé de prendre position sur les questions de principe opposant les marxistes-léninistes et les révisionnistes cachés et tous les opportunistes.

Ces événements internationaux renforceront l'ancienne ligne opportuniste, devenue ouvertement révisionniste du P."C".F. qui n'avait jamais renoncé à sa démarche d'Union au sommet avec la social-démocratie.

Depuis 1952, c'est à dire avant la mort de Staline, diverses publications clandestines ont vu le jour, dont *Tribune du Communisme* qui sera à l'origine de la fondation du P.S.U en 1960. Certains des opposants évoquent deux tendances au sein de la bourgeoisie impérialiste, l'une "nationale" l'autre "cosmopolite", ce qui veut dire qu'il pourrait y avoir une alliance avec une partie de la bourgeoisie. Pour autant il n'y a pas divergences de fond entre ces premiers et Thorez, qui lui dénonce la politique du gouvernement comme une politique au service des monopoles cosmopolites à dominante américaine, ce qui conduit à soutenir et à préconiser l'alliance avec toutes les couches de la bourgeoisie non-cosmopolite et à tomber dans le chauvinisme, qui consistera à mettre en avant le slogan *"Produisons français"*.

La relance de l'Union de la gauche est perçue par la classe ouvrière et plus largement par les couches populaires comme un moyen de réaliser l'Unité pour améliorer ses conditions économiques. En l'absence de perspectives révolutionnaires, la classe ouvrière pense que c'est le moindre mal, mais l'expérience historique montre qu'il est difficile de maintenir les acquis gagnés par la lutte quand la bourgeoisie voit ses intérêts vitaux plus ou moins menacés car aussitôt qu'est rétabli la paix sociale, alors la bourgeoisie utilise tous les moyens, astuces pour récupérer ce qu'elle a dû concéder. C'est pourquoi en mars 1964, aux cantonales, en raison du renouveau de la politique unitaire, les résultats électoraux sont en hausse. D'autant plus que le P."C".F. a soutenu la grande grève des mineurs du 1er mars au 5 avril 1963.

En 1961, Waldeck-Rochet devient secrétaire adjoint. Après l'élection du pape Jean-Paul II, Roger Garaudy relance le dialogue avec les chrétiens. En 1962, Louis Aragon, Pierre Hentgès, et Antoine Vitez, publient une version révisée par Khrouchtchev de l'Histoire du PCUS (cartonnée bleue). Pierre Daix préface la première édition d'une journée d'Ivan Denissovitch d'Alexandre Soljénitsine, André Stil en fait une critique élogieuse dans *l'Humanité*. Les tenants du réalisme socialiste se mettent au service de la réaction la plus noire.

Tous ces faits, attaques contre Staline, dialogue avec les chrétiens, union avec la social-démocratie, soutien à la littérature anticommuniste, affirmation du passage pacifique au socialisme, attaques contre les principes marxistes-léninistes, attaques contre le PCC, annoncent la liquidation complète des principes concrétisant, une ligne flottant entre des positions justes et des positions opportunistes, des autocritiques formelles à répétition, sans un mouvement de rectification réel et complet.

Le 11 juillet 1964, Thorez meurt. Lors du XVIIème Congrès, Waldeck-Rochet avait relancé l'union de la gauche : *"Si communistes, socialistes, syndicalistes et autres démocrates sont d'accord sur ces objectifs essentiels, pourquoi ne s'entendraient-ils pas sur la base d'un programme commun, y compris pour la future élection présidentielle"*. Pour les élections municipales de mars 1965, des accords unitaires sont passés entre la SFIO et le P."C".F. Sans négocier, en septembre, le P."C".F décide de soutenir Mitterrand sans aucun accord de programme commun, alors que Mitterrand prépare le futur en créant la FDGS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste). Mitterrand est battu.

Le P."C".F. ne parie que de **programme commun**. Le P."C".F signe avec la FGDS un accord électoral pour les législatives de mars 1967. Le groupe communiste passe de 41 à 73 élus. Les discussions sont interrompues par les événements de mai 1968.

En mars 1965, le VIIIème Congrès, la direction Catala/Hermier a la majorité, les "italiens" quittent le P."C".F. (révisionnistes contre révisionnistes, ils appuieront Hue, comme Roland Castro, ou le P.S. comme Bernard Kouchner). Quelques mois plus tard, l'opposition trotskiste (Krivine) est exclue car elle ne veut pas soutenir Mitterrand, pendant qu'à la rue d'Ulm, autour d'Althusser, une école pour *"relire Marx"* se met en place. Elle va donner naissance à la création de l'UJC-ML (Union de la Jeunesse Communiste marxiste-léniniste) qui se réclame de Mao Zedong. Au sein du P."C".F deux lignes s'affrontent : Garaudy défend un marxisme humaniste, Althusser semble défendre le marxisme, Lucien Sève a une position centrisme. Louis Aragon qui préside le Comité central, ne tranche pas... Les marxistes-léninistes quittent l'U.E.C et s'éloignent d'Althusser. L' E.C.C rompt avec le "réalisme socialiste" déjà bien malmené et prend position pour la libre création, c'est à dire consacre la domination idéologique dans les arts. En matière économique, les économistes révisionnistes défendent l'idée que par une large alliance autour de la classe ouvrière, sans briser l'appareil d'Etat, sans révolution, on pourrait par la voie pacifique soustraire l'Etat à l'emprise des monopoles, les nationalisations seraient la panacée universelle. Le P."C".F fait fi de l'analyse de Lénine sur les "nationalisations en régime capitaliste".

La notion de **"nouvelles classes moyennes"** est avancée par le PCF. Les études consacrées aux cadres, techniciens de l'industrie se multiplient. Selon Serge Laurent de la revue *"Economie politique"* : ***"font partie de la classe ouvrière non seulement les prolétaires des champs, des usines et des chantiers qui en forment le coeur, mais aussi l'ensemble des travailleurs dont l'activité est créatrice de plus-value - intervenant dans la préparation du travail industriel (techniciennes ingénieurs de fabrication, dessinateurs, employés de services de planning et centre de calcul, ou travailleurs des transports et télécommunications, conditionneuses, emballeurs etc..)"***, ainsi sont assimilés à la classe ouvrière, des catégories qui n'ont rien à voir avec elle. L'auteur confond intentionnellement prolétariat et classe ouvrière, car peuvent faire partie du prolétariat, les diverses couches énoncées, mais pas la classe ouvrière qui est le noyau du prolétariat. Le but est de noyer la classe ouvrière dans un conglomérat. Cette théorie sera poussée encore plus loin par les révisionnistes au sein de la CGT, qui élargiront l'éventail à tous les salariés, les mettant sur le même plan. Ils défendront et défendent toujours les augmentations de salaires au pourcentage et non sur la base d'augmentations égales pour tous, afin de réduire l'écart entre les salaires les plus bas et les plus hauts, "les ciseaux". **Avec une telle politique, la composition organique du PCF se modifie au profit des cadres, techniciens et autres couches au détriment de la classe ouvrière proprement dite.** La composition du PCF est le reflet de la société, du moins sa partie salariée, à laquelle s'ajoute des éléments des couches non-prolétariennes, bien que les délégués d'origine ouvrière soient souvent coupés de la classe, ils sont permanents total ou partiel. Une bonne partie fait partie de la couche supérieure

du prolétariat, l'aristocratie ouvrière qui vit de sinécures. Ces couches ont intérêt à minimiser le rôle de la classe ouvrière, mettre l'accent sur sa "transformation", etc.

1968 - LE REVISIONNISME FACE AU MOUVEMENT DE CONTESTATION

Le Parti communiste en France a été marqué dès sa naissance par l'opportunisme de la IIème Internationale. Lénine imposera des conditions à tous les partis pour qu'ils s'en démarquent en théorie et en pratique, mais dans les pays impérialistes où les couches supérieures du prolétariat reçoivent une partie de la plus-value issue du pillage des colonies et des pays dominés par les puissances impérialistes, la lutte contre l'opportunisme est constante. De 1920 à 1960, le PCF a eu une politique opportuniste qui était tempérée par l'Internationale. En plusieurs occasions les positions révolutionnaires ont pris le pas sur les positions opportunistes, pendant la période "classes contre classes et la prolétarisation du parti" pendant "la période où de nombreux communistes se sont engagés dans les brigades internationales" mais dans le même temps sur le plan intérieur, le PCF ne développait pas une politique réellement antifasciste dans le front populaire (armement du prolétariat, harcèlement continu de l'Etat bourgeois, bref une guerre populaire). Il y eu des flottements au moment de la déclaration de guerre et l'entrée en résistance. La stratégie initiale du PCF dans la Résistance était juste, puis il a privilégié l'alliance avec une partie de la bourgeoisie impérialiste (De Gaulle) et a accepté de se mettre sous sa direction, puis a rendu les armes, accepté de dissoudre les milices patriotiques et intégrer les FTP dans l'armée régulière, cogérer la reconstruction du pays etc. On peut dire qu'à chaque fois que le PCF avait une chance de prendre le pouvoir, il a reculé, car il n'avait pas une stratégie claire pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

En fait il a toujours privilégié la **voie parlementaire**, sauf pendant la période de la Résistance et pour cause. Il n'a pas su mettre en place un gouvernement véritablement populaire, c'est à dire un gouvernement qui démantèle l'Etat bourgeois et instaure la dictature du prolétariat, un Etat qui se donne les moyens de défendre son programme social, en possédant une armée populaire (rouge), une milice populaire et les appareils administratifs populaires. Pourtant ceux-ci existaient à la fin de la guerre, **au lieu de les développer, le PCF les a dissous**. Le révisionnisme ouvert n'a été effectif que dans les années soixante, bien qu'il ait été annoncé par Khrouchtchev en 1956. Le PCF, qui n'attendait que l'occasion de faire entériner sa position révisionniste du passage pacifique par la voie parlementaire, s'est alors engouffré dans la brèche. En Mai 1968, ses positions révisionnistes vont apparaître en pleine lumière. Il va s'opposer à une issue révolutionnaire, va liquider le mouvement de contestation pour reprendre la route tranquille et sans autre issue pour le prolétariat que la voie parlementaire.

EN 1968, la lutte contre le révisionnisme était ouverte depuis le XXème Congrès du PCUS. A partir des années soixante, contre le révisionnisme du P."C".F. vont naître les partis et organisations marxistes-léninistes et maoïstes et relancer le trotskisme, l'anarchisme et l'opportunisme de gauche, comme le P.S.U.

A la politique du P."C".F pendant la guerre d'Algérie, la politique sans principe d'union de la gauche, le mot d'ordre conciliateur de "Paix au Vietnam", l'extrême gauche oppose le mot d'ordre **"F.L.N vaincra"**. A la politique de coexistence pacifique avec le système impérialiste et de passage pacifique au socialisme du P."C".F., ces partis et groupes opposent la lutte intransigeante contre l'impérialisme, l'appui aux mouvements de libération nationale armés et la voie révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie, l'utilisation de la violence révolutionnaire opposée à la violence réactionnaire. Ils entretiennent l'agitation dans les Universités, y gagnent une minorité agissante et éveillent une large sympathie parmi les étudiants... L'U.E.C est très affaiblie du fait des exclusions, des purges, des dissidences. Les révisionnistes ont perdu le contrôle de SNE-Sup dirigé par Alain Gelsmar, un ancien des Etudiants socialistes unifiés (liés au PSU), qui sera un des leaders de 68 et un des initiateurs de la Gauche Prolétarienne.

Le 26 avril, Pierre Juquin membre du C.C. du P"C"F est empêché de tenir une réunion à la faculté de Nanterre... Le 3 mai, le jour même où la police pénètre dans la Sorbonne, le futur

secrétaire du parti révisionniste Georges Marchais, le **liquidateur de la dictature du prolétariat** s'en prend à *"l'anarchiste allemand Cohn-Bendit"*, et à ces *"pseudo-révolutionnaires" "fils de grands bourgeois"*, qui *"objectivement servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes"*. C'est la **théorie du complot**, au lieu d'appuyer le mouvement étudiant, de se porter à sa tête, le parti révisionniste l'attaque sous le fallacieux prétexte que le pouvoir tendrait un piège au PCF. En réalité le PCF se détruit lui-même. Si mai 1968 annonce l'approfondissement de la crise du capitalisme, son agonie malgré des sursauts de bête blessée, se dessine également la lente agonie du révisionnisme et annonce la renaissance du mouvement révolutionnaire, du mouvement communiste, malgré la cascade de liquidations qui suivront 1968.

Mais le parti révisionniste est plein de roueries et va tenter de récupérer le mouvement dans un premier temps, qui se durcit et s'élargit face à la répression. Le 7 mai, le secrétariat du B.P. qualifie de *"légitime"* le mouvement mais dénonce *"les agissements aventuristes"*. Le 11 mai, après la **nuît des barricades**, le parti révisionniste condamne la répression policière appelle les travailleurs *"à élever dès ce jour une vigoureuse protestation et à renforcer leur union pour... les libertés syndicales et politiques"*. Les organisations syndicales appellent à la grève générale pour le 13 Mai appuyée par le P."C".F. La manifestation est massive. Le P."C".F. rectifie en apparence. Il voit *"une affirmation de solidarité avec les étudiants, l'exigence d'une université démocratique et moderne, la volonté de faire aboutir les revendications pressantes du monde du travail et au-delà d'en finir avec le pouvoir gaulliste et d'instaurer dans les meilleurs délais une démocratie ouvrant la voie au socialisme"*. C'est exactement la voie révisionniste du passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire. Dès le 18 mai, Waldeck-Rochet déclare : *"il est temps de prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique"*, *"d'un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme"*. Il appelle à la constitution de *"comités pour un gouvernement populaire d'union démocratique"*. Mais comment conquérir le pouvoir contre les forces armées de la bourgeoisie, le parti révisionniste n'en souffle mot. Il s'y oppose, poursuit ses attaques contre l'extrême gauche, *"la lie"*, alors que le ministre de l'Intérieur parle de *"pègre"* et De Gaulle de *"chienlit"*... Pendant ce temps des négociations sont engagées entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, mais les accords sont rejetés par les ouvriers de Renault. Pendant ce temps, la social-démocratie tente de récupérer pour son propre compte le mouvement : Mendès-France à Chariéty, puis Mitterrand qui annonce sa candidature à l'élection présidentielle, déjà débordée par la gauche radicale étudiante et syndicale. Le parti révisionniste est doublé sur sa droite par la social-démocratie. Il y a 10 millions de grévistes. Malgré le vide du pouvoir, De Gaulle est parti en Allemagne et une manifestation massive de la CGT se tient le 29 mai. Le parti révisionniste, justement parce qu'il est révisionniste, refuse de profiter de la situation. De Gaulle se ressaisit devant l'inertie du parti révisionniste. Le 30 mai, De Gaulle est de retour. Il dissout l'Assemblée nationale, annonce de nouvelles élections, redynamise la droite qui défile sur les Champs-Élysées (1 million de personnes). Les élections vont porter la droite au pouvoir.

36 membres du P."C".F. dont Hélène Parmelin, Edouard Pignon, Jean Bouvier, Jean Chesneau, Madeleine Reberieux, Albert Soboul, Jean Pierre Vernant etc.. affirment leur solidarité avec le mouvement étudiant. Pour le P."C".F, il n'y a pas eu de printemps révolutionnaire. Le pouvoir n'était pas vacant et disposait des moyens de répression, parce que la classe ouvrière n'était pas prête à dépasser ses revendications économiques et ses formes de lutte, parce qu'il n'existait pas les conditions d'une alliance des forces de gauche nécessaire et indispensable. **Le pouvoir détenait les forces de répression, mais qu'avait fait le P."C".F en prévision d'une crise révolutionnaire ? Rien pour préparer le prolétariat à cette éventualité, car sa ligne n'est pas de détruire l'appareil d'Etat bourgeois et construire le sien propre, au cours d'une guerre prolongée, c'est à dire militariser le parti. Le pouvoir a été vacant au moins pendant 24 heures mais le P."C".F. n'avait pas l'intention de le prendre par la voie révolutionnaire, mais par les élections avec la social-démocratie, par la voie pacifique. Là est le problème. Sans cette préparation idéologique, politique et militaire, que le prolétariat ne soit pas prêt n'est pas étonnant. C'est le parti révisionniste qui en est responsable et non le prolétariat, d'autant plus que le P."C".F et la CGT ont**

freiné, calomnié, empêché la jonction du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier en grève.

D'ailleurs le parti révisionniste en 30 ans va décliner au point de devenir un second parti social-démocrate

LE PRINTEMPS DE PRAGUE

En Janvier 1968, Dubcek est nommé secrétaire du P.C. tchécoslovaque, il veut un *"socialisme à visage humain"*, c'est le *"printemps de Prague"*. Waldeck-Rochet le 18,19 Avril déclare *"de grands succès dans l'application de leur programme visant à l'épanouissement du socialisme"* et rappelle *"le droit de chaque parti communiste de déterminer sa propre politique en fonction de la situation et des conditions concrètes du pays concerné"*. Le 21 Août 1968, les troupes du pacte de Varsovie, sauf les roumains, entrent en Tchécoslovaquie. Le PCF exprime *"sa surprise et sa réprobation"* puis *"sa désapprobation"*.

L'intervention en Tchécoslovaquie aggrave la situation du P."C".F. qui a déjà subi une défaite électorale cuisante en Juin 1968, qui est dénoncé par les révolutionnaires marxistes-léninistes et maoïstes comme liquidateur et traître à la classe ouvrière et parti dirigé par les renégats révisionnistes. *"Les Lettres françaises"* soutiennent pêle-mêle les intellectuels tchèques, et défendent le livre d'Arthur London *"L'aveu"*, ce qui renforce l'anticommunisme et l'antistalinisme trotskiste. Les pays socialistes ne financent plus, le P."C".F non plus. Le journal disparaît. *"Démocratie Nouvelle"* est suspendu. Une nouvelle revue regroupant communistes et non-communistes est créée : *"Politique aujourd'hui"*, condamnée par le P."C".F... Il y a une nouvelle vague de départ ou d'exclusion (Jean Bouvier, Victor Leduc, Paul Noirôt, Madeleine Rébérioux, Jean Pierre Vemant, puis Roger Garaudy). Tous contestent la ligne du P."C".F... Ils le critiquent non pour sa révision du marxisme mais pour son manque de démocratie humaniste.

Du 5 au 17 Juin 1969, 75 partis révisionnistes se réunissent à Moscou. Waldek-Rochet est gravement malade, Marchais le remplace.

En mai 1968, le P."C".F. a été fortement contesté, ce qui ne l'empêche pas en 1969 d'augmenter ses effectifs de 8,5% (30000 adhérents de plus). Malgré la défaite électorale de Juin, le P."C".F. progresse. Cela s'explique par le fait que si la Révolution n'a pas eu lieu, les accords de Grenelle ont apporté dans l'immédiat des acquis nouveaux, comme le droit de vote des immigrés, quatre semaines de vacances, et des augmentations de salaires substantielles. L'autorité de l'Etat a été mise à mal. De Gaulle a démissionné suite à l'échec du référendum sur la régionalisation. Le P."C".F. propose une candidature unique de la gauche à la SFIO, sur la base d'un programme commun. La SFIO refuse. Duclos obtient 21,5% des suffrages exprimés. Si les gains électoraux touchent la province, 500.000 voix sont perdues dans les bastions ouvriers de la région parisienne, ce qui est significatif après les événements de mai 1968.

LA PERIODE MARCHAIS

Georges Marchais poursuit la politique de conquête pacifique du pouvoir par l'Union de la Gauche sur la base d'un Programme Commun et d'accords de désistement entre le P."C".F et la SFIO qui permettent aux deux formations de progresser.

En Juin 1971 à Epinay, le Parti Socialiste est fondé, Mitterrand en devient le 1er secrétaire.

Le 9 Octobre le C.C. du P."C".F. adopte un programme *"Changer de cap, programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire"*, *"scrutin proportionnel, réduction des pouvoirs du président élu au suffrage universel, gestion démocratique des entreprises, renoncement à la défense nucléaire, sortie du Pacte Atlantique, démocratie nouvelle comme étape vers le socialisme"*. Deux mois plus tard, le P.S. et le P."C".F. signent un programme commun. François Mitterrand annonce la couleur devant l'Internationale socialiste le 27 Juin 1972, *"prendre 3 millions de voix aux communistes et prendre le pouvoir"*. Marchais

s'enfonce encore plus dans le révisionnisme. Il publie *"Le défi démocratique"*. La différence idéologique avec le P.S. s'estompe, ce qui se remarque dans les résultats électoraux. Aux élections législatives du 28 Juillet 1972, le P."C".F. recule puis recule de nouveau aux cantonales de septembre 1973. En 74, Giscard bat Mitterrand de 340.000 voix. Le P.S. continue de progresser. En Janvier, Marchais renie ouvertement le marxisme en renonçant au principe de **dictature du prolétariat**, ce qui déclenche le trouble dans les rangs du parti révisionniste. C'était pourtant la logique du parti révisionniste d'officialiser sa ligne de passage pacifique par cet abandon. Marchais au XXIIème Congrès après avoir renoncé en théorie à la dictature du prolétariat, propose un *"nouveau"* concept *"le socialisme aux couleurs de la France"* qui est en fait la conquête pacifique par la voie électoraliste avec les sociaux-démocrates. Pour tromper son monde, il affirme toujours le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

En 1977, le P."C".F. avec le P.S. propose des listes uniques. Cette tactique permet sur le plan électoral au P."C".F. de gérer plus de 250 villes dont 71 de plus de 30.000 habitants, un millier de villages et de participer à la gestion avec le P.S. dans de nombreuses autres villes et villages. Sur le plan électoral c'est un succès, mais comme une hirondelle ne fait pas le printemps, les résultats électoraux ne sont pas la Révolution, celle-ci dépend d'un autre type de stratégie.

Pour autant le programme commun n'est pas encore au point. Les négociations sont rompues en septembre 77. Marchais reprend à son compte le concept révisionniste d'eurocommunisme. Le P."C".F. n'attaque jamais la politique social-impérialiste de l'U.R.S.S., bien qu'il critique le régime soviétique lui-même. Il ne peut évidemment le faire, car s'il admet que l'URSS n'est plus socialiste, il devra dénoncer le révisionnisme. Comment le faire sans se démasquer soi-même, car il faudrait bien alors parler du non respect des principes, entre autre **le concept d'Etat du peuple tout entier** et non plus la dictature du prolétariat, impossible bien sûr quand soi-même on a renoncé à la dictature du prolétariat. En mars 1977 à Madrid a lieu une rencontre Beriinguer-Carrillo-Marchais pour concilier *"démocratie bourgeoise (en général) et communisme"*.

1974, DEBUT DE LA CRISE ECONOMIQUE

La décision de L'OPEP d'augmenter le prix du pétrole, puis la fin de la parité de l'or avec le dollar qui de fait lui est substitué afin d'exporter le déficit américain, va déclencher le chômage, la fermeture d'usines et entraîner la restructuration de l'appareil de production capitaliste. Cela va engendrer le mécontentement populaire et du coup donner un coup de pouce à la gauche et particulièrement au P.S. et à son chef de file Mitterrand. Au niveau International, en 1975, les américains devront partir, les troupes de Lon Nol seront écrasées au Cambodge ; au Portugal c'est la révolution des oeillets, les colonies portugaises (Angola, Guinée Bissau, Cap Vert, Mozambique) où se déroulaient des guerres de libération nationale deviennent indépendantes. Une seule ombre au tableau qui montre d'une façon dramatique les conséquences des illusions du passage pacifique, le Chili où Allende est assassiné ainsi que des milliers de révolutionnaires et de démocrates. Mais le P.S. et le P."C".F. n'en ont cure et poursuivent la voie parlementaire.

Le P."C".F. opte pour un nouveau style : "assemblées-débats" en place de meetings. En 1974 les réunions internes du parti sont ouvertes, c'est "le Parti à coeur ouvert". La conquête de villes où domine la petite bourgeoisie, la concurrence entre le P.S. et le P."C".F. Ces municipalités gèrent et s'occupent peu des relations avec la direction du parti. Les militants ouvriers représentent 45% des effectifs (57% dix ans auparavant), les employés, les cadres et ingénieurs 45% (au lieu de 27,6%). Les cellules d'entreprise ne représentent que 36% du total, seul 1 communiste sur 5 milite sur son lieu de travail. Le P.S. monte, une partie des classes moyennes le rejoignent après 1977. En 1978, la gauche subi un échec. Le P."C".F. doit revoir sa stratégie. Ce n'est pas lutte de deux lignes mais la lutte des différentes coteries contre la direction qui ne respecte pas la démocratie interne, le mode de fonctionnement...C'est la guerre ouverte dans les comités de rédaction, où les différents courants révisionnistes s'étripent. A *"La Nouvelle Critique"*, *"France Nouvelle"*, *"La Marseillaise"*, *"Action"*, *"le CERM"*, *"les Editions*

Sociales... les pages des journaux bourgeois leurs sont ouverts : *"Le Monde"*, *"Le Matin"*, *"Le Nouvel Observateur"*, *"L'Express"*, *"Politique Hebdo"*, *"Témoignage Chrétien"*, *"Rouge"*. Les éditeurs se mettent au service des contestataires révisionnistes comme *"le Seuil"*, *"la Découverte"* qui lancent des éditions spéciales dirigées par Antoine Spire, Gérard Molina, Yves Vargas. Il se forme deux courants au sein des contestataires du P."C".F. : un groupe avec Ellenstein, Antoine Spire, Jean Rony, Maurice Goldring, qui sont pour l'eurocommunisme et un autre groupe avec Christine Buci-Glucksmann de la revue *"Dialectiques"*, Yves Roucoule, défendent une problématique révolutionnaire avec des références à Gramsci. Les althusseriens (avec Balibar, Labica, Guy Bois, Gérard Molina, Yves Vargas) veulent un "retour" aux sources du "léninisme". AU XXIIIème Congrès le ménage est fait. Au CERM et à l'Institut Maurice Thorez, les dirigeants sont écartés. Francette Lazard prend la direction. Le ménage continue, *"La Nouvelle Critique"* et *"France Nouvelle"* sont remplacées par *"Révolution"*. Les contestataires quittent le P."C" ou sont exclus (Ellenstein). A la fédération de Paris, 31.000 (48%) sont des cadres moyens, supérieurs, ou de profession libérale et 40% ont fait des études supérieures. Le P.S. passe devant le P."C" à Paris. Fiszbín démissionne de la fédération de Paris, puis est exclu. Le P."C" a perdu 4.000 adhérents. Certes il y a une lutte au sein du P."C" entre la ligne "ouvriériste du C.C." et la "ligne petite bourgeoise de la fédé de Paris", pour autant ce n'est pas la lutte de deux lignes mais la lutte entre deux lignes révisionnistes.

Le P."C", approuve l'intervention en Afghanistan, et appuie Jaruzelski. "L'Appel des Cent intellectuels" lance un mouvement pour le désarmement, mais ce mouvement regroupe bientôt toutes les organisations pacifistes qui dénoncent non seulement les Pershing mais aussi les S.S.20. Mais malgré tout, comme les Pershing sont sur le territoire allemand, que le mouvement est très fort en Allemagne où les pacifistes, l'extrême-gauche et la population en général se mobilise sous le mot d'ordre prosoviétique "Plutôt rouge, que mort", la menace de ce côté là paraît moins immédiate.

Au XXIIIème Congrès de 1979, le P."C".F. propose "l'union à la base". La CGT essaie d'enrayer la restructuration de la sidérurgie en Lorraine, tandis que le parti révisionniste a toujours comme stratégie de faire reculer la bourgeoisie par l'Union de la gauche pour s'opposer aux licenciements sans poser la question : quelle classe dirige l'Etat, comment renverser cette classe ? La question du pouvoir n'est jamais posée. En place le parti révisionniste mène une campagne démagogique et chauvine "Produisons français". Une politique quasi anti-immigrée (saccage du foyer de travailleurs immigrés avec un bulldozer), mesures qui pénalisent les immigrés à Vitry.

1981 - UNION DE LA GAUCHE - MITTERRAND DEVIENT PRESIDENT

Marchais n'obtient que 15,5% des suffrages exprimés, 12,4% des inscrits, le parti révisionniste doit appeler à voter Mitterrand, alors qu'une minorité refuse de voter. Aux législatives de Juin, il obtient 16,1% des suffrages, il chute de 86 députés à 44. Par rapport aux inscrits il obtient 11,3%. Il perd son influence sur la jeunesse (18% contre 44% pour la social-démocratie), les ouvriers (24% contre 44% pour les sociaux-démocrates).

Le P."C".F., marginalisé par les sociaux-démocrates comme l'avait promis Mitterrand 30 ans plus tôt, se voit offrir 4 fauteuils ministériels. La démonstration avait été faite en 1945 que même avec un rapport de force bien supérieur, il n'avait pas l'intention de prendre le pouvoir autrement que par la mythique voie pacifique, au moyen des élections. Il est précisé qu'il pratiquera une "solidarité sans faille". Il allait avaler les couleuvres, se démasquant un peu plus aux yeux du prolétariat, de la classe ouvrière. La majorité de la classe ouvrière désapprouve la politique du parti révisionniste, surtout ceux frappés par les restructurations comme les sidérurgistes, métallurgistes, mineurs, chômeurs,... La déroute se poursuit aux élections européennes : 2.2 millions de voix (11,2 % exprimés, 6,1% des inscrits...). En Juillet 1984, le parti révisionniste quitte le gouvernement. Ses effectifs tombent alors à 380.000.

La droite révisionniste marque des points au XXVème Congrès (10 février 1985, les élections législatives porte de 1986 porte un nouveau coup au parti révisionniste 9,6% exprimés, 7,2% des inscrits). Le Front National (9,8%) devance le P."C".F.

En 1987, André Lajoinie obtient 6,7% des votes exprimés, 5,4% des inscrits. Il remonte un peu aux élections législatives du 5 Juin 1988.

Les oppositions au sein du parti révisionniste se multiplient. Les "reconstructeurs" (des droitiers autour de Claude Poperen qui passera au P.S.) ont l'aplomb de publier un livre *"Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?"*. La chute se poursuit aux municipales. D'autres "refondateurs" comme Fiterman, passent au P.S. Le parti révisionniste a perdu beaucoup de municipalités, parmi elles de vieux bastions ouvriers (Alès, La Ciotat, Petit-Quevilly, Saint Dizier, Amiens, les Mureaux,...). La base de Renault-Billancourt est déstabilisée puis fermée en 1992.

LA FAILLITE DU REVISIONNISME KHROUCHTCHEVIEN.

Le parti révisionniste français applaudit des deux mains la perestroïka (restructuration) et la glasnost (transparence), dernier avatar idéologique pour déguiser la restauration capitaliste. Marchais baptise cela la *"seconde révolution communiste"*. Le parti révisionniste est contre la participation de la France à la guerre du golfe, ce qui redore un peu son blason. Le parti révisionniste est frappé de stupeur quand Boris Eltsine brise les rebelles qu'il soutient le 20 et 21 Août 1991 pour les dénoncer peu après le 22 Août *"l'échec des partisans de l'aventure, du recours à l'arbitraire et au mensonge"*. La chute de Gorbatchev *"est un véritable séisme politique"* (Fiterman) ou qui *"ont eu effet d'une onde de choc les militants, qui tient à notre passé, à la seule chose qui nous restait en commun, le mot communiste"* (Rémy Echaudé).

Au XXVIIIème Congrès, 25/29 Janvier 1994, c'est le désarroi. Marchais le hâbleur révisionniste médiatique du parti révisionniste a perdu toute crédibilité. En 20 ans sa popularité est tombée de 37% à 9%, il devient un fardeau pour le parti révisionniste dont après Thorez, il est le principal liquidateur. Il cède la place au liquidateur social-démocrate de type gorbatchévien, le "nain de jardin" comme l'appelle ironiquement des militants, Robert Hue. Roland Leroy s'en va, d'autres révisionnistes encore plus droitiers prennent sa place comme Gayssot qui sera ministre des transports.

3^{ème} PARTIE : LES COMMUNISTES EN DEHORS DU PCF ET NOTRE EPOQUE

LES ASPECTS POSITIFS DES MAOISTES DANS LES ANNEES 1968 EN FRANCE

A partir des années soixante, un fort mouvement marxiste-léniniste (m-l) va se développer. Les deux principales organisations vont être le PCMLF et la Gauche Prolétarienne. Les deux seront liquidées car les lignes développées par l'un et l'autre ne seront pas correctes.

Ce mouvement va se développer à partir de la publication de la **lettre en 25 points** publiée par le PCC en 1963, qui dénonce la ligne révisionniste de Khrouchtchev, et critique les positions de Thorez et Togliatti.

Le premier regroupement va se constituer par la création des **Amitiés Franco-chinoises**, puis par la constitution de la **Fédération des cercles ml**, du **Mouvement Communiste de France** puis du PCMLF en 1967 (**Congrès de Puyriscard**).

Le second va provenir de la lutte au sein de l'**U.E.C.**, qui va donner naissance à l'**Union des Jeunesses Communistes Marxiste-Léniniste**. Après les événements de 68, une partie va rejoindre le PCMLF, une autre va fonder avec une partie du mouvement du 22 Mars et divers éléments de 68, la **Gauche Prolétarienne**.

Nous ne traiterons que les aspects positifs de la Gauche Prolétarienne sur lesquels nous pourrions nous appuyer pour avancer, car seule cette organisation a tenté de construire une organisation se voulant parti, certes ayant un aspect spontanéiste, mais au-delà de ce grave défaut,, la G.P a mené la lutte contre le révisionnisme, a révolutionné les luttes en s'appuyant sur les masses, a commencé une guerre populaire de basse intensité. C'est ce que nous allons montrer avec nos propres commentaires car nous avons connu cette époque et pouvons apporter une contribution pour que la jeune génération s'empare des idées justes, des aspects

positifs, que ces idées aident à l'édification du **parti maoïste**. Notre parti doit participer pleinement à côté des autres partis maoïstes du monde à la nouvelle vague révolutionnaire initiée par le Parti Communiste du Pérou dirigeant la guerre populaire depuis 1980, par le Parti Communiste du Népal (maoïste) depuis 1996, aujourd'hui engagé dans un processus démocratique après sa victoire aux élections, le Parti Communiste maoïste de Turquie, le développement important de la guerre populaire dirigée par les maoïstes en Inde etc.

Nous ne négligerons pas dans une autre brochure d'analyser les déviations et leurs sources qui ont conduit à la liquidation du P.C.M.L.F et des autres groupes m-l et du courant pro-albanais ainsi que de la tentative courageuse mais erronée sur le plan théorique du groupe Action Directe. Nous devons apprendre des aspects positifs des uns et des autres, mais examiner sans faiblesse les erreurs qui ont été commises dans le but de résoudre le problème.

Chaque parti doit appliquer le marxisme-léninisme-maoïsme à sa réalité, en partant des acquis, des exemples de guerre populaire de son propre pays, sans négliger d'examiner ce que nous pouvons apprendre des autres peuples. Nous devons tirer les leçons des expériences historiques de la Commune de Paris et de la Résistance dirigée par le PCF pour la préparation de la guerre populaire. C'est pourquoi, nous avons fait un historique succinct le plus précis possible de la politique du P.C.F/P".C".F, pour montrer ce qui a été positif malgré son caractère très souvent opportuniste puis révisionniste. Et surtout, utiliser les aspects positifs de ce qui a été la meilleure application du maoïsme dans notre pays par la **Gauche Prolétarienne** tout en examinant les aspects négatifs qui ont amené à sa liquidation.

LA GAUCHE PROLETARIENNE

La Gauche Prolétarienne est née d'une fraction de l'**U.J.C.M.L** dirigée par **Beni-Lévy (Pierre Victor)** éléments du **22 Mars** et de **Geismar** dirigeant du **SNES-UP** en Mai 1968.

Ce qui nous intéresse dans la Gauche Prolétarienne, c'est que malgré son spontanéisme, son putschisme, elle avait su s'appuyer sur les masses, elle avait une ligne de masse.

Fin 68, la G.P a mis sur pied, un plan stratégique, un plan pour la guerre populaire. Ce plan n'a pas été jusqu'à son déclenchement, elle n'a pas franchi le pas. Ceci est un fait, pour autant la G.P a été l'organisation qui s'en est rapprochée le plus, malgré sa liquidation par la direction et les éléments petits-bourgeois de l'aile anarchisante qui était devenue dominante. Pendant la période du révisionnisme ouvert, c'est à dire dans les années soixante-dix, c'est l'organisation qui a été le plus loin dans la révolutionnarisation idéologique.

La G.P reprenant l'idée de "**Servir le Peuple**", a commencé par servir le prolétariat en partant de la révolutionnarisation de la jeunesse, notamment de la jeunesse étudiante mobilisée pendant Mai 68. Le principe d'**aller aux masses, d'apprendre près des masses**, s'est concrétisé en Mai 68 par la tentative de jonction des étudiants avec les ouvriers de Renault-Billancourt, liaison qui a été empêchée par les révisionnistes qui dirigeaient la C.G.T. dans cette usine. Il n'en a pas été de même à l'usine de Flins, où les ouvriers révolutionnaires assaillis par les C.R.S. et gardes mobiles qui voulaient les évacuer ont fait appel aux étudiants qui sont venus en masse se battre à leurs côtés. Aussi le premier souci de la G.P a été **d'établir ses militants dans les usines, là où le prolétariat était concentré**. Renault-Billancourt, en tout premier lieu, la citadelle ouvrière, Flins également, sur le bassin minier du Nord, dans les aciéries (vallée de la Fénche), sur les Chantiers Navals à St. Nazaire, dans le bassin d'usines de Creil, à Lyon, à Fos près de Marseille etc..

La répression des révisionnistes dans la C.G.T. contre les ouvriers révolutionnaires n'avait pas permis de consolider les **sections syndicales CGT de lutte de classes** car les militants étaient exclus manu-militari et que les ouvriers les plus résolus considéraient la direction de la C.G.T. comme vendeur d'ouvriers. Dans ces conditions ont été créés les **comités de lutte d'atelier** en dehors des syndicats.

La G.P a été l'organisation qui a le plus généré de nouvelles organisations de masses. Son grave défaut a été de ne pas se consolider et s'organiser sur des bases réellement

marxistes-léninistes-maoïstes. Elle n'a pas su ou voulu édifier le parti de type nouveau bien qu'elle l'ait annoncé dès sa création.

Ceci dit ce n'est pas que la G.P n'est pas assumée ce rôle qui nous intéresse, c'est ce qu'elle a fait dans la **pratique** qui à bien des égards est éminemment révolutionnaire. Ce n'est pas par nostalgie du passé, mais parce que nous pensons que **cela peut servir l'avenir**. Dans notre pays nous avons comme **exemples de guerre révolutionnaire**, la **Commune de Paris**, la **Résistance Antifasciste**, **Mai 1968** et l'**organisation qui a tenté un moment de reprendre la voie menant à la guerre civile révolutionnaire, à la guerre populaire**.

A Renault la G.P allait tenter de mettre en place des formes de **luttons radicales**, extra-syndicales, des luttons qui ne respectaient pas les normes habituelles.

Dans la brochure "**Renault-Billancourt - 25 règles de travail**", la GP écrit : "**En Octobre 1969, les Comités d'Action qui restaient à Renault après 68, avaient été détruits par les groupuscules...**" Les forces de la G.P à ce moment là à Renault-Billancourt : "**Deux intellectuels établis, deux ouvriers qui s'embauchent...autour d'eux...se constituent des petits groupes d'ateliers... 1ère campagne pour les 5 morts d'Aubervilliers - janvier 70 - qui nous rapprochent des travailleurs immigrés de l'usine... Campagne du métro...contre l'augmentation on passe sans payer...**"

La résistance par l'action directe ! ... Le lundi les ouvriers de l'équipe se regroupent. Le mardi et mercredi, c'est à 400 qu'on sort de Renault, drapeau rouge en tête aux cris de Résistance Populaire. Aux guichets, 3 flics téméraires s'avancent : trois de moins, 3 ou 4 autres en prennent plein la gueule... Le Jeudi, les flics ont compris... c'est les ouvriers qu'ils doivent essayer d'empêcher de passer, au guichet on tombe sur 8 flics de la RATP, ils tentent de cogner. 8 gorilles à l'hosto." La direction C.G.T. révisionniste dénonce violemment les maoïstes.

Autre exemple de démarcation d'avec la C.G.T. qui demande des augmentations mais pas au pourcentage, alors que les maoïstes disent : « **L'augmentation au pourcentage, c'est faire la grève pour les chefs ! Pas d'augmentation hiérarchisée** ». Ce raisonnement est juste il sera repris 3 ans plus tard, par des camarades maoïstes dirigeants du syndicat C.G.T. de Sanders-Juvisy (alimentation animale), en disant le kilo de beefsteak vaut le même prix pour les cadres. Ils obtiendront à ce que la moitié des augmentations soient uniformes, le reste au pourcentage parce que F.O. qui représentait les cadres ne voulait pas céder sur le fond.

Contre les cadences infernales un mouvement de sabotage avait eu lieu dans l'île Seguin, mais la répression était forte "**chefs racistes, mouchards, régleurs**"... l'idée était que les ouvriers actifs, français ou immigrés, syndicalistes ou non, portent un jugement contre un chef particulièrement haï. "**La cible choisie : c'était Robert, un régleur qui faisait fonction de chef d'équipe ; fasciste militant, il est au syndicat indépendant Renault ; c'est un salaud qui n'est monté en grade que par fayotage, ce qui fait qu'il était même détesté des autres chefs d'équipe. L'équipe des partisans des G.O.A.F (groupe ouvrier anti-flic) l'attendaient à la porte de l'usine, un ouvrier le frappe devant 300 ouvriers pendant qu'un autre prend la parole et qu'un autre jette des tracts avec le texte du jugement populaire... le lundi 2500 tracts sont distribués clandestinement dans l'usine... Enthousiasme dans les endroits où la maîtrise est très répressive...**" Parmi les chefs les réactions sont contradictoires : "**Les plus fascistes n'essaient pas de jouer au malin. D'autres se mettent à dire bonjour aux ouvriers. Ceux qui n'emmerdaient pas leurs ouvriers trouvent la sentence normale. Le terrorisme des chefs se relâche... Les syndicats sont divisés : de nombreux militants et même des délégués de base, trouvent l'action juste... l'idée de l'application de la justice populaire dès aujourd'hui à Renault pénètre les masses. Le tribunal populaire de Lens (contre les Houillères)... le jugement d'un député U.D.R par les ouvriers de Boussac et le jugement du député U.D.R De Grally, bénéficiaire du scandale financier de la Villette et rapporteur de la "loi scélérate" anti-casseur, l'exécution par les révolutionnaires basques du tortionnaire Manzanos ne sont plus des exemples lointains**" Ces quelques citations montrent la ligne de démarcation entre les maoïstes et les révisionnistes à Renault. Les premiers reprenaient les traditions des communistes pendant la résistance

avant que les liquidateurs dissolvent les milices ouvrières, les comités locaux et départementaux de Libération et pour finir qui ont rendu les armes. Les maos eux renouaient avec le passé glorieux du parti communiste.

Le premier comité de lutte d'atelier va voir le jour pour organiser l'occupation de l'usine. L'idée qu'il faut une organisation représentative de toute l'usine naît. Les luttes d'ateliers contre les cadences et la répression se développent. **"On pense que l'instrument indispensable pour créer l'union des Comités de Lutte à Renault, c'est d'avoir un embryon de parti dans l'usine, c'est ce qu'on va s'attacher à créer".**

L'idée du parti, de considérer la G.P organisée dans l'usine comme un embryon du parti part de l'idée que le parti ne se crée pas en dehors des masses. Les maos de G.P eux-mêmes disent **"il faut former des cadres maoïstes d'atelier"**, ce qui veut dire que la direction maoïste existe déjà, a une stratégie et adopte des tactiques sans perdre de vue la stratégie de la guerre populaire, de la guerre de guérilla pour détruire l'appareil de la bourgeoisie.

"Militer en appartenant à un syndicat, en ayant un mandat de délégué peut donner pendant un certains temps l'illusion de bons résultats. Mais quand il y a un mouvement de masse qui est brisé par les syndicats, si l'on a pas constitué auparavant par des luttes autonomes une organisation autonome par rapport aux syndicats capables de proposer une issue aux masses, c'est foutu : les masses sont désarmées, n'ont qu'une issue : l'écoeurement".

"Il faut répudier dans nos rangs toute idée, toute pratique syndicaliste" "développer toujours dans les actions que l'on impulse l'idée de prise du pouvoir, partielle, momentanée des travailleurs, de montrer que toute amélioration partielle, momentanée du sort des travailleurs naît de la force, du pouvoir partiel, momentanée des travailleurs.

C'est simple : comment fait-on la percée dans une usine ?" Chaque fois que nous nous sommes battus, nous avons progressé. Chaque fois que nous avons hésité à nous battre quand il le fallait, nous avons stagné ou régressé C'est dans la lutte que l'on avance, et dans la lutte on ne peut avoir des pertes". "Dans une lutte on part des idées des masses, même si on a des pertes, les idées seront passées et on pourra reconstruire si on travaille avec un plan... L'idée "Il faut conserver nos forces". Cela reviendrait à tenter une accumulation pacifique des forces qui ne serait qu'un pas vers le révisionnisme"

"Il faut distinguer les amis et les ennemis, il faut unir le plus possible pour attaquer la cible la plus restreinte possible. La question des syndiqués est importante : il faut riposter énergiquement à la police syndicale, mais traiter fraternellement les autres syndiqués."

"Deux idées doivent être liées dans notre travail :

- l'affrontement avec nos ennemis.

- l'unité la plus large.

La question des syndicats est importante. Il faut riposter énergiquement à la police syndicale, mais traiter fraternellement les autres syndiqués.

C'est dans les ateliers, en partant des idées des ouvriers que l'on peut voir quels sont les syndicalistes flics et les syndicalistes proches des masses.

"Il faut mener le travail politique sur la base d'une zone et pas seulement de l'usine. Le contenu du travail politique doit être large (l'usine, les autres usines, les autres couches sociales contestatrices, les luttes démocratiques générales, les luttes des peuples du monde, etc..). Il faut répudier tout ouvriérisme étroit".

"L'usine est une base d'appui... campagne contre l'augmentation des prix des transports... action de la milice multinationale à Citroën pour casser la gueule aux indépendants... généraliser l'aide mutuelle des deux usines."

"Pour percer sur une usine, il faut trouver les travailleurs où ils sont en masse (porte, cafés, foyers, cités etc..) faire parmi eux du travail de masse et pas attendre d'un ou deux contacts intérieurs."

"La révolution idéologique, c'est implanter l'idée "Il nous faut le pouvoir, et pour cela il nous faut unir le peuple et faire une lutte armée prolongée" "La question du pouvoir, de l'union du peuple, de la guerre, ça ne peut pas se poser seulement à partir de l'usine. La révolutionnarisation des travailleurs se fait donc dans les luttes à l'intérieur et en dehors de l'usine."

"Il vaut mieux faire de petites choses... au début du travail à Renault. On s'est appuyé sur deux ateliers, pour se lier aux masses et constituer au moins un petit groupe...et on a fait la première campagne quand on a été capables de saisir les idées des masses à Renault sur un problème... Il faut partir du besoin des masses, il faut aller partout où, il y a un mouvement de masse... Il y a toujours quelque chose à faire"... Il faut mener un travail de masse prolongée et pas du papillonnage "Il faut organiser tous ceux qui peuvent être organisés de la façon dont ils le peuvent et veulent... il faut laisser chacun développer son initiative. Il faut être souple pour organiser..." "Exemples : actions de milice, de rue, traduction de tracts, réunions par nationalités, etc. " Partir du besoin d'unité des masses, pour unir dans la lutte les éléments actifs d'opinions différentes, d'organisations différentes... pour impulser et consolider milice et comité de lutte, il faut s'attacher à faire un noyau mao qui impulse et dirige les luttes, développe une lutte politique constante, en particulier par l'édification de réseaux de diffusion et de discussions de la Cause du Peuple"... Sur la base de la lutte des classe, il faut former un noyau dirigeant, ce n'est pas le conseil syndical, avec un représentant par section, c'est une direction politique".

Dans "Pour l'essor des luttes anti-hiérarchiques" est dénoncé la thèse révisionniste : "La théorie du complot... on ne peut réduire la lutte des classes à une sombre histoire faite de complots et d'intrigues. Pourtant pour la direction C.G.T., cette théorie est tout à fait logique. Voyons pourquoi ? La direction C.G.T. est CONTRE les luttes anti-hiérarchiques, elle est contre la contestation de l'actuelle division du travail, contre les augmentations uniformes de salaire, contre la contestation de la hiérarchie".

Pour certains : "sans la C.G.T., on ne peut rien faire"... C'est vrai : la direction C.G.T. détient une force importante d'IMMOBILISATION des masses... cette force d'immobilisation s'appuie sur la tradition C.G.T. et sur les idées de droite (peur, besoin fictif de sécurité) dans les masses" Mais la faiblesse de la C.G.T. est évidente... La direction C.G.T. ne peut pas MOBILISER les travailleurs comme ils aspirent : dans une lutte efficace contre le pouvoir patronal". Quand à la C.F.D.T. " elle est aussi pour L'UNITE DU PERSONNEL".

"L'Union des Comités de lutte a été à l'origine de l'extraordinaire mouvement idéologique contre la hiérarchie et son rempart militaire : les milices patronales."

"La N.R.P (Nouvelle Résistance Populaire) doit partir de ce mouvement idéologique pour diriger les mouvements de masse autour des revendications de justice."

"1° Dans les bases d'usine, il faut sans tarder aider les masses à établir démocratiquement leur cahier de revendications de justice

2° Il y a des batailles qui se déclenchent dans des usines où Il n'y a pas encore eu des efforts d'édification consciente de la force autonome. Que faut-il faire ? Y ALLER... se lier aux gars, donc avoir une présence constante et active... mettre la population dans le coup, les autres usines de la ville, ouvrir le débat de masse sur la question de l'heure ; comment défendre actuellement une grève... défendre la guerre, c'est à dire contre la milice fasciste ...autrement dit du début à la fin du mouvement, il faut agir comme les défenseurs les plus efficaces du mouvement, il faut critiquer l'irresponsabilité des syndicats, qui sont impuissants à conduire ces mouvements durs contre un patronat de combat" "Pour conclure, il faut clairement expliquer ce que doit être aujourd'hui le comité de lutte, absolument indispensable pour l'essor des luttes".

SUR LE PROGRAMME

Dans la brochure **"Coup pour coup"** La G.P dit : "Quand nous aurons pris l'usine, il n'y aura plus de patron...les ouvriers, les techniciens et les cadres politiques désignés par les masses coopéreront pour diriger la production et la gestion... ils produiront pour le peuple...Ils respecteront les grandes lignes du développement fixé par le pouvoir populaire...Les idées, les créations des travailleurs serviront de base pour l'innovation et le progrès technique. L'Université actuelle sera totalement détruite : actuellement il y a ceux qui pensent et ceux qui triment et l'Université sert à renforcer cette division"

DE LA RESISTANCE A LA LIQUIDATION

Les cahiers prolétariens N°2 de Janvier 74 **"Mai 68 - Lip - ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?"** sont les cahiers de la liquidation. Cette liquidation vient bien sûr de la ligne erronée, spontanéiste et putschiste de la Gauche Prolétarienne.

Une idée juste ; il faut lutter contre le pouvoir despotique qui **"crée une discipline de caserne"** (*'Capital'* tome 2, page 105-106) **"la base fondamentale du pouvoir de la bourgeoisie réside dans son pouvoir despotique à l'usine"** et **"l'extension du despotisme à toute la société"**... **"Si le pouvoir despotique dans l'usine est la base, la matrice de tous les pouvoirs qui existent dans la société capitaliste il reste que le pouvoir d'Etat central est celui que la bourgeoisie doit conserver si elle veut être assurée de se maintenir et que le peuple doit conquérir"** mais la conclusion que les liquidateurs en tire c'est que **"Prendre le pouvoir peut durer une heure, une journée, trois mois, un contre-cours dans un lycée, la constitution de la commune ouvrière... des opérations de contre-pouvoir, voilà qu'à Lip toute une série d'opérations de contre pouvoir ."** **"Prendre du pouvoir partout où c'est possible, afin de prendre tout le pouvoir dans une France de démocratie nouvelle"**. Cette phrase est typique de la démarche petite-bourgeoise mettant les luttes prolétariennes sur le même plan que les luttes du peuple en général et la démocratie nouvelle à la place de la dictature du prolétariat. Ce sont sur le fond les mêmes thèses que celles du P."C".F. sur la démocratie populaire, reprises par le P.C.M.L.F dans sa brochure **"EN AVANT pour une démocratie populaire"** qui se camoufle sous la seconde phrase **"fondée sur la dictature du prolétariat !"**. C'est là que le bas blesse. La G.P rejette à ce moment là, le marxisme-léninisme-maoïsme et la dictature du prolétariat, tout comme le P « C » F ou le PCMLF dès le programme de Puycard.

Mais dans le chapitre suivant **"défendre militairement le pouvoir populaire"** et d'en conclure **"A partir des forces locales, issues directement des masses, nous devons construire les milices clandestines, base du mouvement national"** point de vue juste qui va être balayé 6 mois plus tard par la dissolution de la Nouvelle Résistance Populaire (embryon d'armée populaire) et de la Gauche Prolétarienne.

"Du pouvoir ouvrier de l'unité ouvrière" **"L'antisyndicalisme n'est pas né d'un caprice. Il est sorti d'une pratique, il est sorti de la vie à la fin de Mai 68 dans la résistance ouvrière à la capitulation des syndicats"** puis **"la gauche ouvrière est passée d'une pratique antisyndicaliste à une autre : l'exercice du contrôle direct par la masse des ouvriers sur la direction de la lutte"** **"Conclusions"** **"Nous devons substituer à une organisation anti-syndicaliste qu'avait tendance à être l'UNCLA [Union Nationale des Comités de Lutte d'Ateliers], un mouvement qui soit un lieu d'échange, qui soit le plus souple possible, un mouvement extra-syndical d'être un initiateur de l'unité ouvrière et qui ne vise pas à organiser une tendance politique particulière"**. Puis la couleur est annoncée dans les thèses de **"Pour un mouvement du 12 Octobre en quelque sorte"** : **"Chaque milieu social révolutionnaire construit son mouvement du 22 mars ; ces organismes n'ont pas besoin d'être doublés pour penser correctement, il n'est donc pas question de doubler le comité de lutte par une cellule communiste. Si l'organisation révolutionnaire (retour à la coordination des mouvements divers du 22 Mars en quelque sorte), il est vital de doubler cette structure horizontale par des lieux de masse, des maisons pour tous...il n'y a pas de révolutionnaires professionnels ""**

Plus loin dans Regards Occitans **"Sur les alliances de classe"** : *"Dans les régions comme la Bretagne ou l'Occitanie, la paysannerie joue un rôle de "force principale" dans les luttes sociales".* Ce qui est faux, car la classe ouvrière est bien plus nombreuse que la paysannerie, même si à certains moments des luttes paysannes importantes peuvent être un détonateur. **"Le centralisme démocratique est inconcevable comme modèle d'organisation en France en 1973. Seul un principe "fédératif" peut convenir"** et de se référer à la Commune de Paris, Narbonne, Marseille. **"Notre critique du "nationalisme" comme fondement des mouvements des minorités ethniques conduit au fait que nous ne sommes pas pour la constitution de partis nationaux bretons ou occitans."** Si ce raisonnement est juste, il s'ensuit que, la réorganisation de la France ne peut se réaliser qu'à partir d'un plan central, basé sur l'enquête des besoins locaux d'un côté et de l'autre les moyens centraux mis en oeuvre pour que cette réorganisation tendant à une répartition correcte équilibrée de la population, des moyens de productions, d'échanges etc., ne peut être réalisée qu'avec un juste équilibre entre le centre et les différentes régions, en tenant compte des particularités, avec le droit à l'autodétermination des peuples. Ceci montre en tout cas que le MTA (mouvement des travailleurs arabes) qui écrit ce texte a bien vu les dangers du communautarisme..., même si de notre point de vue la question de la réorganisation ne puisse être posée du point de vue fédéraliste, conception basiste des anarchistes. Pour autant, les communistes défendent le droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes bien qu'ils ne souhaitent pas le divorce. S'il y a des partis nationaux, le Parti devrait tenir compte de cela. Pour l'instant ils n'existent pas. Il n'existe que des petites organisations très minoritaires sauf en Corse où là, il y a une myriade d'organisations indépendantistes ou autonomistes et aucun parti pour influencer le front ou plutôt les fronts existants.

Dans **"QUESTIONS DE STRATEGIE"** : *"Un pouvoir populaire (Prolétarien selon nous) ne pourra s'établir durablement qu'au prix de combats armés pour briser la réaction des vieilles classes exploiteuses : cette certitude nous vient de l'expérience de tous les mouvements populaires (et prolétariens) en France et dans les autres pays."*

Le défaut de la Gauche Prolétarienne, c'est le même défaut que l'on retrouve avec tous les groupes qui se refusent à reconstituer le Parti ou qui se refusent à unir les maoïstes. Il en va de même de ceux qui ne veulent pas voir que l'ancien mouvement m-l a fait faillite après avoir répudié le maoïsme pour les uns ou pour d'autres qui ont abandonné la lutte ou ont rejoint la social-démocratie et le parti révisionniste lorsque Teng Xiaoping a pris le pouvoir et imposé la restauration capitaliste en Chine, comme Khrouchtchev l'avait fait en U.R.S.S. Ils repoussent la reconstitution du parti, ou sèment la division quand le processus est amorcé

Les uns ne veulent pas voir les défauts de la Gauche Prolétarienne et ce qui a conduit cette organisation la plus dynamique et la plus proche des idées maoïstes à la liquidation. Les autres ne voient que la réactivation du courant m-l hoxhdiste (tenants de l'expérience albanaise) sans voir qu'il n'a rien produit dans la révolutionnarisation idéologique, qu'il n'a même pas tenté d'utiliser, même de façon limitée, la violence révolutionnaire et essayer de l'organiser pour renverser la bourgeoisie et reprenant après Mao Zedong : **« Le pouvoir est au bout du fusil ».**

CONCLUSION :

En premier lieu le Parti maoïste doit s'édifier principalement sur des bases d'usines, aller où sont les masses en lutte, entrer en contact avec les masses pour apprendre d'elles, et créer des organisations intermédiaires permanentes de syndiqués et de non-syndiqués et regrouper les éléments les plus avancés dans le Parti maoïste. Il faut établir des bases d'appui sur une zone géographique ouvrière et populaire.

La difficulté d'établissement de militants dans les usines est plus difficile qu'à l'époque de la G.P, pour la simple raison que le chômage est 5 fois plus important aujourd'hui. Il était facile de retrouver du travail, le lendemain même d'un licenciement, alors qu'aujourd'hui on

n'est pas assuré d'en retrouver un. On est obligé d'accepter n'importe quel travail, car désormais on ne peut refuser plus de deux offres d'emploi car on risque alors la radiation de l'ANPE.

La crainte de perdre son emploi sans pouvoir en trouver un autre, freine la combativité des travailleurs. Les journées d'actions syndicales sans lendemain découragent les plus décidés à se battre.

Il faut dans cette nouvelle situation reprendre la démarche des équipes de jeunes militants pour faire de l'agit-prop aux portes des usines. Un autre obstacle se dresse : la décentralisation des zones industrielles, artisanales ou commerciales. Si l'établissement est moins aisé pour les jeunes étudiants, il est nécessaire comme on disait d'aller aux masses, donc de sortir de la fac pour aller aux portes des usines en choisissant les grandes usines à forte concentration ouvrière, mais aussi les usines en grève, les usines où les menaces sur l'emploi se font sentir. Il s'agit de mener une action prolongée, avec un travail régulier, pour avoir un ou plusieurs contacts dans un premier temps pour que la propagande colle au plus prêt des besoins des masses de l'usine, de l'entreprise.

Il faut essayer de lier les besoins et revendications des différentes couches de travailleurs dans l'usine. Pour autant, il faut isoler, lutter contre les pratiques des éléments réactionnaires de la hiérarchie, haïs par les masses, et gagner les cadres intermédiaires qui rechignent ou appliquent à contre-cœur les ordres d'en haut, la volonté des actionnaires.

Les augmentations de salaires doivent être basées sur le principe d'égalité et non au pourcentage, pour la simple raison que le « prix du beefsteak est le même pour tout le monde » et que les plus pauvres ont encore plus de besoins insatisfaits.

De même il faut lutter contre la politique d'accompagnement, de cogestion, voire de collaboration de classes de certains délégués timorés, comme doivent être combattus les mouchards, les délateurs, ou les flics les plus réactionnaires du patronat. Il faut soulever la chape de plomb, la politique d'intimidation, l'attitude pessimiste, le travail de sape, les pressions, le chantage, organisés à l'intérieur de l'usine, de l'entreprise, pour libérer l'initiative combative des masses. **Il faut former un comité de lutte unissant syndicalistes de toutes tendances et non-syndiqués pour préparer l'offensive contre le patronat.** Le Comité de lutte doit faire la distinction entre la masse des syndiqués et les éléments réformistes, gagner la masse des délégués honnêtes prêts à se battre sur des positions de classe, qui seront de plus en plus nombreux au fur à mesure du développement de la crise du capitalisme. Il faut distinguer « **les contradictions au sein du peuple et celles entre l'ennemi et nous** »

Dans les quartiers, les masses populaires peuvent reprendre l'initiative, la révolte des banlieues a montré que « **une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine** » que plus que jamais « **on a raison de se révolter** ». De même dans les usines où malgré le chantage, la répression, le sabotage des réformistes, des luttes de plus en plus nombreuses se déroulent.

Au fond « **les masses veulent la révolution** ». Il est évident que sans stratégie politique pour la conquête politique du pouvoir, sans parti, il est impossible de combattre le réformisme et le révisionnisme. Nier qu'il faut un Parti de type nouveau maoïste c'est renouveler les erreurs spontanéistes de la G.P.

Ceci dit, nous devons reprendre à notre compte les aspects positifs de cette organisation, son esprit combatif, sa liaison avec les masses, non seulement ouvrières mais populaires, car un communiste doit lutter dans toutes les couches de la société sous la direction du prolétariat et sur la base de sa stratégie, afin d'organiser les différentes couches du peuple et les unir dans le Front Populaire Uni, le troisième outil de la révolution pour unir le peuple, les deux autres étant le Parti et l'Armée Populaire.

La G.P a posé plusieurs questions d'importance :

- Briser les cadences.
- Refus de l'augmentation au pourcentage qui creuse les écarts.
- Contre la militarisation du travail (chefs-flics,...).
- La résistance populaire (rendre coup pour coup)
- La lutte contre la collaboration de classes dans les syndicats, pour un syndicat de lutte de classe, reconstruit à la base (par ateliers).
- La préparation révolutionnaire de l'opinion.
- La multiplication des luttes (grèves sauvages, baisses des cadences, séquestration des hauts cadres et du patron, blocage de la production, ralentissement de la production, occupation de masses, voire sabotage).
- Résistance contre l'Etat policier ;
- Lutte dans les centres d'éducation surveillée et les prisons.
- Délégués des comités d'Atelier révocables à tout moment.
- L'AG est souveraine.
- Action directe, pas de dépôt préalable de grève.
- Elargissement de la grève (débrayage, information etc.) sur les autres usines ou entreprises du secteur ou/et du groupe.
- Dénonciation des collabos du patron.
- Actions exemplaires contre les plus réactionnaires.
- Affirmation de la nécessité de la violence révolutionnaire.
- Unité français-immigrés.
- Non aux expulsions des logements.

LA COMMUNE DE PARIS, LA RESISTANCE ANTIFASCISTE, 1968 ET LA G. P. MONTRENT LA VOIE DE LA GUERRE POPULAIRE CONTRE LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE

Il a été démontré que dans certaines circonstances on pouvait justement retourner les armes contre la bourgeoisie, ce qui s'était passé durant la Commune de Paris sur la butte Montmartre, où il y avait eu fraternisation entre la ligne (l'armée permanente) et la foule des Communards au point où ce sont les soldats de la ligne qui ont fusillé les généraux qui voulaient faire tirer sur la foule. La majorité de ce régiment de ligne a d'ailleurs intégré la Garde Nationale et rallié la Commune

Les partis de la IIème Internationale qui étaient sensés être les héritiers de la Commune avaient oublié cela et surtout avaient oublié de se préparer à une éventualité de guerre inter-impérialiste. Pourtant les slogans "guerre à la guerre" étaient largement diffusés, mais les méthodes de lutte des pacifistes n'étaient pas adaptées et les partis socialistes qui s'étaient édifiés pendant une période de paix et qui avaient opté pour la voie parlementaire, se trouvaient paralysés pour armer le peuple ou même le préparer à cette idée. Pourtant la lutte des viticulteurs du Midi en 1907 avait montré encore une fois que l'armée pouvait basculer (le régiment du 17ème mettait les fusils crosse en l'air). Ce qui veut dire que la lutte révolutionnaire pouvait aider à la dislocation même partielle de l'armée permanente. Mais les limites étaient posées, car la bourgeoisie n'était pas vaincue et allait passer à la contre-offensive. La Commune de Paris a pu consolider l'acquis de la défection du régiment de ligne, en prenant le pouvoir et organisant le peuple en armes, constitué par la fusion des éléments révoltés de l'armée permanente et de la Garde Nationale. L'erreur majeure a été de pas poursuivre l'offensive immédiatement contre Versailles qui n'avait pas eu le temps de se réorganiser, neutraliser au moins une partie des troupes de ligne et combattre la gendarmerie et la police réactionnaire de Valentin. Les Prussiens auraient sans doute du intervenir, mais alors la guerre civile se serait transformée en lutte de libération nationale.

Après ce retour en arrière, on voit comme l'a dit Lénine dès 1914, que les partis de l'Internationale ne correspondaient plus du tout à la nouvelle période de guerre après la période

d'édification relativement pacifique du capitalisme. Avec la naissance de l'impérialisme, un nouveau repartage du monde était inévitable.

Des refus de combattre se sont développés dans l'armée française, contre la boucherie de Verdun, des fraternisations ont eu lieu entre soldats français et allemands, mais ils furent réprimés avec l'appui des sociaux-démocrates alors qu'en Russie, les communistes aidaient à la formation des comités de soldats. Cela désorganisait l'armée et préparait la dislocation de l'armée du tsar et l'embryon de la future armée révolutionnaire.

En France après l'armistice les ouvriers révolutionnaires du parti socialiste se battirent pour le soutien à la Révolution d'Octobre. Les chefs socialistes de la IIème Internationale refusèrent d'adopter les 21 conditions pour l'adhésion à la IIème Internationale,

L'histoire du PCF, c'est la juxtaposition de positions opportunistes et révolutionnaires. Tout au long de son histoire, le PCF ne réussit pas à avoir une véritable politique de compter sur ses propres forces. Il n'arriva pas à avoir une stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir, une préparation pour cette prise du pouvoir. Il n'a jamais eu une stratégie incluant la question militaire. Pour autant l'histoire de la Résistance est riche d'enseignements tant sur le plan militaire, la guerre de guérilla (les maquis et les groupes dans les villes avant l'insurrection, que sur les formes du pouvoir populaire tout de suite après la guerre développée par les comités de libération dirigés par les communistes les plus conséquents.

Mais le PCF n'a pas eu de théoricien du gabarit de Marx et Engels fondateurs du matérialisme historique (premier jalon du marxisme) ou Lénine théoricien du mouvement communiste à l'époque de l'impérialisme qui a posé le deuxième jalon (le léninisme) qui a permis à la révolution de triompher en Russie. Mao Zedong, qui par ses apports a posé le troisième jalon. Le président Gonzalo a défini le maoïsme comme troisième jalon, en mettant en avant les apports de Mao. Après avoir étudié la situation spécifique péruvienne, il a tracé la voie, le chemin de la révolution appliquant le maoïsme aux conditions concrètes du Pérou, en a fourni la pensée-guide.

L'histoire de la Gauche Proletarienne nous intéresse. C'est la seule organisation qui a su déverrouiller le cloisonnement imposé par les révisionnistes, la seule organisation qui a ébranlé momentanément la forteresse révisionniste alors qu'elle était encore puissante. Comme nous l'avons vu elle a réussi temporairement à ébranler le despotisme patronal dans l'entreprise, elle a commencé à ébranler l'autorité de la bourgeoisie et poser en pratique la nécessité de la violence révolutionnaire, même si ses actions ont été limitées et que la N.R.P n'a pas su aborder la question de la guerre populaire, et faire le bond qualitatif de son déclenchement.

BILAN IDEOLOGIQUE, POLITIQUE ET MILITAIRE, POUR PREPARER L'AVENIR

LA COMMUNE DE PARIS :

Comme l'a dit Marx "La Commune de Paris c'était la dictature du prolétariat".

Sur le plan idéologique, la Commune de Paris a montré plusieurs choses : l'esprit d'oser lutter en comptant sur ses propres forces, sur la base de la guerre sociale. La Commune de Paris était dirigé par le prolétariat. Bien que la Commune n'ait pas eu le temps de tisser une alliance avec la paysannerie pauvre. Elle a lancé un appel en ce sens, mais manquaient un parti, une pensée-guide, un chef (Blanqui était en prison).

Sur le plan politique, la ligne de la Commune partait du point de vue fédéraliste, ce qui l'a empêché de prendre la décision de prendre l'or de la banque de France, car elle ne voulait pas dilapider le patrimoine commun. Bien que le gouverneur de la Banque de France fût nommé par elle, elle se considéra comme un débiteur au même titre que Versailles. Ce que reprocha Marx "Il fallait prendre l'or de la Banque de France", ce qui eut été un fort moyen de pression vis à vis de la petite et moyenne bourgeoisie qui hésitaient.

Sur le plan économique, la Commune en peu de temps fit des réformes importantes, plus de travail de nuit des femmes et des boulangers, remise entre les mains des ouvriers des entreprises abandonnées par les fuyards. Comme le dit Marx "elle avait réalisé le

gouvernement à bon marché", payant les fonctionnaires sur la base du salaire le plus élevé de l'ouvrier, les juges étaient élus, la police et l'armée assumé par le peuple en armes etc..

Sur le plan militaire, la Commune était dirigée par le Comité central de la garde nationale élu. Le peuple était en armes, mais l'ultra-démocratisme de la Commune fit qu'il n'y eût pas un plan stratégique d'ensemble pour *"marcher immédiatement sur Versailles"* (K.Marx) et écraser dans l'oeuf la contre-révolution. Ceci a pour source, le fédéralisme. La même erreur se reproduira en Espagne où les anarchistes avaient le pouvoir de facto à Barcelone mais ont refusé de l'assumer et sur le plan militaire de mettre toutes leurs forces sur le front principal à Madrid contre les troupes franquistes.

Le PCF comme nous l'avons vu, ne s'est pas libéré de ses conceptions pacifistes et électoralistes. Ceci l'a empêché d'avoir une stratégie claire de prise du pouvoir. Il n'a pas su mener une guerre populaire prolongée sous la direction du prolétariat incluant les couches non-ouvrières et de la petite bourgeoisie des villes et de la campagne. Au moment du front populaire, la classe ouvrière et son parti n'auront pas le rôle dirigeant, ce sera la social-démocratie et le centre-gauche de la bourgeoisie qui auront en mains l'appareil d'Etat. Il n'y aura pas de double pouvoir. Aussi la classe ouvrière sera désarmée face à la double attaque de la bourgeoisie et de l'agresseur hitlérien.

Mais le parti à l'époque avait encore des bases marxistes suffisantes, pour amorcer un mouvement de rectification. Il parvint dans une première phase à diriger la Résistance antifasciste, mais n'a pas su s'opposer à l'hégémonie politique de De Gaulle. Il passa un compromis pour l'après-guerre mais à quel prix. Nous l'avons vu au cours de son histoire, alors que le prolétariat à la tête des couches populaires était armé, exerçait la justice populaire, était à la tête de nombreux comités de libération, des comités qui dirigeaient de multiples localités. Le P.C. s'enfonçait dans la voie du crétinisme parlementaire et de la voie impraticable du passage pacifique au socialisme. Il abandonnera un par un les principes marxistes-léninistes, la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, la violence révolutionnaire, etc.

Le courant maoïste, sur le plan idéologique dans son ensemble reprendra l'idée de l'étape intermédiaire de démocratie populaire. Ceci aboutira sous diverses formes à liquéfier le parti, à pratiquer une politique de front uni sans principe. Pour autant comme nous l'avons vu la Gauche Prolétarienne mènera sur un certain nombre de points une lutte idéologique radicale, de compter sur ses propres forces, pour que la classe ouvrière reconquiert son autonomie par rapport à la bourgeoisie et contre toutes les forces révisionnistes, social-démocrates et opportunistes, mais la ligne anarchisante finira par dominer et liquider l'organisation.

Sur le plan militaire la G.P posera les premiers jalons théoriques et pratiques de la préparation de la guerre populaire, sans franchir le bond qualitatif de son déclenchement, sans plan stratégique clair, pour que les masses se mobilisent.

LES LECONS POUR L'AVENIR :

En premier lieu le parti maoïste doit s'édifier principalement sur des bases d'usines, aller où sont les masses en lutte pour entrer en contact avec les masses ouvrières les plus avancées, se lier avec les couches radicales en lutte, les gagner à l'idée que le parti dont nous avons besoin doit sur le plan idéologique se préparer en vue d'une résistance accrue aux forces contre-révolutionnaires, à l'idée que l'on ne pourra les vaincre, que par la guerre populaire, qu'il faut donc se mettre en conditions pour la faire. C'est pourquoi le parti ne peut être que clandestin, avancer à travers les organismes générés, y former des petits noyaux clandestins de gens sûrs, développer un réseau clandestin plus difficile à être repéré par la bourgeoisie. Ces noyaux, comme le disait Lénine, devront être avec les masses pour les aider à s'organiser à mener des luttes revendicatives victorieuses, se dégager peu à peu de la mainmise, de la pression des révisionnistes et des opportunistes. Il faut au prolétariat et organismes populaires des noyaux d'acier déterminés qui montrent la voie pour vaincre l'ennemi de classe.

En ce qui concerne le mouvement syndical, les directions comme nous l'avons vu accompagnent plus qu'elles ne combattent les mesures patronales qui se durcissent au fur à

mesure que les contradictions s'aiguisent entre les impérialistes, les multinationales, entre les multinationales et les petits et moyens capitalistes, entre la bourgeoisie nationale des pays opprimés et la bourgeoisie compradore et bureaucratique. La ligne que développent les directions syndicales est à l'opposé du syndicat de classe dont la classe ouvrière a besoin. Aussi le problème de la conquête d'une véritable autonomie de classe passe par la reconstitution du syndicat de classe. Cela passe nécessairement par la lutte dans les syndicats, sans oublier la lutte parmi les non-syndiqués qui sont en majorité, la constitution de cellules communiste maoïstes clandestines et dans certaines circonstances d'organisations de lutte autonomes. Avant tout c'est la prolétarianisation continue du parti à travers les cellules communistes maoïstes d'entreprise qui permettra à cette force nouvelle, à ce syndicat de classe de se développer. Nous ne devons pas avoir d'a priori quant aux formes d'organisation, mais avoir des principes organisationnels, de précaution, de clandestinité pour les formes les plus avancées. Ce qui n'empêche nullement avoir une attitude souple avec des forces amies, dans diverses couches ou sur différents fronts. Le front uni devra se former, les réseaux s'imbriquer pour n'en faire plus qu'un. Ce qui compte au fond, c'est d'OSER LUTTER, d'OSER VAINCRE.

L'histoire de la Commune, de la Résistance et des années 1968 montrent que nous pouvons avancer, L'histoire de la Révolution d'Octobre, de la révolution chinoise, des guerres populaires d'aujourd'hui montrent que nous pouvons avancer sur la voie de la Révolution, que la nouvelle vague révolutionnaire se développe et va se développer de plus en plus à travers le monde, car le monde capitaliste, impérialisme est condamné, enfoncé dans sa crise. Il va s'enfoncer encore plus, essayant de nous entraîner dans l'abîme.

RESUME :

Le premier Cahier du maoïsme (revue marxiste-léniniste-maoïste) posait le problème de la guerre populaire dans les pays impérialistes.

Partant de l'analyse de la Commune de Paris, puis d'une analyse critique de l'histoire du PCF, de la Résistance Antifasciste et du combat des maoïstes dans les années 70, la revue en concluait qu'à partir de différents éléments on pouvait dire que les prémisses de la guerre populaire étaient apparues dans notre pays et dans d'autres pays impérialistes comme l'Italie avec la Résistance antifasciste et le mouvement des années 70/80.

- En 1789, la Révolution française était dirigée par la bourgeoisie, classe révolutionnaire montante contre le féodalisme. Le Tiers-Etat, regroupait outre la bourgeoisie, les éléments du peuple, (artisans, paysans pauvres, ouvriers des villes). La Révolution aura un double caractère, celui de lutte anti-féodale contre la monarchie et l'Eglise, puis de libération nationale contre les interventionnistes et les émigrés.
- La Commune de Paris sera dirigée par le prolétariat en armes contre la bourgeoisie, elle réalisera des réformes, édictera de nouvelles lois qui auront un caractère prolétarien. Marx dira « la Commune c'était la dictature du prolétariat »
- En 1936, le Front Populaire constitua un barrage puissant contre le fascisme après la tentative de coup d'Etat d'extrême-droite en 1934. Bien des conquêtes sociales importantes ont été obtenues (dont les congés payés), après plusieurs semaines d'occupation des usines immédiatement après l'élection d'un gouvernement de gauche. Le PCF qui ne faisait pas partie du gouvernement pour ne pas effrayer les radicaux, privilégia l'alliance au sommet avec le Parti Socialiste et non l'union à la base telle qu'elle avait été définie par la IIIème Internationale. Cette politique d'alliance au sommet sera critiquée par l'Internationale et le PCF fera son autocritique. Le PCF était plus un Parti de masses (quantitativement) que d'avant-garde. Sa stratégie était de fait la conquête du pouvoir, par la voie pacifique et l'alliance avec un Front de partis et non de masses dirigé par lui. D'autre part, englué dans sa stratégie électoraliste, le PCF ne s'était pas doté d'une organisation armée pour s'opposer à l'appareil d'Etat bourgeois et le conquérir. En 1938, les radicaux renversent le gouvernement Blum qui avait refusé d'envoyer massivement des armes au Fronte Populaire. Daladier signera les accords de

Mûnich avec Hitler. Après avoir épuiser toutes possibilités d'accords avec l'Angleterre et la France, l'URSS pour gagner du temps et se protéger, dû signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Immédiatement le PCF fut dissous, les députés arrêtés. Quand Hitler envahit la Pologne et que la guerre fut déclarée, le PCF dénonça la guerre comme une guerre entre pays impérialistes, ce qui était vrai puisque le Front Populaire organiser à l'intérieur de l'Armée des comités antifascistes, anti-hitlériens. Il fallu que l'invasion puis l'occupation et l'instauration d'un gouvernement fasciste, raciste et corporatiste pour que le PCF organise la Résistance contre l'occupant et le gouvernement de Vichy.

- La Résistance Antifasciste va regrouper les antifascistes sous la direction du Parti Communiste et dirigera la lutte armée contre l'occupant nazi et l'Etat fasciste et collaborationniste de Vichy. Cette armée aura un double caractère, antifasciste et de libération nationale. Ces 2 événements contiennent différents éléments qui caractérisent la guerre populaire à savoir : une guerre dans laquelle le peuple est partie prenante, dirigée par un Parti Communiste, ayant une armée de partisans contre l'ennemi, et un front national (qui n'a rien à voir avec le FN de Le Pen). Le PCF s'est malheureusement contenté du programme du CNR et sous la pression de De Gaulle a dissous l'Armée de Partisans (FTP) et les FFI qu'il contrôlait afin qu'elles soient absorbées dans l'Armée Nationale bourgeoise. Il a aussi dissous les Comités de Libération qui constituaient un double pouvoir en face des préfets de De Gaulle, ne poursuivant pas la conquête du pouvoir dans tout le pays. Le PCF a alors intégré l'appareil d'Etat bourgeois pensant le conquérir de l'intérieur. La guerre de partisans n'avait pas de bases d'appui permanentes sauf sur le Plateau des Glières. Ce n'est qu'après dans les zones libérées de l'occupant nazi par les forces de l'Intérieur (FTP, FFI) avec l'appui ou non des Alliés que de nombreuses localités purent établir le pouvoir populaire dirigé par les comités de Libération. Le PCF par la voix de Thorez a plié devant les exigences de De Gaulle et a appelé à la dissolution des milices patriotiques et des dissous et les comités populaires ; Dans les années 60, il s'est enfoncé peu à peu dans la révision de la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme-léninisme. Il a théorisé à la suite de Khrouchtchev, la thèse du passage pacifique au socialisme et s'est enfoncé de plus en plus dans le crétinisme parlementaire.
- Plusieurs éléments ont composé le cocktail idéologique explosif qui allait déclencher le mouvement de 1968, le début de la révolution sexuelle qui s'est opposée à la séparation des filles et garçons dans deux résidences séparées à Nanterre d'où la lutte est partie, la contestation de la société de consommation (Marcuse), le situationnisme (le livre d'Hockeingeim - misère en milieu étudiant), la guerre au Vietnam (comités Vietnam de base), le mouvement d'opposition à Berkeley, Rudy Dutschke en Allemagne et le mouvement anti-impérialiste, la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien, la Grande Révolution Culturelle en Chine, le mouvement maoïste, la tricontinentale etc.. Sur le plan économique, de grandes grèves comme celle de la Rhodiaceta avaient jalonné l'année 67. Les événements du Quartier Latin après la fermeture de Nanterre, allaient provoquer la nuit des barricades le 10 Mai 1968. Le 13 Mai à l'appel des syndicats contre la répression du mouvement étudiant, une manifestation rassemblait 1 million de manifestants à Paris; jour après jour, des usines étaient occupées par les grévistes ; au bout d'une dizaine de jours, 10 millions de travailleurs étaient en grève, des paysans apportaient leur soutien, les commerçants recevaient des bons d'achat émis par les syndicats comme à Nantes. Bref la situation était quasi insurrectionnelle, mais le PCF ne pouvait que se comporter comme un parti légaliste, réformiste et révisionniste et développer sa thèse d'Union de la Gauche pour la conquête du pouvoir pacifique par la voie parlementaire. Certes la bourgeoisie a été contrainte de faire d'importantes concessions, entre autre le droit des immigrés à être syndiqués et élus, de fortes augmentations de salaires etc. De Gaulle avait eu le temps de se ressaisir et la

bourgeoisie désarmée, revigorée défilait sur les Champs-Élysées (1 million de personnes), la gauche était battue aux élections, une chambre gaulliste était élue.

- Mais le mouvement allait se poursuivre encore plusieurs années, les trotskystes avançaient la thèse du reflux, alors que les maoïstes de la Gauche Prolétarienne qui s'était formée en Août par la fusion d'une partie du mouvement du 22 mars et d'une partie de l'UJCMML refusait la théorie du reflux et posait le problème de la guerre prolongée. Un plan d'implantation était élaboré vers les usines, lutte contre l'exploitation, l'oppression et la conciliation réformiste et révisionniste était engagée. A Renault, c'était l'affrontement entre le comité de lutte et la direction CGT. De nombreuses victoires étaient obtenues par le comité de lutte, des actions contre les mouchards étaient organisées (GOAF, groupes ouvriers anti-flics), la rotation sur les chaînes étaient mises en place (division peinture notamment), finalement la GP était interdite, les directeurs de la Cause du Peuple arrêtés et les vendeurs de la Cause du Peuple (maoïstes ou militants solidaires d'autres organisations) étaient jetés en prison. Ce qui n'empêchait pas le mouvement de se développer, au contraire. L'Union Nationale des Comités de Lutte d'Ateliers (UNCLA) était créée, mais aussi les Comités Vérité et Justice, le Secours Rouge qui regroupaient des militants de diverses organisations. La GP était très activiste. La transformation de la GP en Parti était annoncée mais ne vit jamais le jour. La ligne empruntait divers aspects du maoïsme « on a raison de se révolter », lutte intransigeante contre le patron, lutte en dehors des cadres réformistes et révisionnistes, création d'une branche semi-armée, la NRP (Nouvelle Résistance Populaire), dans l'idée de détachements de nouveaux partisans. Mais la théorie de la construction du Parti par le bas persistait, alors que la GP avait été créée, elle, par le haut. L'UNCLA défendait une ligne économiste, (la défense du beefsteak, le rejet du politique au bon sens du terme. La course derrière les Lip qui faisaient la révolution sans le savoir comme le prétendait le chef de la GP, Pierre Victor (Béni-Lévi) amena la direction à déclarer caduques les thèses marxistes-léninistes et à dissoudre la GP. Le mouvement autonome sur une ligne encore plus anarchisante va tenter d'appliquer la thèse des maisons pour tous qui était la thèse de la dissolution dans les masses proposée par la direction de la GP. Les NAPAP vont former un noyau armé, qui exécutera Tramoni assassin de Pierre Overney. Va leur succéder le groupe Action Directe, qui va multiplier les actions armées et attentats contre des cibles anti-impérialistes et capitalistes.
- La GP a été le seul mouvement se réclamant du maoïsme qui a eu une pratique importante dans les masses ce qui fait la différence avec Action Directe qui n'a eu pratiquement aucune influence politique et organisationnelle dans la classe ouvrière, la GP a pratiqué l'action symbolique semi-armée et avait comme objectif de mener la lutte armée, la guerre prolongée contre la bourgeoisie, mais n'a jamais franchit le pas.
- Les manques de ces deux organisations (GP et AD) ne sauraient faire oublier les aspects positifs de l'une et l'autre, pas plus que le révisionnisme ouvert du PCF depuis les années soixante, ne saurait faire oublier la juste création de la section française de la IIIème Internationale, les luttes menées, et particulièrement la période de la Résistance. Ces expériences, ces luttes, font partie de notre patrimoine idéologique, politique et organisationnel comme la Commune de Paris et sur le plan international, la Révolution d'Octobre, la Révolution Chinoise, et les guerres populaires menées aujourd'hui au Pérou, au Népal, en Inde, en Turquie...

MISE A JOUR :

En 1980, la gauche arrive au pouvoir, sociaux-démocrates en tête, alliés au PCF Mitterrand a défini son objectif, réduire l'influence du PCF, lui faire perdre son électorat qui se réduira comme une peau de chagrin. **Les ministres « communistes » vont gérer le capitalisme.** On connaît la suite. Les partis de gauche dont le PCF vont perdre les élections présidentielles en 2002, non pas parce qu'ils étaient divisés au 1^{er} tour, mais parce que les

promesses électorales n'avaient pas été tenues, que le chômage avait considérablement augmenté etc.

Devant la montée du Front national et bien que l'extrême droite ne totalisa que 6 millions de voix contre 10 pour la droite, **ils ont appelé à voter Chirac** qui a été élu à 82% des voix sur 70% de votants. Bien qu'élu grâce aux voix de la gauche et de l'extrême gauche, **Chirac a accéléré la restructuration capitaliste** prenant des mesures en conséquences, attaque contre les retraites, augmentation de la CSG, diminution des remboursements de santé avec l'aval de la CFDT, mise en place d'un nouveau contrat social (loi Borloo) et ses maisons de l'emploi.

Lors du référendum sur la **Constitution Européenne**, malgré l'appui de la majorité du PS et de la CFDT qui appelaient à voter oui, malgré la bienveillante « neutralité » « syndicale » que tenta de faire passer la direction CGT, position renversée par le **CCN (Comité Confédéral National)** qui fit adopter le **NON**, le mouvement ouvrier et populaire a voté massivement pour le **NON. C'était le premier désaveu du prolétariat et du mouvement populaire.**

Malgré cela, **comme nous l'avions prévu et écrit dans notre presse**, la bourgeoisie et le gouvernement de droite ont poursuivi leur offensive. De nouvelles mesures étaient prises soi-disant pour enrayer le chômage. Des nouveaux contrats ont succédé aux précédents. Le premier le **CNE (Contrat Nouvelle Embauché)** était avalisé par la CFDT. Il concernait les jeunes de moins de 26 ans embauchés dans les entreprises de moins de 20 salariés, lesquelles pouvaient s'en séparer sans préavis. La CGT et FO, bien qu'elles n'aient pas signé ce contrat étaient impuissantes à s'y opposer. Il y avait eu pourtant d'importants mouvements, comme celui de l'Education Nationale, contre les Retraites etc. Au lieu d'appeler au blocage de l'économie capitaliste, en appelant à la « grève générale », ils appelaient dans la légalité avec préavis à des journées d'action, secteur après secteur, empêchant ainsi tout mouvement généralisé. Les travailleurs perdaient des journées de salaires sans rien obtenir ou presque. Le découragement, l'amertume gagnait du terrain.

Les partis de gauche n'avaient aucune perspective à offrir, si ce n'est d'attendre 2007, pour mettre à la tête de l'Etat capitaliste un gouvernement de gauche à la place de celui de droite, c'est ce qu'on appelle l'alternance, que nous avons déjà vu à l'œuvre.

LA REVOLTE DES BANLIEUES

La misère, le chômage des jeunes considérable (40%) dans les quartiers populaires s'accompagnent d'une répression de plus en plus forte. La mort de 2 jeunes électrocutés et un autre grièvement brûlé à Clichy sous Bois, suite à une poursuite de police sans fondement ont provoqué la **révolte des banlieues**. Cette révolte a soulevé la chape de plomb qui écrasait le prolétariat.

Les partis ont dû se positionner par rapport à cette révolte. La majorité a mis l'accent sur les « excès » des révoltés, appelé au calme car ils sont sur le fond contre la violence utilisée par les masses pour s'opposer à l'oppression, à la répression. La bourgeoisie lors de la révolte des banlieues a arrêté plus de 3000 jeunes dont 600 ont été condamnés à des peines allant d'1 mois avec sursis à 8 mois ferme.

LA LUTTE DES ETUDIANTS ET LYCEENS CONTRE LE C.P.E

Une étincelle peut mettre le feu à toute la paille, cela a été de nouveau démontré. Cette révolte a été suivie par celle de la jeunesse étudiante et lycéenne qui s'est soulevée contre le CPE. L'occupation de la Sorbonne a conduit l'Etat à envoyer les CRS et gardes mobiles pour déloger les occupants, le quartier était toujours bloqué un mois après. Cela n'a pas arrêté la détermination des étudiants et des lycéens. Le mouvement qui était parti de la fac de **Rennes II**, s'était étendu à Toulouse et Nanterre, puis a atteint 70 universités, plus de 700 lycées ont été bloqués. La jeunesse dans toute la France était dans la rue. 70% de la population était contre le CPE, car chacun se **sentaient concerné** non seulement pour l'avenir de ses enfants, mais aussi par la démolition systématique du Code du Travail, la suppression de tous les acquis obtenus par la lutte sans interruption du prolétariat. Les manifestations

s'amplifiaient de jour en jour pour atteindre 3 millions le 28 mars. La provocation de Chirac à la télé en remettra autant dans la rue le 4 Avril.

LE DEVELOPPEMENT DU FASCISME MODERNE, DU CORPORATISME SE CONCRESTISE DANS L'ETAT POLICIER .

Les maoïstes de France et d'Italie qualifient les Etats impérialistes comme Etats mettant en place une forme nouvelle de fascisme, le **fascisme moderne**.

La différence entre le **fascisme moderne** et le **fascisme ancien** c'est que le fascisme ancien avait devant lui l'URSS et des partis communistes puissants organisés dans la IIIème Internationale. Pour barrer la route au communisme porté par l'enthousiasme des masses pour une société nouvelle, la bourgeoisie devait détruire les partis et organisations ouvrières et démocratiques et lui substituer des organisations fascistes afin d'encadrer les masses. Le fascisme ancien était la dictature terroriste ouverte du capital financier.

Aujourd'hui, le camp socialiste a été liquidé et le capitaliste restauré en Russie, dans les pays de l'Est et en Chine, ce qui a eu pour conséquence, le recul idéologique des mouvements de libération nationale et anti-impérialiste. Les partis communistes sont devenus des partis sociaux-démocrates et mènent une politique de collaboration de classes, de conciliation, des partis de gouvernement appendice des partis sociaux-démocrates, s'alliant avec les opportunistes de tout poil, avec les trotskistes qui se présentent comme la gauche de la gauche. La politique de gauche quand elle était au pouvoir avait déjà bien entamée les acquis sociaux en accompagnant les restructurations. La droite allait poursuivre en suivant l'accélération du capitalisme à l'échelle mondiale et en Europe. La bourgeoisie s'appuyant sur les conciliateurs, les « partenaires sociaux », a pu mettre en place des commissions paritaires multiples comme l'UNEDIC, qui ont rogné les droits sociaux, entre autre les indemnités des chômeurs. L'Etat a mis en place des formes corporatives de participation « les maisons de l'emploi » qui ne se contentent pas de gérer l'emploi, mais sont chargées de mettre en fiches la population, particulièrement celles des quartiers populaires. Dans ces maisons de l'emploi mise en place par l'Etat, sont intégrés les Assedic, l'ANPE, les éducateurs, la police, les représentants du patronat local, les associations d'encadrement culturels, sportifs, les psychologues et les sociologues. Ainsi est mise en place une corporation de gestion de l'emploi et de la population, chargé d'encadrer, d'espionner la population. Cette forme corporative est pernicieuse car elle est présentée comme moyen de résoudre le problème de l'emploi et de la sécurité. La candidate de gauche va plus loin, elle veut rendre la syndicalisation obligatoire et la gestion des conflits sociaux par le haut entre directions syndicales et patronat, la cogestion en quelque sorte, autre forme de corporatisme. Contrairement aux méthodes de l'ancien fascisme, les organisations ouvrières n'ont pas besoin d'être détruites comme dans l'Allemagne nazie ou l'Italie mussolinienne. D'autre part l'Etat durcit la répression, augmente les effectifs et moyens de la police et de la justice, avec l'appui des réformistes de tout poil qui en demandent encore plus, le programme du parti fasciste de le Pen est appliqué par petite touche au nom de la sécurité. Ainsi se met en place le processus de construction du **fascisme et du corporatisme moderne**. Mais quand il y a « **oppression, il y a résistance** ».

DE LA REVOLTE DES BANLIEUES A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Pouvons nous dire que la **révolte des banlieues et le mouvement contre le CPE** sont les prémisses de la **guerre populaire**, font partie du processus qui y conduit ? Oui, ce sont les prémisses de la guerre populaire !

Les jeunes des banlieues ont osé se révolter sans organisation, car les organisations ont abandonné un véritable travail politique révolutionnaire dans ces quartiers, pour la simple raison qu'ils sont opposés à la **rage qui se transforme en violence**. Elles appellent au renforcement de la police, de la justice, demandent plus de moyens pour neutraliser cette colère, cette rage, pour pacifier la jeunesse désespérée. Ceci explique pourquoi, les pacifistes, les conciliateurs sont rejetés par les jeunes des banlieues. Ils mettent l'accent sur les

« excès », pas sur la révolte qui à leurs yeux n'est pas assez politique. Alors que la révolte est dirigée contre tous les vrais excès de la bourgeoisie. La violence en est encore à une phase inférieure, il n'y a d'armes que du côté des forces de police, elle revêt aussi un caractère symbolique et est reprise durant la lutte contre le CPE par des masses de plus en plus importantes. Une partie des « casseurs » prennent conscience au contact des radicaux du mouvement étudiant et lycéen et utilisent la violence en ciblant mieux.

Le mouvement lui-même emploie une **violence limitée**. C'est une **violence défensive** contre l'appareil d'Etat. La direction du mouvement contre le CPE a échappé en partie aux forces organisées, qui y exercent néanmoins leur influence par syndicats interposés. Ils sont obligés de suivre car ils y ont intérêt. L'exemple le plus visible est celui de la CFDT, qui redore son blason en prenant la tête du soutien. Elle fait ainsi oublier sa prise de position pour le CNE, mais n'en parle pas aujourd'hui ou très peu. Le CPE a aidé la direction de la CGT dans sa préparation du 48^{ème} Congrès car il y a une forte opposition à son orientation conciliatrice, accompagnatrice de la restructuration. Aujourd'hui la direction CGT veut faire une « nouvelle » internationale syndicale, dont le programme est la **gouvernance du monde** en collaboration avec les instances internationales, ONU, FMI, OMC... Le mouvement lui-même est traversé par la lutte idéologique, sur le problème de la violence sur le problème d'attaquer le système lui-même et pas seulement le gouvernement en place.

Le gouvernement a dû reculer d'un demi-pas, il a dû reculer sur le CPE, et abandonner ce projet, en proposant des cadeaux supplémentaires pour les patrons qui paraîtrait-il les inciteraient à embaucher. On a déjà entendu cette chansonnette, sous la gauche ou sous la droite, mais la jeunesse et les travailleurs qui les ont soutenus **ont pris conscience de leur propre force**. La jeunesse a secoué les vieux appareils réformistes et révisionnistes et les a contraint à remettre en cause le CNE, auquel certains avaient souscrit comme la CFDT. D'autres avaient refusé de déclencher le blocage du système économique comme moyen de lutte, blocage qu'il ne faut pas confondre avec la grève générale insurrectionnelle, aboutissement de la guerre populaire prolongée.

Cette guerre populaire prolongée encore larvée a commencé par la révolte des banlieues, elle s'est poursuivie par la lutte de la jeunesse contre le CEP, qui n'est qu'un pas supplémentaire dans cette guerre. Déjà les éléments les plus radicaux, les plus conscients posent le problème du CNE, de la loi sur l'égalité des chances (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans etc.). Le mouvement le plus avancé a tenté de s'organiser en comités de lutte, d'action. Ces luttes accumulées (révolte des banlieues, puis lutte des étudiants et lycéens contre le CPE, ont eu l'appui et la sympathie de la majorité de la population). Cette contre-offensive contre la bourgeoisie montre que la **phase d'initiation** à la « guerre populaire » est amorcée, ce ne sont que les prémisses, de la **défense stratégique** elle-même. Ce ne sont que quelques ingrédients. Il manque certes beaucoup de choses. En particulier l'élément subiectif, en tout premier, un Parti Communiste maoïste plus puissant que celui qui mène en ce moment la lutte pour éclairer le chemin. Il manque des organisations de masses authentiquement révolutionnaires, guidées par le Parti, et liées aux masses ouvrières et populaires. Les jeunes des banlieues sauront, sous la direction d'un tel Parti et d'un authentique **mouvement de la jeunesse révolutionnaire**, emprunter la voie de la guerre populaire.

Malgré la quasi-absence de Parti, pas d'organisation de jeunesse, encore moins d'unités combattantes, les jeunes des banlieues ont montré que les fils de prolétaires étaient capables sans organisation, de généraliser leur mouvement de révolte contre l'appareil répressif de l'Etat, contre le système d'exploitation. Un an après, il semble que les jeunes aient appris par leur propre pratique, après la répression massive. Ils sont passés de l'affrontement frontal contre des forces supérieures à des méthodes encore défensives de « frapper avec des forces supérieures ». Pourtant ils n'ont pas lu les écrits militaires de Mao Zedong, ne sont pas maoïstes. Les jeunes révolutionnaires, les jeunes maoïstes doivent aller aux masses pour apprendre d'elles dans la pratique, mais aussi apporter leurs analyses car les communistes ne partent pas de zéro, « l'ancien doit servir le nouveau », et non le contraire car « le nouveau ne doit pas revenir à l'ancien », mais « seulement utiliser ce qui est utile pour le nouveau ».

TEXTES ET CLASSIQUES DISPONIBLES

Auteur	titre	participation aux frais
KARL MARX	La question juive	1 €
	Salaire prix profits	1 €
	Capital résumé	1 €
MARX-ENGELS	Le manifeste du PC	1 €
	Idem chinois	1 €
ENGELS	Rôle violence	3 €
	Origine propriété	10 €
	Question logement	3 €
	Socialisme utopie scient	1 €
	Bibliographie commentée marxisme	2,5 €
PLEKHANOV	Concept mat histoire	1 €
	Rôle individu histoire	2,5 €
DIMITROV	VII Congrès Intern	2 €
LENINE	3 sources du marxisme	0,6 €
	Guerre et Paix	2 €
	Lettres ouvriers amériqu	0,2 €
	Quest nationale coloniale	2 €
	Sur la religion	0,5 €
	A propos U.E	0,1 €
	Etat Révolution	3 €
	Photo	0,6€
	Impérialisme stad sup	2 €
	Prévis rév en Orient	0,5€
STALINE	Perspectives Révo Chine	0,5 €
	Principes léninisme	3 €
	Sur guerre patriotique	0,5 €
	Questions Réponses	1€
	Prob éco du Socialisme en URSS	2€
	Mat dialect et mat histo	1€
	Biographie	3€
	Troskisme ou léninisme	1€
TEX RUSSES	Manuel Eco-Po	10 €
	Histoire du PCUS (ext	1 €
	Lénine géant pensée	1 €
	Falsificat histoire	1 €
	Trotsky et troskysme	3€
III INTERNAT	CHINE 1926	2 €
MRI	Vive le MLM	0,5
€		
TCHAGUINE	Esprit parti en philo	0,6 €
MAO ZD	Réso contradict peuple	2 €
	Petit livre rouge	5 €
	De la Pratique	1 €
	Idem chinois	1 €
	De la contradiction	1 €
	4 Essais philo	3 €
	D'où prov divergences	1
€		
TEX CHINOIS	Lettre 25 points	1,5 €
	2 politiques opposées	0,6 €
	Question de Staline	0,5 €
	Glorifier la littérature	0,6 €
	Décision sur GRCP	0,5 €
	Commune Populaire	1,5 €
	Anniv GRCP	1,5 €
	D'où prov divergences	0,6€
	Rép Thorez Togliatti	0,6€

Com Pop	0,6€
ZHANG ZJ Dictat sur bourgeoisie	0,5 €
GONZALO Interview	3 €
NEPAL Textes	1 €
PC AFGHAN Déclaration	1 €
PEROU Soleil Rouge	1 €
FRANCE L'INTER collec ou DR	5 €
8 février 1962	1,5€
Histoire CGT	1,5 €
Femme Communisme	

10€

€

€

€

A.MARTY

1€

KHADACHE

PCmF

Réflexion politique 1

Programme Commun 0,5 €

Répression de 1962 1

Pierre Séward 0,5

G. Dimitrov

8 Mai 1945 1,5 €

Progr, tactique et stratégie 0,5€

Mai 68 et Gauche Prol 0,5€

Cahiers du maoïsme 1,5€

De la révolte des banlieues 1,5€

Renc interna fasc moderne 1€

Internationale (5 langues) 1 €

Vive la Commune 1,5 €

Critique Eco Politique (farsi) 2€

Pour se les procurer : Librairie Le Point du Jour

58 rue Gay Lussac 75005 – Paris –

drapeaurouge@yahoo.fr

<http://drapeaurouge.over-blog.com>

DEMANDES D'AIDE MILITANTE !

Traducteurs bénévoles (version ou thème) anglais, allemand, espagnol, italien, arabe, chinois, russe, hindi, népalais. **Scannérisation** brochures, archives, banques d'images. **Création de sites.** Maintenance ou conseil informatique.

Sites à consulter :

PEROU : solrojo.org ou redsun.org

NEPAL : cpnm.org

A WORLD TO WIN : awtw.org

CANADA : pcr-rpccanada.org

ITALIE : prolcom.org / ro.red@libero.it

FRANCE : <http://drapeaurouge.over-blog.com>

secoursrouge@free.fr